

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA LIMITATION LÉGALE
de la
JOURNÉE DE TRAVAIL
dans l'Industrie Française

LOI DU 30 MARS 1900. — PROJETS DE RÉFORME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 30 Mai 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Paul BALSENQ

Président : M. RAOUL JAY, professeur.

Juges { MM. ALGLAVE, professeur.
 DESCHAMPS, professeur.

PARIS (VI°)

LIBRAIRIE MÉDICALE ET SCIENTIFIQUE

Jules ROUSSET

1, rue Casimir-Delavigne, et rue Monsieur-le-Prince, 12

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA LIMITATION LÉGALE
de la
JOURNÉE DE TRAVAIL
dans l'Industrie Française

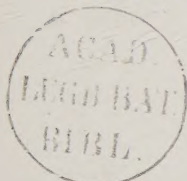
LOI DU 30 MARS 1900. — PROJETS DE RÉFORME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 30 Mai 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Paul BALSENQ



Président : M. RAOUL JAY, professeur.

Juges { MM. ALGLAVE, professeur.
 DESCHAMPS, professeur.

PARIS (VI^e)

LIBRAIRIE MÉDICALE ET SCIENTIFIQUE
Jules ROUSSET

1, rue Casimir-Delavigne, et rue Monsieur-le-Prince, 12

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MONSIEUR BREUNIG

SOUS DIRECTEUR DE L'ÉCOLE ALSACIENNE

Hommage respectueux et reconnaissant

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

Cet essai bibliographique est très incomplet. Le nombre des livres, enquêtes, rapports, brochures concernant la limitation du travail est tellement considérable, que nous ne saurions songer à les mentionner à peu près tous ici; il nous suffira d'en indiquer les principaux.

Pour ce qui est de la bibliographie étrangère, nous nous contenterons de renvoyer aux ouvrages qui en ont une du sujet.

Pour l'Allemagne, nous renvoyons aux catalogues annuels de l'éditeur berlinois, Otto Mühlbrecht:

- 1° *Wegveiser durch die neuere Littérature der Rechts-und Staatswissenschaften.*
 - 2° *Uebersicht der gesammten Staats-und Rechtswissenschaftlichen Littérature.*
-

Pour l'Angleterre, voir: C. W. Williams et C. E. Musgrave.
*The Factory and Workshops act 1900. Its general Effect and
 parliamentary History. With Notes and other Informa-
 tion, including the full Text of the Act for the Guidance
 of Employers of Labour and others.* Londres, 1902.

Consulter également le « Catalogue de la Bibliothèque du Co-
 mité de législation étrangère » (Supplément de 1902. Imprime-
 rie nationale).

Bulletin de la Société de législation comparée et la Bibliothè-
 que du Musée Social au mot: Durée du travail.

OUVRAGES HISTORIQUES

Villermé. — *Tableau de l'état physique et moral des ou-
 vriers*, 1840.

E. Martin Saint-Léon. — *Histoire des corporations de mé-
 tiers*, 1897.

Levasseur. — *Histoire des classes ouvrières en France, de 1789
 à 1870, deuxième édition*, 1903-1904.

Audiganne. — *Les ouvriers d'à présent*. Paris, 1865.

Crouzel. — *Etude historique, économique et juridique sur les
 coalitions et les grèves dans l'industrie*, Paris, 1867.

OUVRAGES ECONOMIQUES

Ansiaux. — *Heures de travail et salaires*, 1896.

Arquembourg. — *Interprétation de la loi du 30 mars 1900*. Bro-
 chure 1901.

A. Béchaux. — *Règlementation du travail*, 1904.

— *Revendications ouvrières en France*, 1894.

P. Boilley. — *Législation internationale du travail*, 1892.

- V. Brands.** — *La Prétendue Industrie contemporaine*, 1902.
- Cauwes.** — *Cours d'économie politique*, 1903.
- E. Cheysson.** — *Les questions ouvrières*, Paris 1900.
- E. Cohendy.** — *Recueil des lois industrielles, avec des notions de législation comparée*, Nancy, 1902.
- Duboin.** — *La législation sociale à la fin du XIX^e siècle. — Discours à l'audience de rentrée de la Cour de Cassation*, Paris, 1900.
- Dufourmentelle.** — *Code manuel de droit industriel. 1^o Législation ouvrière en France et à l'étranger*, Paris, 1892.
- F. Dubief.** — *A travers la législation du travail*.
- R. Jay.** — *La limitation de la journée de travail en France*, Paris, 1904.
- R. Jay.** — *La Protection légale des Travailleurs*, Paris, Larose, 1910.
- R. Jay.** — *Etudes sur la question ouvrière en Suisse*.
- Lebuy J.** — *Le travail*, Paris, 1903.
- Liesse A.** — *Le travail*, Paris, 1899.
- L. Paul.** — *L'ouvrier devant l'Etat*, 1904.
- Masse.** — *Législation du travail et lois ouvrières*.
- Moger.** — *Travail libre et travail forcé*.
- G. de Paulowski.** — *La philosophie du travail*, Paris 1901.
- Léon de Seilhac.** — *Les congrès ouvriers en France*.
- E. Vinck.** — *La réduction des heures de travail et la journée de huit heures*.

PUBLICATIONS

- Annuaire de législation française*, de 1901.
- Association nationale française pour la protection légale des travailleurs* (voir les notes).
- Bulletin de l'inspection du travail. Années* 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908.

Code du travail et de prévoyance sociale avec le rapport de M. Ch. Benoist, 1905.

Code du travail et de prévoyance sociale. L. II, rédigé par M. Bourguin.

Congrès international pour la protection légale des travailleurs tenu à Paris au Musée social du 25 au 28 juillet 1900. Comptendu 1901.)

Enquête annexée au rapport Dion sur le travail dans les établissements parlementaires. Voir les notes.

Bulletin analytique des principaux documents parlementaires étrangers transmis à la Chambre des députés, mars 1909.

Rapports de l'Inspection du travail et de la Commission supérieure du travail.

La durée légale du travail: *Des modifications à apporter à la loi de 1900. Rapports de MM. Fagnot, Millerand, Strohl à l'Association française pour la protection légale des travailleurs. Paris 1905.*

Bulletin de l'office international.

REVUES

Revue populaire d'économie sociale, 1904.

Economiste français

1902 12 avril, p. 491 (E. Payen).

1904 2 avril, p. 459 (E. Payen).

1905 8 juillet, p. 42 (Lozé).

1906 15 septembre, p. 382 (E. Payen).

Revue d'économie politique

Années 1895, pages 529 à 739.

- 1896, p. 232 à 355. *Les origines de la protection ouvrière en France*. **Victor Mataja**.
- 1897, pages 371 et s. *La durée du travail dans l'industrie française, de 1820 à 1870*. **Charles Rist**.
- 1901, mars, p. 236 (**Bourguin**).
- 1901, avril, p. 313 (**Bourguin**).
- 1902, août, p. 657 (**Schwiedland**).
- 1903, juin, p. 669 (**Alfassa**).
- 1905, janvier, p. 1 (**P. Pic**).

Revue des Deux Mondes

- 1901, juillet, p. 35.
- 1901, novembre, p. 330. **Alfassa**.
- 1903, décembre, p. 579 (**M. Milhaud**).
- 1905, septembre, p. 481 (**Cavaillé**).

Revue socialiste

- 1900, janvier, p. 2 (**Rouanet**).
- 1905, janvier, p. 7 (**Tournière**).
- 1905, juin, p. 641 (**F. Buisson**).
- 1905, octobre, p. 439 (**H. Hamelin**).

CHAPITRE PREMIER

Travaux préparatoires de la loi du 30 mars 1900

MOTIFS DE LA LOI. — La loi du 30 mars 1900 s'imposait au législateur; elle est née des difficultés d'application de la loi du 2 novembre 1892. C'est parce qu'à cette époque le Sénat avait restreint aux enfants la journée de 10 heures, que le législateur dut, en 1900, étendre le bénéfice de cette journée non seulement aux femmes, mais à certains hommes adultes. Ainsi, il arrive que les plus irréductibles adversaires du progrès social en sont parfois les meilleurs artisans.

Par son article 3, la loi de 1892 divisait les ouvriers en 3 catégories, et créait pour chacune d'elles un régime spécial :

1° *Les enfants de l'un et l'autre sexe âgés de plus de 13 ans et de moins de 16 ans, et les filles de moins de 18 ans, ne pouvaient travailler plus de 10 heures par jour.*

2° *Les adolescents de 16 à 18 ans, plus de 60 heures par semaine et 11 heures par jour.*

3° *Les femmes au-dessus de 18 ans plus de 11 heures par jour.*

A ces trois catégories venait s'ajouter celle des hommes adultes employés dans les usines et manufactures et qui pouvaient, d'après la loi de 1848, travailler 12 heures par jour. La Chambre avait facilement voté ce texte espérant qu'on arriverait en fait, sinon en droit, à la journée de 10 heures pour tous. Elle avait pensé qu'on ne pourrait point retenir le soir à l'usine les adultes, lorsque les enfants l'auraient quittée. C'est ce qui faisait dire à M. Sébille, rapporteur de la loi : « On sera donc forcé, au bout de dix heures de travail, de fermer l'usine et vous obtiendrez ainsi la satisfaction que vous désirez. Vous n'avez pas dans la législation la formule que vous désirez, mais vous aurez dans la pratique industrielle la réforme que vous souhaitez. Vous n'aurez pas le mot, mais vous aurez la chose, ce qui vaut mieux » (1).

Les législateurs avaient compté sans le génie inventif des patrons pour tourner la loi. Aucun d'eux ne réduisit à 10 heures la journée de tous. Quelques-uns renvoyèrent les enfants et les filles de 16 à 18 ans, mais en

(1) Discours de M. Sibille, chambre, séance du 29 octobre 1892, *Journal Officiel*.

somme peu en arrivèrent à cette extrémité. Certains appliquèrent la loi, ce furent les patrons d'usines dans lesquelles le travail des enfants n'était point indispensable à celui des hommes. Les enfants rentrèrent donc à l'usine une heure plus tard et en sortirent une heure plus tôt. Cette liberté d'une heure, accordée à des enfants qui ne pouvaient qu'aller dans la rue et y demeurer, présentait de graves inconvénients pour la moralité des enfants. Les pères de famille se plaignaient, et voici en quels termes l'inspection reproduisit ces doléances : « Nous amenions auparavant nos enfants, nous les ramenions, aujourd'hui, ils ont une heure de liberté à dépenser sans surveillance dans les rues, en compagnie d'une bande d'autres apprentis, nous nous méfions des leçons et des aventures auxquelles ils sont exposés. » (1) Les plus nombreux enfin, organisèrent des relais ou équipes tournantes d'enfants se succédant auprès des ouvriers qui pouvaient ainsi rester 12 heures de suite au travail. On abusa de ces relais, leur création permit de faire marcher les fabriques jusqu'à 14 heures par jour, sans que le contrôle des inspecteurs pût s'exercer d'une façon efficace. La diversité des systèmes employés par les patrons déconcerta les inspecteurs, surtout quand dans une usine, on eut recours à la combinaison de plusieurs

(1) Rapport de la Commission Supérieure du travail, année 1893.

d'entre eux. « On ne saurait trouver, écrivait en 93 un inspecteur du travail, trois filateurs qui aient adopté le même système d'organisation. L'un fait arriver à des heures variables les différentes catégories de son personnel, l'autre donne des repos aux enfants et aux femmes pendant la journée de travail, un troisième emploie le système des équipes, un quatrième celui des groupes, un cinquième fait travailler les enfants de 16 à 18 ans pendant onze heures par jour et leur donne alors une demi-journée de repos de façon à ne pas dépasser les 60 heures de travail prescrites. Un sixième enfin fait un mélange de toutes ces combinaisons rendant le contrôle à peu près impossible » (1).

Dans un discours prononcé à la Chambre le 15 juin 1896 (2). M. Guesde affirmait, que dans un établissement de Roubaix les enfants de 13 à 16 ans, au nombre de 300 environ, travaillaient une moyenne de 13 à 15 heures par jour, avec une heure de repos pour dîner et passaient la nuit du samedi au dimanche. Dans un peignage de la même ville, des enfants travaillaient des 12 à 14 heures par jour dans la plus insupportable atmosphère.

Si les patrons osaient ainsi narguer la loi, c'est

(1) Rapport de la Commission Supérieure du Travail, année 1893.

(2) *Journal Officiel*, séance du 15 juin 1896. Chambre des Députés. Débats parlementaires, p. 930.

qu'ils ne craignaient point d'être inquiétés, du moins tant que leurs établissements n'auraient pas été visités au moins une fois.

« Je croyais, dit M. Guesde que limitée chaque année à un certain nombre d'usines, l'inspection devait s'y montrer d'autant plus sévère, et prouver par des procès-verbaux qu'on ne badinait pas avec la loi, de façon que les industriels, non encore inspectés, convaincus de la nécessité de se soumettre prissent les devants et se missent en règle. Il paraît, au contraire, qu'on a éprouvé le besoin d'encourager la résistance de la généraliser en rassurant les patrons, en leur prouvant que lorsqu'on se présentait pour la première fois chez eux, cette visite-là était blanche, qu'elle ne comptait pas, et que comme les visites sont espacées en moyenne de trois ans en trois ans, ils avaient encore trois années pour violer la loi impunément ». (1)

Les difficultés furent si grandes que le législateur crut devoir intervenir pour faire disparaître les inconvénients de la loi du 2 novembre 1892. En outre, les industriels furent autorisés à faire travailler les enfants et les femmes 11 heures par jour.

Le 14 novembre 1893, M. Maxime Lecomte déposait sur le bureau du Sénat la proposition de loi suivante.

ARTICLE UNIQUE. — *L'article 3 de la loi du 2 no-*

(1) *Journal Officiel*, séance du 15 juin 1896. Chambre des Députés. Débats parlementaires, p. 935.

vembre 1892 est modifié ainsi qu'il suit. « Les enfants, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de 11 heures par jour. » (1)

Cette proposition ne touchait pas à la loi de 1848 et par conséquent n'unifiait que la journée des enfants et des femmes. Elle aggravait même, la situation légale des enfants dont la durée de travail était portée à 11 heures au lieu de 10. D'après M. Maxime Lecomte l'unification de la journée de travail s'imposait, et supposant que l'industrie française ne se prêterait pas aisément à l'expérience de la journée de 10 heures, il proposait l'unification à 11 heures. (2)

A la même époque M. Louis Ricard déposait à la Chambre une proposition qui réduisait à 10 le nombre d'heures de travail effectif pour toutes les personnes protégées, femmes et enfants jusqu'à dix-huit ans, et visait en outre certains points de la réglementation du travail de nuit et du travail par postes ou équipes successives.

La Commission de la Chambre adopta les conclusions de M. Ricard et se mit en rapport avec celle du Sénat qui avait adopté celles de M. Maxime Lecomte.

(1) Proposition de loi de Maxime Lecomte. *Journal Officiel*, Doc. parl., 1893, session extraordinaire, p. 708.

(2) Rapport de Maxime Lecomte. *Journal Officiel*. Doc. parl., 1894, p. 76.

Une commission mixte fut chargée de trouver une base d'entente mais elle échoua.

La Commission du Sénat rédigea alors un nouveau projet qui comportait la durée de onze heures pour les enfants comme pour les femmes et qui en étendait l'application aux hommes adultes. La nouvelle rédaction comprenait en outre les dispositions de la proposition de M. Louis Ricard relatives au travail de nuit, au travail par équipes successives et aux relais. La proposition de M. Maxime Lecomte ainsi étendue aux adultes fut votée par le Sénat le 12 juin 1894 (1) et présentée à la Commission de la Chambre. Cette commission tenait à l'unification sur la base de 10 heures. Elle reprit donc le moyen terme qu'elle avait proposé au Sénat dans un but de conciliation. Abandonnant la solution Ricard, (*application immédiate de la journée de 10 heures*) elle se montra disposée à accepter temporairement la journée de 11, même pour les enfants, à condition que le 1^{er} juin 1898, la durée du travail fut abaissée à 10 heures pour les enfants, les femmes et aussi les adultes employés dans les établissements à personnel mixte.

La proposition de la Commission du Sénat, en étendant aux adultes la journée de 11 heures était assez

(1) *Journal Officiel*. Débats parlementaires, 13 juin 1894, p. 524. Voir aussi *Journal Officiel* des 11 et 14 juillet 1893. Débats parlementaires, p. 661-673.

libérale, en ce sens qu'elle diminuait sensiblement la durée de travail des ouvriers adultes employés dans les manufactures, mais elle marquait un recul pour les enfants et les adolescents. Voici en quels termes énergiques le rapporteur M. Dron condamnait, dans son rapport au nom de la Commission, la volonté du Sénat d'abandonner un progrès acquis et de faire revenir en arrière la législation protectrice des jeunes travailleurs: « Comment ces êtres frêles et délicats, qu'on ne jugeait pas capables d'un travail de plus de 10 heures il y a 9 ans, seraient-ils devenus aptes à supporter 11 heures de fatigue dans les fabriques? Le devoir du législateur est d'assurer l'avenir de notre race et la grandeur de notre patrie, et pour cela il faut ménager l'enfance, lui éviter les conséquences funestes et atrophiantes de l'excès de travail dans les fabriques. » (1)

La Commission du Sénat proposait la suppression de l'alternance des équipes, voulant ainsi éviter le maintien à l'usine pendant un temps plus ou moins long d'ouvriers inoccupés, et aussi peut-être de fraudes possibles par suite des difficultés de l'inspection. Le rapporteur de la Commission de la Chambre allait plus loin, il voulait la suppression pure et simple des équipes. « Il faut disait-il, que le nombre d'ouvriers appelés par une industrie, soit en rapport avec son

(1) Rapport Dron. D. P. J. *Off. S.* 1896, p. 22.

importance, avec sa force mécanique de production— Si vous permettez à une usine de 200 ouvriers de produire avec 400 aux moments de presse, vous attirez un nombre insolite de bras auxquels vous réservez une longue période de chômage » (1).

Les propositions de la Commission vinrent en discussion le 11 juin 1896, et jusqu'au 27 les partisans et les adversaires de l'intervention légale, les catholiques sociaux et les collectivistes, rivalisèrent d'éloquence. La lutte devint plus ardente encore, lorsqu'il fut question de la durée de travail dans les établissements mixtes. « La réduction à 10 heures de la journée de travail, disait M. Sibille, entraînera une diminution de salaire — M. le rapporteur, en défendant cette disposition devra nous indiquer les circonstances qui permettront à l'industrie française à partir du premier juin 1898, de diminuer le nombre d'heures de la journée de travail sans réduire le salaire » (2). Tels étaient les arguments des non interventionnistes. Leurs adversaires au contraire repoussaient ce recul qu'allait marquer la loi, ce retour pour les enfants et les femmes à la journée de 11 heures, et ajoutaient que cette mesure soi-disant prise pour protéger l'industrie française et lui permettre de se mettre au courant, n'avait pas de raison d'être, car dans la plupart des manufactures.

(1) Rapport Dron D. P. J. *Off. S.* 1896, p. 236.

(2) Séance du 11 juin 1896. Ch. J. *Off. D. P.* p. 929.

et ateliers français, la journée ne dépassait pas 10 heures.

Deux amendements, l'un de M. Guesde, l'autre de M. Vaillant, réclamant la journée de huit heures pour les adultes furent déposés. Les auteurs rappelaient à l'appui de leur thèse, les expériences faites en Angleterre par certains industriels de Manchester. M. Vaillant demandait en outre que jamais la journée des ouvriers âgés de moins de 20 ans, n'égâlât plus de la moitié du travail de l'adulte. « Le jour, disait-il, où il y aurait moins de bras inoccupés sur le marché du travail, faisant concurrence aux bras occupés, et s'offrant à vil prix pour les remplacer, la demande de travail croîtrait — J'ajouterai qu'il a été démontré par les faits, en Angleterre par exemple, que la réduction de la journée de travail de 12 à 11 heures et de 11 à 10, avait été suivie après un léger mouvement d'oscillation par un rehaussement de salaires et j'ajoute sans abaissement de la force productrice, ni de la production » (1).

La Chambre se prononça contre la journée de 8 heures et ne s'occupa plus du projet avant 1899, voici en quelles circonstances. (2)

Le ministre du commerce voulut faire cesser le *modus vivendi* illégal, pratiqué depuis 1893, et qui per-

(1) Séance du 27 juin 1896. *J. Off.* Ch. Débats parl., p. 1076.

(2) Voir le rapport Dubief. *J. Off.* Docum. parl. Chambre, session extraordinaire de 1899, p. 341.

mettait aux industriels de faire travailler 11 heures les enfants comme les femmes. Après une consultation étendue à toute la France, il décida qu'à partir du 1^{er} janvier 1900, la loi serait appliquée dans toute sa rigueur.

Mais en même temps il reconnaissait que la loi de 1900 était d'une application difficile, et que l'unification de la durée du travail dans les ateliers mixtes était désirable; c'est pourquoi il proposa de reprendre la discussion de la proposition de loi votée par le Sénat.

Voici sur quelle base l'unification de la journée de travail devait à son avis être réalisée. « En même temps que le Parlement inscrira dans la nouvelle loi l'unification des heures de travail, il est impossible qu'il n'y inscrive pas la journée de 10 heures, sauf à discuter le délai nécessaire pour permettre aux industriels d'appliquer avec le moins de dommage possible, et pour eux et pour leurs ouvriers qui ne doivent pas supporter de diminution de salaire, la durée nouvelle de travail » (1).

La Commission de la Chambre adopta ces conclusions. Elle accepta la journée de 11 heures pour tous, à condition qu'au bout de 3 ans la journée fut réduite à 10 heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de 3 ans à 10 heures (2).

(1) Discours du Ministre du Commerce. Séance du 23 novembre 1899. *J. Off. Ch. Débats parl.* p. 1920.

(2) Rapport Dubief. *Loc. cit.*

Les propositions de la Commission vinrent en discussion le 20 décembre 1899. Le début ne prit pas cette fois, l'envergure qu'il avait eue en 1896, et dans le but d'aller plus vite en besogne, la Commission, d'accord avec le gouvernement, restreignit le débat à la question de l'unification de la durée et à l'organisation du travail.

Messieurs Vaillant et Lemire ouvrirent la discussion. Ils demandèrent qu'on ne passât pas au vote par articles parce que disaient-ils, si le Sénat refuse de voter la proposition de la Chambre, l'application de la loi de 1892 sera retardée indéfiniment. La Chambre ne les suivit pas et décida de passer à la discussion par articles.

Deux amendements furent déposés par Messieurs Groussier et Lemire. Le premier voulait réduire immédiatement la journée des enfants à 10 heures, et celle des adultes et de la femme à 10 heures et demie à partir d'un an, et à 10 heures un an plus tard. Cet amendement ne résolvant pas la question de l'unification fut repoussé. M. Lemire proposait pour les enfants une journée de 11 heures avec un maximum de 60 heures par semaine; cet amendement fut également repoussé. Un troisième de Messieurs Rotours, Basly et Lamendin, fut voté par la Chambre. Il décidait que les jeunes ouvriers et ouvrières ne pourraient pas être employés dans les mines et minières à un travail effectif de plus de 8 heures.

Messieurs Dron et Ricard, proposèrent la suppres-

sion de l'organisation du travail par relais et par équipes. La Chambre accepta et vota le texte suivant : « Toute organisation du travail par relais et équipes est interdite. » Le même jour, 21 décembre, on vota les paragraphes 1 et 2 de l'article 1^{er} modifiant l'article 3 de la loi de 92, et unifiant la journée de 11 heures pour les femmes et les enfants.

Le lendemain on aborda la question du délai au bout duquel la journée serait abaissée à 10 heures. Messieurs Walter, Dejeante, Cadenat, Colliard déposèrent des amendements. Le Gouvernement accepta celui de Monsieur Colliard ainsi conçu : « au bout de 2 ans à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à 10 heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de 2 ans à 10 heures seulement. Dans chaque établissement, sauf dans les mines à feu continu, pour toutes les personnes protégées par la loi, les repos auront lieu aux mêmes heures. Toute organisation du travail par relais ou équipes est interdite. » (1)

Les adultes allaient-ils être protégés ou bien resteraient-ils soumis au décret-loi de 1848 ? Si oui, l'unification tant désirée n'aurait pas été obtenue, et ce qu'on voulait, (les travaux parlementaires le prouvent), ce n'était point diminuer la journée de travail des hommes adultes, mais garantir la protection des

(1) Compte-rendu de la Chambre. *J. Off.* In extenso, 1899, p. 2332.

enfants et des femmes en rendant possible l'observation de la loi de 92. « Notre unique but, écrivait Maxime Lecomte en terminant son rapport au Sénat, est de faciliter l'application de la loi de 1892 et de permettre un service d'inspection déjouant les fraudes. » (1) C'est dans cet esprit que fut votée l'adjonction suivante à l'article 1^{er} de la loi de 1848: « Toutefois, dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre, qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder 11 heures de travail effectif. Au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à 10 heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de deux ans à 10 heures. »

Le Sénat vota l'ensemble de la proposition après les quelques modifications que voici. Le rapporteur demanda l'adjonction des *mines, minières et carrières* aux usines à feu continu, où d'après la proposition de la Chambre, la simultanéité des repos n'était pas exigée. « Comment voudrait-on et pourrait-on réaliser le repos simultané dans tous ces chantiers disséminés sur de vastes espaces, au milieu de l'obscurité du tréfonds. » (2) Par contre il vota la suppression du § 2 du texte de la chambre ainsi conçu: « Dans les

(1) Rapport Maxime Lecomte. *J. Off. Sénat*, D. P., 1900, p. 60.

(2) — — — — — *J. Off. Sénat*, D. P., 1900, p. 54.

mines et minières les ouvriers et ouvrières de moins de 18 ans et les femmes ne pourront être employés plus de huit heures ». Ce paragraphe fut jugé inutile par la commission du travail. Il l'était en effet, car s'il s'agissait du travail fait sur le carreau de la mine, point n'était besoin d'avoir recours à une réglementation spéciale; quant au travail souterrain, les femmes et les filles ne peuvent plus y être occupées depuis la loi de 1874, et l'article 1^{er} du décret de 93, défend aux enfants du sexe masculin âgés de moins de 16 ans d'y travailler plus de 8 heures par poste et par 24 heures. « Tout au plus ajoutait M. Dubief l'amendement pourrait-il s'adresser à quelques rares unités, avantage que ne compenserait pas le grave inconvénient de faire réapparaître une réglementation par triple catégorie, tout à fait contraire au vœu de la loi. » (1)

Le Sénat ajouta à l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892 un article additionnel ainsi conçu: « A l'expiration d'un délai de 2 ans, à partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions exceptionnelles concernant le travail de nuit prévu aux paragraphes 2 et 3 du présent article cesseront d'être en vigueur, sauf pour les travaux souterrains des mines minières et carrières. » (2) C'était au bout de 2 ans la suppression de tout travail de nuit, et l'obligation d'un repos

(1) Ch. des Dép. Débats parl., séance du 29 mars 1900, p. 1048.

(2) Sénat. Débats parl., séance du 26 mars 1900, p. 176.

d'une heure pour chaque équipe là où le travail serait réorganisé par équipes. L'exécution en faveur des mines fut demandée par M. Monestier. On ne pouvait pas d'après lui « régler des repos uniformément et les imposer au coup de sifflet dans le travail du fond. Il y a des tâches qui ne peuvent pas être interrompues sans préjudice, et parfois même sans ce danger qui résulte dans certaines mines de charbons inflammables, de dégagements rapides de grisou ou d'acide carbonique, auxquels on doit tant d'épouvantables catastrophes. D'autre part, le service de la montée et de la descente des puits ne peut se faire simultanément pour tout le personnel des équipes, si bien qu'un temps plus ou moins long serait perdu pour tous, sans profit pour personne dans une attente inoccupée au fond » (1).

L'article 11 § 3, était ainsi conçu : « Dans les établissements visés par la présente loi autres que les usines à feu continu et les établissements qui seront visés par un décret d'administration publique, l'organisation du travail par *relais et équipes*, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, sera interdite pour les personnes protégées par les articles précédents dans un délai de trois mois à partir de la promulgation de la loi ». Le Sénat le vota avec une modification. Sur une observation de M. Félix Martin il supprima le mot « *équipes* » et ne laissa figurer dans le texte que celui

(1) *J. Off.* Ch. des Dép. Débats parl., séance du 29 mars 1900, p. 1048.

de relais. Il ne voulut pas empêcher des groupes d'ouvriers de se succéder au travail dans les limites autorisées par la loi, tandis qu'il ne pouvait tolérer les relais, « ces petits groupes d'ouvriers supplémentaires qui remplacent dans leur travail les équipes régulières pendant un certain temps en se transportant de métier en métier ». L'existence de cette organisation rendait illusoire les prescriptions de la loi, et impossible une inspection efficace du travail.

Un dernier paragraphe fut ajouté par le Sénat : « En cas d'organisation du travail par *postes* ou *équipes successives*, le travail de chaque équipe sera *continu* sauf *l'interruption pour le repos* ».

Une disposition analogue avait été proposée à la Chambre par M. Louis Ricard, mais avait disparu au cours de la discussion. Cette adjonction heureuse était le gage de la suppression définitive des équipes volantes, et un des plus heureux résultats de la loi.

Le Sénat accepta dans son esprit, sinon dans son texte intégral, la modification que la Chambre avait votée de la loi du 9 et 14 septembre 1848. Il remplaça les mots « *établissements de ce genre* » qui se trouvaient dans le texte voté par la Chambre, par les mots actuels « *établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892* ». Le texte proposé par le Sénat était au point de vue de l'extension de la protection un heureux changement; car, au lieu de ne viser que les ouvriers des usines et manufactures, mines et minières, il étendait la protection aux ouvriers des

chantiers ateliers et à leurs dépendances. C'était, d'après M. Dubief (1), faire profiter de la loi 81 pour 100 des ouvriers restés en dehors de son champ d'application.

La deuxième transformation fut moins heureuse. Afin qu'il n'y eût aucun doute sur la portée de l'article 2, et pour bien montrer qu'il ne modifiait le travail des adultes que dans les ateliers mixtes, le Sénat demanda l'adjonction des mots « *mêmes locaux* » au texte qui lui était proposé. Cette addition malheureuse, et dont le but n'était autre que de donner plus de précision au texte, eut un résultat contraire à celui qu'on en espérait.

La discussion générale fut ouverte par M. Waddington qui, dans un discours bien documenté, où il comparait les lois protectrices des différents pays, fit remarquer que 2 seulement, l'Autriche et la Suisse, avait réglementé la durée de la journée de travail des adultes. Passant ensuite au projet de loi, il trouva qu'il était peut-être un danger pour notre production nationale, car « si la production par heure augmente lorsque la durée totale du travail diminue, par contre le total de la production obtenue diminue » (2). Néanmoins, M. Waddington se montra nettement partisan de la loi. La

(1) Voir rapport Dubief. *J. Off. Ch. des Dép. Débats parl.*, séance du 29 mars 1900, p. 1049.

(2) Discours de M. Waddington, séance du 26 mars 1900. *J. Off. Débats parl. Sénat*, p. 168.

discussion préparatoire fut longue, et les adversaires de l'article 2 concernant la modification du décret-loi de 1848, nombreux, Messieurs Seblin, Fougérol, Expert-Bezançon, firent surgir les fantômes de la concurrence internationale, et supplièrent le Sénat de ne pas voter cette partie de la proposition. Voici ce qu'opposait au Ministre du Commerce M. Fougérol : « Vous voulez défendre les faibles, mais après l'adoption de la loi nouvelle où sera la protection des faibles ? Ne seront-ils pas traités de la même façon que les adultes ? Est-ce que vous ne viendrez pas fatalement, si vous voulez défendre ceux qui méritent d'être protégés, nous demander à nouveau une nouvelle réduction pour les enfants et pour les femmes ? Lorsque vous aurez réduit la journée de travail à 10 heures pour tous, est-ce qu'il y aura des protégés ? Et vous venez nous dire aujourd'hui : si vous voulez que la protection soit accordée aux femmes et aux enfants, il faut absolument que vous votiez la loi avec l'unification de la durée de travail pour tous . » (1)

M. Millerand répondit que « dans tous les ateliers où un des collaborateurs, le principal, à une durée de travail supérieure, il entraîne, par là-même, après lui, tous ses collaborateurs, et il ajoutait, pour répondre à une objection qu'on lui avait faite à propos de la concurrence étrangère : « Prenez garde ! Qu'est-ce donc

(1) *J. Off. Débats parl.*, séance du 26 mars 1900, p. 184.

que nous vous demandons en réduisant à 10 heures la journée de travail pour les travailleurs des établissements mixtes? Nous ne demandons qu'une seule chose, c'est de protéger cet intérêt national, sacré entre tous, qui est l'intérêt de la race » (1). Après cette réplique, le Sénat vota la modification de l'article 1^{er} de la loi de 1848, c'est-à-dire la réduction à 11 heures, puis à 10 heures 1/2, et enfin à 10 heures, de la journée de travail des adultes occupés dans les mêmes locaux que les femmes et les enfants.

La proposition ainsi votée au Sénat fut l'objet d'un rapport de M. Dubief. Ce rapport fut déposé sur le bureau de la Chambre, le 27 mars 1900. C'est un travail remarquable par sa netteté; le texte proposé par la Chambre et celui que vota le Sénat y sont comparés, et les innovations indiquées d'une façon précise. Le rapporteur approuve en général les transformations que le Sénat fit subir au texte de la Chambre, pourtant il aurait préféré ne pas voir introduit dans la loi le droit de déterminer par un règlement d'administration publique les établissements qui pourraient, en dehors de ceux visés par la loi, user du système des relais. « C'est disait-il, une fissure plutôt qu'une soupape par où pourraient bien passer des tolérances abusives. La nécessité, même après la discussion du Sénat, ne nous en est

(1) Sénat. Débats parl. *J. Off.*, séance du 26 mars 1900, p. 184.

pas apparue, et il ne nous semble pas que le ministre doive jamais y avoir recours » (1).

Le deuxième regret, formulé par le rapporteur, concerne l'addition au texte de la Chambre des mots « *mêmes locaux* ». Cette expression qu'il trouve vague peut donner lieu à des interprétations diverses et par suite à des litiges ; mais telle qu'elle est, la loi semble bien répondre au vote émis par la Chambre et réaliser les améliorations poursuivies. « C'est une loi de progrès dans l'ordre matériel et moral, une loi de paix sociale et d'humanité. Le patronat y trouve son compte, les ouvriers y gagnent une réduction importante des heures de travail et une réglementation qui leur assure en même temps que la présence en commun à l'atelier, l'unité de la vie à la maison dans la famille réunie... Ne pas voter cette loi serait une faute impardonnable, presque un crime, contre le monde du travail et contre l'humanité » (2).

Après cet éloquent plaidoyer, l'ensemble de la loi fut adopté.

(1) *J. Off.* D. P. Chambre, 1900, p. 1049.

(2) *Ibid.*

CHAPITRE II

Commentaire de la loi du 30 mars 1900

Par la loi du 30 mars 1900, l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 était ainsi modifié: « *Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans, et les femmes, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus d'onze heures par jour; . . au bout de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à 10 heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de deux ans à 10 heures* ».

La limitation du travail sera journalière et non hebdomadaire. On ne pourra pas travailler plus de 10 heures par jour. La limitation hebdomadaire sans maximum journalier présente de graves inconvénients; aussi la Chambre eut-elle raison de n'y point souscrire, mais peut-être aurait-elle dû accepter le projet de M. Lemi-re (1) qui voulait qu'on laissât les ouvriers libres, soit

(1) Chambre des Députés, Séance du 22 décembre 1899. *J. Off.* D. P., p. 2336.

de faire 10 heures par jour tous les jours, soit d'en faire 11 les cinq premiers jours et 5 le samedi. Cet après-midi du samedi est, semble-t-il, indispensable à l'ouvrier pour faire ses achats. Il doit avoir un jour complet de repos par semaine, et d'autre part, s'il ne fait pas ses achats le samedi, les ouvriers de magasins seront contraints de rester à leur poste le dimanche. La proposition de M. Lemire déterminant le nombre d'heures de travail par semaines avec un maximum de 11 heures par jour, écartait le grave danger des trop longues journées. Elle fut pourtant repoussée comme autorisant définitivement la journée de 11 heures que l'on voulait proscrire à partir de 1902. Cette pratique excellente de la courte journée du samedi, n'est pas encore rentrée dans nos mœurs. On trouve cependant dans la région du centre des ateliers où elle est introduite, en général par des patrons étrangers. Certains essais d'une courte journée par semaine ont été tentés en Normandie, le lundi a été la journée choisie et les résultats ont été des plus médiocres. Pourtant, le repos du samedi gagne tous les jours de nombreux partisans. Il a figuré récemment parmi les revendications qui ont occasionné plusieurs grèves. En 1905, au VI^e congrès international tenu à Milan, une résolution visant l'interruption du travail du samedi midi jusqu'au lundi matin 6 heures, fut prise à l'unanimité. Il est regrettable que l'amendement de M. Lemire n'ait pas trouvé plus d'écho à la Chambre, car le repos de l'après-midi du samedi apparaît comme le véritable moyen de donner à toute la

famille le repos complet du dimanche. « Avec le repos de l'après-midi du samedi, l'ouvrier ne serait plus obligé de revenir le dimanche matin à l'usine pour des travaux de rangement ou de réparations, et d'autre part la femme pourrait, le samedi, s'occuper de son intérieur, nettoyer la maison, réparer les effets de son mari et de ses enfants, toutes choses qu'elle est trop souvent obligée de faire aujourd'hui, le dimanche, au grand détriment de la vie de famille » (1).

La loi contient dans son article 2 une énonciation vague. Il s'agit de la limitation de la journée de travail des adultes, quand ils sont « *occupés dans les mêmes locaux* », que les femmes et les enfants. Les mots ont été ajoutés par le rapporteur du Sénat, M. Maxime Leconte, afin disait-il, qu'il n'y ait pas d'équivoque. L'expérience devait montrer combien cet espoir était vain. M. Dubief, rapporteur à la Chambre, comprit l'insuffisance de cette expression, aussi dans son rapport du 27 mars en donna-t-il une explication. « Que veut dire mêmes locaux? S'agit-il d'une salle unique? Suffira-t-il d'une cloison pour que les locaux soient différents? Sera-t-on dans les mêmes locaux lorsqu'on travaillera à des étages différents d'une même maison? Seul l'esprit général dans lequel est conçue la loi doit nous fixer à cet égard, et il nous semble qu'on doit entendre

(1) Raoul Jay. La limitation légale de la journée de travail en France. Rapport présenté à l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, 1906.

par « mêmes locaux » ceux où se fait non seulement un travail en commun du personnel protégé, mais tous ceux qui servent de lieu de travail à toute industrie et à tous les efforts combinés pour concourir à une même production » (1). C'est là la seule explication donnée par le pouvoir législatif au cours des travaux préparatoires, et quoique l'interprétation des « *mêmes locaux* » paraisse très large, il semble bien que ce soit celle qu'il faut accepter.

Une autre question se pose à propos de la limitation de la journée de travail pour les adultes. Le décret du 12 mai 1851, venant modifier le décret-loi de 1848, a autorisé les heures supplémentaires aux adultes. Autorisation permanente, et s'appliquant à toutes les industries, quand il s'agit, soit du nettoyage des machines à la fin de la journée, soit de travaux rendus nécessaires par un accident ou par un autre cas de force majeure (2). Autorisation temporaire, et de plus ou moins longue durée, suivant qu'il s'agit de telle ou telle industrie. Cette prolongation est de une heure dans les blanchisseries, teintureries et dans les fabriques d'indiennes pour le lavage et l'étendage des

(1) *J. Off. Ch. des Dép. Doc. parl.*, 1900, p. 776.

(2) Les industriels avaient interprété cette disposition du décret dans le sens le plus large, et conclu que quand il s'agissait de réparation d'outillage il y avait cas de force majeure, d'où prolongation possible de la journée de travail. Une lettre ministérielle du 14 juin 1894 a combattu cette interprétation.

étoffes; de deux heures dans les fabriques et les raffineries de sucre et dans les fabriques de produits chimiques; de deux heures, pendant 120 jours ouvrables par année au choix des chefs d'établissements dans les usines de teinturerie, d'imprimerie sur étoffe, d'apprêt d'étoffes et de pressage. Dans certains cas même, le décret avait supprimé toute réglementation. Il en était ainsi pour le travail des chauffeurs et gardiens de nuit, des typographes et lithographes.

Ce décret peut-il s'employer aux adultes employés dans les mêmes ateliers que des enfants et des femmes? Cette question avait préoccupé de nombreux industriels. M. Courju, au nom des chambres syndicales lyonnaises demanda des explications au Sénat: « L'Union des chambres syndicales, disait-il, se demande si les dispositions de la loi actuelle ne feront pas courir aux patrons le risque de se mettre en contradiction malgré eux, et par conséquent d'encourir des poursuites lorsque dans les établissements mixtes qui ne sont d'ailleurs pas des usines à feu continu, le personnel employé aux moteurs, chaudières, travaillera un peu avant le commencement, ou un peu après la cessation du travail par les autres ouvriers » (1). M. Waddington, rapporteur, répliqua: « Je puis rassurer complètement notre collègue. Les ouvriers auxquels il fait allusion ne sont ni des enfants ni des femmes, ils tombent dès lors sous le régime de la loi de 1848. Or, le

(1) *J. Off. Sénat*, in-extenso, séance du 26 mars 1900, p. 178.

décret du 17 mai 1851 qui complète la loi de 1848 dit d'une façon formelle dans l'article 1^{er} : « Ne sont point compris dans la limite de durée de travail fixée par la loi du 9 septembre 1848, les travaux ci-après déterminés par la loi— » (1).

Nous pouvons citer à l'appui de cette thèse une opinion autorisée, celle de M. Alfred Picard, président de section au conseil d'Etat. Dans un rapport au Comité consultatif des arts et manufactures saisi d'un projet de réforme du décret de 1851, il s'exprimait ainsi : « On s'est demandé si la loi de 1900 n'avait pas implicitement abrogé le décret de 1851 pour les établissements à personnel mixte. Le rapport à l'appui du projet de décret dont vous êtes saisi, paraît se prononcer dans le sens de l'affirmative. Cependant, nous ne croyons pas que telle soit l'opinion véritable de l'administration ». (2). Pourtant, pendant un certain temps du moins, l'administration considéra le décret de 1851 comme abrogé par la loi de 1900. Nous en trouvons la preuve dans la réponse, faite le 6 juin 1900, par le Ministre du Commerce, à un inspecteur divisionnaire qui l'avait consulté sur l'application du décret à des établissements à personnel mixte. « La simultanéité du travail et des repos, qui est la conséquence des prescriptions nouvelles, doit logiquement entraîner une si-

(1) *J. Off.* Sénat. In-extenso, séance du 26 mars 1900, p. 178.

(2) Thèse Chabrol. Paris 1901. T. 71, p. 94.

militude de traitement pour les ouvriers, hommes, femmes et enfants, et il ne doit être accordé pour les uns une tolérance qui ne s'appliquerait pas aux autres. Il s'en suit que les ouvriers adultes, qui jusqu'ici pourraient, en vertu du décret du 17 mai 1851, faire un nombre d'heures illimité, ne doivent travailler qu'onze heures par jour dès le moment qu'ils sont employés dans les mêmes locaux que des femmes et des enfants ». (1)

Il est clair que cette façon d'interpréter l'article 2 de la loi du 30 mars 1900 n'est guère conforme aux travaux préparatoires. La réponse nette de M. Waddington à M. Courju ne peut laisser subsister aucun doute. En outre, même si les travaux préparatoires étaient muets à cet égard, comment admettre que le décret de 1851, qui avait soustrait aux exigences de la loi de 48 certains travaux industriels, put être atteint par certaines modifications de cette loi, sans que ces travaux fussent visés d'une façon spéciale?

L'administration ne persévéra pas d'ailleurs, dans sa manière de voir. Elle prépara un projet de décret substituant à la faculté de prolongation du travail parfois illimité du décret de 1851, des facultés nettement définies, dont la durée varie d'une demi-heure à 2 heures. Ce projet approuvé par le Comité consultatif des Arts et Manufactures et la commission supé-

(1) Bulletin de l'inspection du travail, année 1900, p. 608.

rieure du travail, fut porté devant le conseil d'Etat en 1901, et devint le décret du 28 mars 1902.

Organisation du travail d'après la loi du 30 mars 1900

Simultanéité des repos. — L'article 1^{er} (A 3, de 92, modifié), contient la disposition suivante: « *La journée de travail doit être coupée par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne peut être inférieure à une heure, et pendant lesquels tout travail est interdit. Ces repos dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines minières et carrières, auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi* ».

Que dans les ateliers où ne sont employés que des enfants et des femmes, la prescription s'applique, cela n'est pas douteux, mais pouvons-nous être aussi affirmatifs s'il s'agit du travail des adultes travaillant dans des ateliers à personnel mixte? Il semble bien à la lecture du texte qu'il faille penser autrement. La loi du 30 mars 1900 se compose de deux articles; le premier modifie la loi de 1892, qui s'occupe exclusivement du travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les ateliers industriels, le deuxième modifie la loi de 1848 sur le travail des adultes, mais il n'est pas question du repos dans cet article; seule la durée du travail est en jeu.

Cette division de la loi du 30 mars, en deux parties, modifiant l'une exclusivement la loi de 1892, l'autre celle de 1848, n'est point du tout factice et arbitraire; l'examen des travaux préparatoires le montre surabondamment. Voici en effet ce que nous lisons dans le rapport de M. Maxime Lecomte: « Nous devons à cet égard faire remarquer que l'objet de l'article 1^{er} de la loi que nous proposons au Sénat d'adopter d'une part, et l'objet de l'article 2 de cette proposition d'autre part, sont essentiellement distincts. Il ne semble pas possible de s'y méprendre. L'article 1^{er} modifie les dispositions de la loi du 2 novembre 1892 laquelle s'applique au travail des enfants et des femmes, l'article 2 modifie l'article 1^{er} de la loi de 1848 qui s'applique au travail des hommes adultes. Cet article ne modifie la loi de 1848 que sur un seul point, dans les établissements mixtes, c'est-à-dire qui emploient à la fois des hommes adultes et des personnes protégées par la loi de 1892, les hommes adultes ne pourront travailler que 11 heures. La loi en ce qui concerne les hommes adultes ne dit pas autre chose, n'édicte aucune exigence, et par exemple n'interdit ni le travail de nuit, ni par équipes successives » (1). Est-ce dans l'intérêt des adultes qu'on a élaboré l'article 2 de la loi du 30 mars 1900? C'est uniquement pour obtenir la certitude que la loi sur la travail des enfants et des

(1) *J. Off.* Débats. Séance du 15 mars 1900. Sénat.

femmes serait dorénavant respectée, par suite lorsque la loi parle de personnel protégé, il n'est pas forcément question des hommes adultes puisqu'en réalité la loi de 1900, comme celle de 1892, ne protège que les enfants et les femmes. Une seule unification doit exister, non au point de vue de la simultanéité des repos, mais quand à la durée de la journée de travail. Pourvu que cette durée ne soit pas dépassée, les industriels sont libres d'organiser le travail des hommes comme ils l'entendent, aucune contravention ne peut leur être reprochée. Le 26 mars, quelques jours à peine avant le vote définitif, M. Maxime Lecomte affirmait encore que tel était bien le sentiment de la Commission. L'argument paraît solidement assis, et il semble bien résulter de son examen que la durée et la simultanéité des repos dont il s'agit ne concernent point le travail des adultes.

Pourtant cette solution nous semble en opposition avec l'esprit et l'économie de la loi. N'était-ce pas l'unification et la simultanéité des repos que visait le législateur, quand il disait : « que la loi, dans un but de haut intérêt moral, assure l'unité de la famille ouvrière, reconstitue la vie au foyer en permettant au père, à la femme et aux enfants de se retrouver à la maison aux mêmes moments dans l'intimité des joies et souvent aussi, hélas ! des peines communes » (1). On voulait donc cette simultanéité de repos, pour permettre la ré-

(1) Rapport Dubief. *J. Off.*, 27 mars 1900.

constitution de la vie familiale, mais aussi pour faciliter la tâche des inspecteurs, et obtenir un contrôle efficace.

Le Sénat avait voté la journée de 11 heures pour tous, parce qu'il sentait que pour protéger l'enfance, il fallait que dans les ateliers mixtes, l'homme pût avoir fini sa journée quand les enfants et les femmes s'en allaient. S'il n'en avait pas été ainsi, l'homme se serait fait le complice du patron pour conserver ses collaborateurs indispensables.

Nous pouvons de plus, en faisant l'exégèse du texte de la loi, voir que les deux articles qui la composent, ne sont pas seulement des transformations juxtaposées de deux lois anciennes, mais qu'au contraire ils se pénètrent, se suffisent à eux-mêmes et forment un tout complet qui est la loi du 30 mars. Quelques observations sur le mot « *présente loi* » suffiront à le prouver. Ces mots qui sont employés dans les deux articles, peuvent-ils désigner dans le premier cas la loi de 1892, et dans le deuxième celle de 1848? Evidemment non, il s'agit bien là d'une seule et même loi de la « *présente loi* » celle de 1900, et par suite les personnes auxquelles la loi impose la simultanéité des repos sont toutes celles que protège la loi de 1900, aussi bien les adultes que les enfants et les femmes (1). Il est vrai que dans un cas, (A. 1 § 3) « Dans les établissements visés par la pré-

(1) Voir Bourguin. Revue d'économie politique 1901, p. 250.

sente loi », l'expression présente loi ne peut pas s'appliquer à la loi de 1900 puisqu'elle ne nomme aucun établissement d'aucun genre. Le texte commande ici de s'en référer à la loi du 2 novembre 1892 qui, elle, énumère ces établissements. Mais, d'autre part, comment attribuer des sens différents à des expressions employées par le législateur dans la loi de 1900, qui tout en ayant pour but et pour résultat de modifier deux autres lois, a cependant un caractère propre et spécial?

A la Cour de cassation, deux opinions s'étaient fait jour sur le sens à donner aux mots « *présente loi* ». Les uns soutenaient que ces mots employés à six reprises différentes ne devaient s'appliquer à la loi du 30 mars, que lorsque cela était indispensable pour donner un sens à cette loi-même, c'est-à-dire, lorsque les innovations introduites ne devaient être appliquées que dans un certain délai à partir de la promulgation de la loi nouvelle. Les autres affirmaient « qu'il était impossible de distinguer et d'attribuer deux sens différents aux mêmes expressions employées par le législateur dans la loi du 30 mars 1900, qui tout en ayant eu pour résultat indéniable de modifier 2 lois antérieures, avait cependant une existence propre et si l'on peut dire un caractère spécial ». (1) C'est à ce dernier avis que se rangea la majorité.

(1) Arrêt de la cour de cassation du 26 janvier 1901.

Cette manière de voir ne fut pas unanimement acceptée. Voici notamment l'explication que M. Lacour professeur à Lille donne à cet égard.

La disposition contenant les mots « *présente loi* » remonte dit-il, à la proposition Ricard, qui, elle, ne visait que les personnes protégées par la loi de 1892. Il ne s'agissait donc que des enfants et des femmes. En suivant les débats auxquels ont donné lieu les travaux préparatoires il est impossible de voir à quel moment et pour quelles raisons le sens de ces mots « *présente loi* » aurait changé. D'autre part, c'est par hasard que les mots : « à partir de la promulgation de la présente loi », se trouvent dans le texte. En effet le 12 janvier 1894, le Sénat avait voté que « la journée de l'ouvrier dans les usines et manufactures ne pourrait excéder 11 heures de travail effectif. Le présent article ne sera applicable qu'à partir du 1^{er} juillet 1895 ». La discussion du projet de loi n'aboutit pas pendant cette législature. Quand la Chambre élue en 1898 fut saisie de la question, sachant qu'on ne pouvait fixer, même d'une façon approximative, la durée des débats, et que par suite, il était difficile de désigner une date fixe, on préféra pour l'application des dispositions à propos desquelles un délai était accordé, indiquer ce délai à partir de la promulgation de la présente loi. (1) Ces explications quoique

(1) Dalloz, jurisprudence générale, première partie, page 171. Commentaire de l'arrêt de la cour de cassation du 26 janvier 1901, par M. Lacour.

très ingénieuses ne sauraient nous convaincre, car les conclusions auxquelles elles conduisent sont en opposition avec l'esprit de la loi.

Dans une circulaire du Ministre du commerce, parue le 17 mai 1900, peu de temps après la promulgation de la loi, nous retenons ce passage caractéristique: « Ainsi se trouvent unifiées pour *tout le personnel protégé*, non seulement la journée de travail, mais la répartition du travail entre les limites de cette journée. Entrée à la même heure à l'atelier, repos à la même heure, sortie à la même heure » (1).

C'est bien dans cet esprit que le juge de paix de Courbevoie interpréta la loi, dans son jugement du 7 décembre 1900: « Attendu qu'il résulte manifestement de tous les débats, de tous les documents législatifs que seuls désormais les ateliers employant exclusivement des ouvriers adultes échapperont à toute limitation légale, que la loi dans un but de haut intérêt moral a voulu assurer l'unité de la famille et rétablir le foyer, qu'elle a enfin et surtout facilité l'application réelle de la protection sociale, et permis au service de l'inspection de déjouer les fraudes » (2).

Ce jugement ne fut pas suivi, car le 21 décembre 1900 le tribunal correctionnel de Boulogne-sur-mer jugeait que la loi de 1900 réunissait en un même cadre 2 articles: l'un modifiant la loi de 92, l'autre celle

(1) *J. Off.*, 17 mai 1900, p. 3116.

(2) Journal « La loi », 23 janvier 1901.

de 48, mais ne formait pas un tout complet. « Attendu que les textes et obligations qui en découlent, (de l'article 2 de la loi de 1900) étant ainsi rappelés, et les conditions du travail en l'établissement du prévenu précisées, il est manifeste que les faits relevés à sa charge n'ont pu l'être à titre d'infractions à la loi, que parce qu'à tort il a été considéré que la loi du 30 mars 1900 constituait une loi spéciale dont les dispositions se réfèreraient l'une à l'autre et se compléteraient, tandis qu'elle réunit simplement, et comme dans un même cadre, des articles dont le 1^{er} modifie la loi du 2 novembre 1892, tandis que le second modifie le décret du 9 septembre 1848, étant distincts l'un de l'autre et leurs dispositions ne pouvant être appliquées à défaut de références expressément énoncées les unes aux autres « que telles qu'elles sont exprimées ». (1) Le tribunal décidait que, non seulement les adultes pouvaient prendre les repos qu'on leur accordait pour leurs repas à des heures différentes que le reste du personnel, mais aussi ceux séparant une journée de l'autre; c'est-à-dire qu'ils n'étaient tenus ni de rentrer ni de sortir à la même heure que les enfants et les femmes.

La Cour de cassation, dans un arrêt du 26 janvier 1901 sanctionna la décision du tribunal de Courbevoie et décida que les adultes étaient au nombre des personnes protégées. Il s'agissait d'un pourvoi formé

(1) *Gazette des Tribunaux* du 13 février 1901, p. 186.

par le procureur général près la Cour de cassation contre un jugement du tribunal de Nancy en date du 8 août 1900. Un industriel avait employé dans son usine à personnel mixte deux ouvriers qui, quoique prenant au cours de la journée les repos réglementaires, commençaient un heure avant les autres et finissaient une heure après. Ils continuaient donc à ne rester soumis qu'à la loi de 1848. Le tribunal de simple police avait acquitté l'industriel; la Cour cassa le jugement « attendu, dit l'arrêt d'une part, qu'en édictant dans le cercle des prévisions qu'il régit, que les repos auront lieu aux mêmes heures, le texte précité vise aussi bien le repos qui clôt la journée de travail, qu'un repos qui la divise, qu'il n'est pas exact de dire avec le jugement entrepris que les ouvriers dont les uns cessent leur travail de cinq heures du soir à cinq heures du matin, et les autres de six heures du soir à six heures du matin, ont les mêmes heures de repos par cela seul que tous interrompent leur travail de douze heures à une heure, qu'envisagée dans son esprit comme dans son but la loi du 31 mars 1900 n'est obéie qu'autant que sans distinction d'âge ni de sexe, et sous la seule réserve d'exceptions formelles, le travail pour tous dans les établissements à personnel mixte commence, s'interrompt et cesse aux mêmes heures. » (1)

(1) Audience du 26 janvier 1901, cour de cassation. *Gazette des Tribunaux*.

Dans un arrêt (1) du 30 novembre 1901, la Cour de cassation abandonnant sa première jurisprudence a décidé que les deux articles de la loi ne se pénétraient pas et que par conséquent les prescriptions de l'article 1, et en particulier celles relatives à la simultanéité des repos, ne pouvaient point s'appliquer aux adultes visés dans l'article 2. Monsieur le conseiller Roulier, chargé du rapport de cet arrêt, ne voulait point revenir sur la question de la simultanéité des repos qu'il considérait comme distincte de celle de l'organisation du travail par équipes successives: « Vous avez jugé, le 26 janvier, la question dite des heures de travail dans les établissements à personnel mixte, commencement, interruption pour le repos, et cessation du travail. Vous n'avez pas jugé autre chose. Vous n'avez pas jugé notamment la question qui vous est aujourd'hui soumise à savoir celle des modes et conditions du travail sous la forme spéciale des équipes discontinuées et alternantées, et si ces deux questions ne sont pas attachées pour ainsi dire l'une à l'autre par un lien indivisible, il m'est permis d'affirmer que, conformément à vos traditions, vous n'avez non seulement pas jugé la question actuellement pendante, mais que vous ne l'avez pas préjugée » (2).

(1) Nous verrons un peu plus loin ce qu'il faut penser de cet arrêt.

(2) Dalloz. Jurisprudence générale, première partie, année 1902, p. 22.

La raison de distinction invoquée par M. le Conseiller n'est peut-être qu'un expédient. Ne craignait-il pas de toucher à l'arrêt du 26 janvier? M. le procureur général Baudoin n'eut pas les mêmes scrupules. « Ou bien, affirme-t-il, il faut considérer la loi du 30 mars 1900 comme formant un tout dont les articles doivent se compléter l'un par l'autre, et alors toutes les obligations édictées par l'article 1^{er} s'étendent aux adultes, ou bien la loi du 30 mars 1900 n'est qu'une édition complétée de la loi de 92 et du décret du 9 septembre 48 laissant à chacune de ces dispositions législatives leur individualité et leur champ propre d'application... » « C'est tout l'un ou tout l'autre, et il est à mon sens impossible de trouver une raison sérieuse qui permette de trancher en un sens l'obligation du repos, en un autre la continuité des équipes. Si votre arrêt du 26 janvier dernier a bien jugé sur le premier point, il a dit en même temps le droit sur le second, les raisons de décider sont les mêmes dans les deux cas, elles ne peuvent être bonnes ici, mauvaises là; il faut choisir » (1).

C'est l'opinion du Procureur général qui prévalut, c'est-à-dire entre autres choses la non application aux adultes, de la simultanéité des repos, imposés par l'horaire au personnel protégé. Il est facile de voir qu'avec ce système le contrôle des heures de travail

(1) Dalloz. Jurisprudence générale, première partie, année 1902, p. 18.

de l'ouvrier adulte est très difficile sinon impossible. Aucun tableau n'ayant été prévu en ce qui le concerne, le patron peut déclarer à l'inspecteur sans contradiction possible, ou tout au moins probable, que par suite des repos qui leur ont été accordés en fait, les ouvriers adultes n'ont point dépassé la durée légale de travail.

En 1902, deux arrêts de la Cour de cassation vinrent interpréter d'une façon nouvelle l'article 3 de la loi relatif aux repos. Cet article prescrit, nous le savons « que le personnel protégé ne peut être employé à un travail effectif plus de onze heures (dix heures et demie en 1902, et dix heures à partir de 1904) par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure ». Un procès-verbal avait été dressé pour emploi de deux équipes successives de femmes et d'enfants travaillant chacune huit heures sans repos; le tribunal ne sanctionna pas cette contravention. « Attendu, dit l'arrêt du 2 janvier 1902, qu'en prescrivant de couper la journée de travail par un ou plusieurs repos d'une heure au moins, la loi n'a visé que le cas où la durée de la journée atteint le maximum autorisé; que tel est bien le sens de la disposition précitée; que ce qui concourt à l'établir, c'est qu'aucune règle n'ayant été posée quant au moment du repos, il peut être légalement placé à un moment quelconque de la journée pourvu qu'il coupe la durée du travail; qu'au surplus il n'appartient pas aux tribunaux d'étendre en dehors

de ses termes l'application d'une disposition sanctionnée par des peines... (1)

Une autre contravention avait été dressée en vertu du § 3 du même article qui décide que, dans chaque établissement les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. Des femmes divisées en 2 équipes occupées successivement, travaillaient : la première équipe sans interruption de 5 heures du matin à 1 heure du soir, l'autre de 1 heure à 9 heures du soir. Dans la même usine des ouvriers de moins de 18 ans, travaillaient de 6 heures 10 du matin, à 8 heures 20 du soir, avec deux repos. Cinquante contraventions avaient été relevées pour n'avoir pas fait commencer, interrompre, et cesser aux mêmes heures, le travail des 20 ouvrières et de 30 jeunes ouvriers. « Attendu, dit l'arrêt du 23 novembre 1902, que ce texte (le § 1^{er} de l'article 3) ne vise que les repos qui viennent couper, ou interrompre le travail, et que dès lors, ces repos sont les seuls auxquels s'applique le § 3; qu'au surplus dans les établissements où le travail est organisé par équipes successives, soit pour tout le personnel ouvrier, soit pour une partie seulement, la nature même des choses s'oppose à ce qu'il commence et finisse aux mêmes heures, d'où il suit qu'à ce point de vue il n'a commis aucune contravention » (2).

(1) Bulletin de l'inspection du travail, 1902, p. 21.

(2) Bulletin de l'inspection du travail, 1902, p. 21.

La conséquence de ces deux arrêts c'est qu'il est devenu impossible aux inspecteurs du travail de verbaliser à propos du repos prescrit à l'article 3, lorsque le travail du personnel n'atteint pas le maximum autorisé, et que, même quand il l'atteint, il suffit qu'il soit organisé dans une partie de l'usine sous le régime des équipes successives, pour que la prescription de l'article 3 relative à la simultanéité des repos, cesse de s'appliquer. « Ces deux arrêts sont trop fortement motivés, lisons-nous dans le rapport de 1902 de la Commission supérieure du travail, pour qu'on puisse en contester le bien fondé. Il n'en est pas moins vrai, que le législateur avait voulu avec évidence que le travail du personnel protégé, dont il fixait en même temps le maximum, fut coupé par un repos d'une heure au moins. Il avait voulu avec la même évidence, dans le but de faciliter le contrôle, que dans chaque établissement les repos du personnel protégé, eussent lieu aux mêmes heures. Et pourtant le service se trouve actuellement dans l'impuissance d'assurer l'application de ces deux dispositions essentielles. » (1) De cette jurisprudence il résulte que le personnel protégé pourrait être employé 9 heures cinquante cinq sans interruption ! Une pareille interprétation est trop contraire à l'esprit humanitaire qui a inspiré la loi protectrice de 1900 pour qu'on puisse l'accepter.

(1) Rapport de la Commission Supérieure du Travail, 1902, p. CVIII.

Interdiction des relais ; travail par postes ou équipes successives

L'article premier de la loi de 1900 contient en outre les dispositions suivantes: « *Dans les établissements visés par la présente loi, autres que les usines à feu continu et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail par relais, sauf ce qui est prévu au § 2 et 3 de l'article 4, sera interdit pour toutes les personnes protégées par les articles précédents dans un délai de 3 mois, à partir de la promulgation de la présente loi. En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos.* »

Le travail par relais est donc généralement interdit, mais que faut-il entendre par relai? Lors des travaux préparatoires, quand on a voulu distinguer les relais des équipes, on a désigné sous le nom de relais, les catégories d'ouvriers destinés à remplacer les ouvriers absents et passant d'un métier à un autre. Ce sont là des équipes volantes ou tournantes; c'est pourquoi les expressions relais, et équipes volantes ou tournantes, sont employées indifféremment par le rapporteur.

Dans le projet de loi qui termine le rapport Dron, nous lisons: « Toute organisation de relais ou équipes volantes ou tournantes est interdite. » (1) On peut

(1) *J. Off.* Documents parlementaires 1896.

aussi entendre par relai la combinaison dans laquelle les ouvriers commençant et finissant leur journée après les autres, sont momentanément remplacés par les ouvriers de l'équipe ordinaire. Les relais peuvent donc être définis ainsi : une organisation dans laquelle les ouvriers remplaçants et les remplacés, se trouvent occupés ensemble à un moment de la journée.

Le troisième sens du mot relai, sens beaucoup plus large, consiste à entendre par là toute organisation dans laquelle des ouvriers travaillant dans un même local, quoique ne se remplaçant pas les uns les autres, n'entrent pas à la même heure, ne se reposent pas à la même heure, ne sortent pas à la même heure.

Il n'est pas indifférent de discuter et de définir le sens du mot relai, car suivant qu'on lui donne une des trois interprétations dont nous venons de parler, les relais se trouvent interdits ou non. Si on entend par relais les équipes tournantes, on pourra permettre des heures différentes d'entrée et de sortie, et faire travailler sur le même métier des personnes qui, entrées à 6 heures du matin, sortiront à 6 heures du soir, et des personnes qui, entrées à 5 heures sortiront à 5 heures, à la condition que les unes et les autres aient les mêmes repos. Si au contraire, par relai on entend l'organisation dans laquelle les ouvriers remplaçants et les remplacés sont occupés ensemble à un moment de la journée, il faudra bien dans ce cas que tous les ouvriers occupés ensemble entrent, se reposent, sortent aux mêmes heures, mais cette règle concernera seulement

ceux qui travaillent au même métier. Leurs voisins travaillant à un autre métier ne seront pas soumis au même règlement, on pourra leur assigner des heures différentes d'entrée et de sortie et le travail à double équipe ne sera pas proscrit. Dans ce cas les combinaisons légales seront multiples, mais cette légalité sera impossible à contrôler. Si, par contre, il y a relai, toutes les fois qu'un ouvrier ne sort pas de l'atelier à la même heure que ses camarades, la loi aura une portée beaucoup plus considérable. Avec les deux premiers sens, les dérogations à la loi seront considérables, avec le troisième aucune n'est possible.

Nous voilà donc en présence de trois solutions essentiellement différentes, suivant que nous adopterons l'une ou l'autre des définitions précitées. A laquelle d'entre elles nous arrêterons-nous?

Les travaux préparatoires prouvent qu'une des deux interprétations restrictives du mot relai, est en contradiction avec l'esprit de la loi. Le législateur a voulu l'unification absolue dans les usines à personnel mixte. Il faut, disait M. Dubief, que cette loi une fois votée, l'unification du travail soit réalisée: Entrée à la même heure, repos à la même heure, sortie à la même heure. (1)

La même idée se fit jour au Sénat à propos de l'amendement de M. Seblin, concernant le maintien de la double ou triple équipe dans les usines à feu continu, dans l'industrie des dentelles et des guipures.

(1) *J. Off.* Documents parlementaires. Chambre, 1900, p. 776.

« Voici, disait M. Fougeirol une usine dans laquelle la population ouvrière est organisée en 3 équipes, fatalement ces trois équipes ne doivent faire chacune que huit heures par jour, l'équipe de jour aura par conséquent une durée de travail de huit heures, mais pendant le même temps les ouvriers des catégories protégées pourront faire onze heures encore pendant deux ans, ils pourront faire 10 heures et demie deux ans après, et dix ensuite, avec des heures de repos réglementaires. Comment l'industriel pourra-t-il organiser son travail, alors que certains ouvriers doivent travailler 10 heures, dix heures et demie ou onze heures, et d'autres huit heures pour qu'ils entrent à la même heure et aient le repos au même moment. » (1) Le Ministre du commerce solutionnait la difficulté signalée par M. Fougeirol d'une façon telle, qu'il n'est pas permis de douter que le législateur n'ait voulu supprimer les équipes, dont la durée de travail et de repos d'une d'elles, ne serait pas égale à la durée du travail du personnel protégé par la loi de 1892. Le travail des hommes sera réparti en deux équipes, l'une d'elles travaillera la nuit et l'autre travaillera en même temps et le même laps de temps que les femmes et les enfants, travail qui cessera également à la même heure. « Il n'y aura aucune difficulté, l'inspecteur du travail n'aura aucune contravention à dresser, car le travail aura commencé pour toute cette équipe hommes, femmes et enfants à la même heure; il finira à la même heure le

(1) *J. Off.* Sénat in-extenso, séance du 26 mars 1900, p. 177.

repos aura lieu à la même heure ». (1) Et ce qui montre bien mieux encore que toute ce qui précède que tel est bien l'esprit de la loi, c'est que M. Pichon entendant parler de la substitution de deux équipes aux trois équipes existantes' s'écria: « Il y aura donc une équipe de dix heures et l'autre de quatorze! »

La difficulté était sérieuse, les adversaires de la loi reprochaient au Ministre de diminuer la production en remplaçant les trois équipes existantes par deux nouvelles, à moins de les avoir de durée inégale. D'autre part, divisés en trois équipes, les ouvriers ne travaillaient que huit heures, avec le nouveau régime ils auraient dû travailler onze heures; la loi à cet égard aurait donc été un recul. La difficulté fut résolue d'une façon pratique. Il fut décidé sur la proposition de M. Waddington que non seulement dans les usines à feu continu, mais encore dans les « industries spécifiées par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail, par relais ou équipes, serait autorisée. Cet amendement fut inséré dans l'article 11 § 3, modifié de la loi de 1892, où il est question des relais, et non dans l'article 3 où il est question de la simultanéité des repos. Nous trouvons là une preuve nouvelle qu'aux yeux du législateur, toute différence dans les heures d'entrée et de sortie, même pour les ouvriers occupés à des travaux absolument différents, consti-

(1) *J. Off. Sénat.* In-extenso, séance du 26 mars 1900, p. 177.

tue un relai qu'un règlement peut autoriser dans certains établissements.

Certains commentateurs (1) ont prétendu, que donner au mot relai ce sens large, c'est enlever à l'article 11 toute sa signification, et n'en faire qu'une répétition pure et simple de l'article 3 § 3 modifié. Dans l'article 3 le législateur dit : Les repos auront lieu aux mêmes heures, dans l'article 11 il disait : toute organisation du travail qui violerait cette règle, est interdite. D'après eux le législateur aurait voulu seulement interdire les équipes roulantes, dont l'application de la loi de 92 avait mis en lumière tous les inconvénients. Ils en voient la preuve dans le passage suivant extrait du rapport de M. Dron. « Nous ne concevons pas comment le génie, pourtant si inventif des industriels, pourrait encore tourner cette prescription de la simultanéité des repos, et organiser des équipes tournantes, mais l'expérience du passé nous a rendus inquiets. La plus élémentaire prudence nous commande de préciser, et de renforcer par une addition expresse la portée de ce paragraphe qui ordonne la cessation du travail pendant les repos légaux. » Nous ne pouvons admettre cette explication et ne voir dans l'article 11 § 3, que l'interdiction des équipes tournantes. Si l'on refusait de donner au mot de relai son sens étendu, pour le restreindre aux équipes tournantes ou aux remplace-

(1) Jacquier : « La limitation légale de la journée de travail en France ». Thèse 1902, p. 100.

ments dans le même travail, on priverait le gouvernement du droit d'autoriser les heures différentes d'entrée et de sortie dans les fabriques de tulle, contrairement à la volonté manifestée du législateur.

Par contre le travail par équipes est permis dans les ateliers à personnel mixte. Dans le texte primitif le travail par double ou triple équipe était interdit. Le Sénat n'accepta pas cette interdiction, il se contenta de réglementer le travail par équipes, en décidant que ce travail serait continu. La loi de 92, tout en interdisant en principe le travail de nuit avait autorisé le travail entre 4 heures du matin et 10 heures du soir, lorsqu'il était reparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de 9 heures chacun, y compris une heure de repos au moins. Le parlement en autorisant ce travail de nuit de 2 heures, avait cru assurer dans ce cas la réduction à huit heures de la durée du travail, mais les industriels s'arrangeaient pour faire travailler pendant dix-huit heures consécutives, en faisant alterner chaque équipe après un travail de 4 à 5 heures. Chaque ouvrier fournissait 9 heures de travail, et devait rester pendant treize heures à l'atelier. Il paraît même, que certains industriels dont les établissements étaient voisins échangeaient leurs équipes qu'ils astreignaient ainsi à un travail pouvant atteindre le double de la durée de travail, prévue par la loi (1). C'est pour remédier à cet abus que le législa-

(1) Rapport de la commission supérieure du travail, 1900, p. LXIV.

teur prescrivit la continuité du travail; mais ne peut-on pas se demander si le gouvernement, en autorisant le travail par relais pour une certaine catégorie d'industries, n'a pas voulu se réserver le droit de permettre les équipes alternantes dans les ateliers mixtes? Il ne nous semble pas que telle ait été l'intention du législateur.

Dans les travaux préparatoires nous ne trouvons aucune discussion sur ce mode d'organisation du travail, ni à la Chambre ni au Sénat, et cependant on eut beaucoup à s'occuper de l'industrie des tulles, dans laquelle les équipes tournantes sont fort en honneur. Il ne peut donc pas s'agir ici d'un oubli. De plus il y a dans la loi une interdiction formelle de l'alternance des équipes. L'article 11 modifié de la loi de 1892, dernier alinéa prescrit qu'« en cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos » et ici le législateur n'a admis aucune exception.

Les restrictions relatives aux équipes et aux relais une fois établies, à qui seront-elles applicables? Il n'est pas douteux que les hommes adultes travaillant dans d'autres locaux que des enfants et des femmes, n'y seraient point soumis. Leur travail peut être organisé par doubles ou triples équipes, chevauchantes ou non, par relais; ils peuvent travailler le jour et la nuit, pourvu que leur travail dans les usines et manufactures ne dépasse pas douze heures, c'est-à-dire, pour-

vu qu'ils ne contreviennent pas à la loi de 48. Mais ces prescriptions concernent-elles les hommes travaillant dans les ateliers à personnel mixte?

Ici se pose la même question que pour la simultanéité des repos : Le texte de 1900 comprend-il deux articles qui sont la modification de deux lois, « articles simplement juxtaposés » ou au contraire forme-t-il un tout complet, qui est la loi du 30 mars? Suivant que l'on accepte l'une ou l'autre de ces solutions, les règles applicables à la simultanéité des repos et aux relais, sont ou non exigibles dans les ateliers à personnel mixte. Nous avons dit plus haut ce que nous pensions de cette prétendue juxtaposition de deux articles. Les explications données à cet égard des mots « présente loi » (1) suffisent à montrer que le texte de la loi du 30 mars 1900 forme un tout ayant un caractère propre et spécial. Nous pensons avec M. Bourguin que « les personnes protégées, auxquelles l'article premier impose la simultanéité des repos, l'interdiction des relais, la continuité du travail par équipes, sont bien toutes les personnes protégées par la présente loi de 1900, enfants, femmes, hommes adultes même, protégés expressément par l'article 2 de cette loi, et non pas seulement les personnes protégées par l'ancienne loi de 1892 » (2).

Ces remarques suffisent croyons-nous à montrer l'in-

(1) Voir plus haut, p. 33 et suivantes.

(2) Revue d'économie politique 1901, p. 250.

tention du législateur en ce qui concerne l'organisation du travail par équipes et par relais. Il semble qu'une jurisprudence constante, aurait dû bien vite se former à cet égard. Il n'en a pas été ainsi cependant.

La question de l'alternance des équipes fut posée devant le tribunal de simple police de Calais, qui dans ses séances du 4 avril et du 28 juin 1901, avait acquitté 14 tullistes ayant organisé, dans des ateliers à personnel mixte, le travail des adultes par équipes alternantes. Le commissaire central de police, ministère public près du tribunal de simple police de Calais, se pourvut régulièrement contre le premier de ces jugements le 5 avril 1901. Il prétendait que l'article 11, paragraphe 3 modifié de la loi du 2 novembre 1892, n'avait pas été appliqué. La Cour de Cassation, dans un arrêt du 30 novembre 1901, confirma le jugement du tribunal de Calais. Dans une longue explication préliminaire, M. le conseiller Roulier, gêné par l'arrêt antérieur du 26 janvier, s'efforça de montrer que la cour n'avait eu à se prononcer que sur la question des heures de travail: commencement, interruption pour le repos, et cessation du travail pour les ouvriers occupés dans les ateliers à personnel mixte. « La question des modes et conditions du travail, spécialement sous la forme des équipes discontinues et alternantes ne vous a pas été soumise, vous ne pouvez donc l'avoir préjugée » (1). Après avoir donné une définition, des

(1) *Gazette des Tribunaux*, 6 décembre 1901.

mots, relais, équipes discontinues et continues, il regrette que la loi n'ait pas atteint l'idéal qu'elle se proposait : refaire l'unité de la famille. Il se pourra en effet que dans un atelier où travaillent 3 équipes successives avec travail continu, la première et la troisième équipe comprennent les maris et les pères, des femmes et des enfants occupés dans la 2^e équipe ; dans ce cas ils ne seront ensemble à aucun moment de la journée. Nous acceptons pleinement cette critique faite à la loi, quoique n'entrevoyant pas le moyen de trancher cette difficulté, mais où nous ne comprenons plus, c'est quand M. le Conseiller ajoute : « Tout serait irrégulier nous dit-on, si au lieu d'être successives, les équipes étaient alternantes. Pourquoi ? » (1) Mais simplement parce que la loi a décidé qu'il en serait ainsi : « En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos ». Le législateur avait cru devoir supprimer le travail par équipes successives, alternantes, parce que l'expérience l'avait rendu sage. Il avait appris combien avec ce mode d'organisation du travail, il serait facile de tourner la loi ; le tolérer, c'était rendre l'inspection impossible.

Passant ensuite à la décision de l'arrêt du 26 janvier « travail commençant, s'interrompant et finis-

(1) Dalloz, jurisprudence générale, première partie, année 1902, p. 22.

sant aux mêmes heures », il affirme que cet arrêt s'appliquera seulement, lorsqu'il y aura travail simultané de quelques ouvriers qui n'auront pas commencé leur journée exactement à la même heure, mais demeurera sans application quand on aura substitué au travail simultané, le travail successif, de telle sorte que ce qui est vrai pour chaque équipe, ne l'est pas pour toutes les équipes. Sans doute, mais en supposant le travail par équipes, il faudra que toutes les femmes et les enfants soient employés dans la même équipe, car pour eux et pour les adultes employés avec eux, le travail doit commencer, s'interrompre, et finir aux mêmes heures. La loi n'a pas voulu autre chose. M. Le Conseiller veut donc que la partie de l'article premier concernant la simultanéité des repos s'applique à tout le personnel protégé par la loi de 1900, mais ce qu'il n'admet pas, c'est que le reste du même article s'applique au même personnel !

M. le procureur général Baudoin comprit qu'il fallait ou bien approuver entièrement l'arrêt du 26 janvier, ou bien se séparer de lui de la façon la plus radicale. « C'est tout l'un ou tout l'autre.... Si votre arrêt du 26 janvier a bien jugé sur le premier point, il a dit en même temps le droit sur le second, il faut choisir » (1). La Cour se rendit aux raisons invoquées par M. le Procureur Général et rejeta le pourvoi. Une seule pourtant

(1) Dalloz. Jurisprudence générale, 1^{re} partie, année 1902, page 22

a une portée sérieuse, celle relative au manque de pénalités propres à la loi de 1900, au cas où ses prescriptions viendraient à être méconnues. Lorsque les hommes adultes auront commis une infraction à l'obligation du repos ou à la continuité des équipes, où ira-t-on chercher la sanction? Sera-ce dans la loi de 1848 ou dans celle de 1892? La circulaire du 17 mai 1900 s'exprime ainsi à cet égard. « Au point de vue des poursuites et des sanctions pénales, les lois de 1848 et de 1892 conservent chacune son empire, la première restant applicable aux contraventions, à la limitation de la durée du travail des ouvriers adultes, la seconde aux infractions, à la fixation de la journée de travail des femmes ». (1) Pouvons-nous voir dans ce passage l'indication que seule la prescription relative à la limitation de la durée de travail, prescription contenue dans l'article 2 leur est applicable? C'est le sentiment de M. le procureur général Baudoin. Ne pouvait-on pas dire que lorsque les prescriptions relatives à la limitation du travail des adultes, (article 2 de la loi de 1900, auront été méconnues, les sanctions pénales de la loi de 1848 s'appliqueront, et que dans les autres cas, c'est-à-dire quand on aura contrevenu aux prescriptions de l'article 1^{er}, on aura recours aux sanctions de la loi de 1892, aussi bien pour les adultes que pour les femmes et les en-

(1) Circulaire du 17 mai 1900. Voir bulletin de l'inspection du travail, p. 57, v. 1.

fants? Rien ne s'oppose nous semble-t-il, à cette manière de voir. D'ailleurs, les travaux préparatoires montrent clairement que la volonté du législateur a été d'unifier les conditions de travail de tous les ouvriers occupés dans les établissements à personnel mixte, nous devons par conséquent appliquer aux adultes les règles qui concernent les femmes et les enfants. Les ouvriers adultes sont soumis à deux régimes différents, selon qu'ils font partie d'une équipe de jour ou d'une équipe de nuit. Dans le premier cas, ils doivent commencer, interrompre et terminer leur travail en même temps que les enfants et les femmes avec lesquels ils travaillent, dans le deuxième cas l'organisation de leur travail n'est plus soumise qu'à une restriction, celle de la durée. Quoiqu'on en ait dit, cette distinction n'est point arbitraire, elle est la conséquence logique de la volonté du législateur. La loi du 30 mars 1900 a simplement voulu rendre applicable celle de 1892 et pour arriver à ce résultat, elle a fait bénéficier les adultes travaillant avec des enfants et des femmes des avantages qu'elle accordait à ces derniers. L'obligation à la simultanéité d'entrée, de repos et de sortie pour tous, était si bien la volonté expresse du législateur, que M. Seblin voyant dans cette obligation la suppression du travail à double et à triple équipe, en fit la remarque, et provoqua du Ministre la réponse suivante: « Je vous demande pardon, je ne vois pas bien la difficulté qui vous arrête; les personnes protégées entreront pour le travail de jour avec une équipe d'hommes, elles tra-

vailleront en même temps que ces hommes pendant la durée de travail de l'équipe. Il n'y aura donc de ce fait aucune difficulté, l'inspecteur du travail n'aura aucune contravention à dresser, car le travail aura commencé pour toute cette équipe, hommes, femmes et enfants à la même heure » (1). C'est dire le plus clairement possible que les adultes travaillant avec des femmes et des enfants étaient soumis aux mêmes règles. C'était proscrire l'alternance des équipes et toutes les organisations du travail qui ne respectent pas la simultanéité des repos.

Portée de l'application de l'article 2

Cet article fixe les conditions que devront remplir les hommes adultes pour bénéficier des avantages octroyés par l'article 1^{er} aux enfants et aux femmes. La Chambre en avait rédigé le texte ainsi : « *Toutefois, dans les établissements qui emploient des hommes adultes, et des personnes visées par la dite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder 11 heures de travail effectif* ». Le Sénat voulut compléter le texte et ajouta les mots « dans les mêmes locaux ». « Pour qu'il n'y ait aucune équivoque, écrit M. Maxime Lecomte dans son dernier rapport au Sénat, nous avons ajouté les mots

(1) *J. Off.* Séance du 26 mars 1900. Débats parlementaires, p. 177.

« dans les mêmes locaux », ne voulant réglementer le travail des adultes » que dans les cas de simultanéité avec celui des ouvriers protégés par la loi de 1892. Notre unique but est de faciliter l'application de la loi et de permettre au service de l'inspection de déjouer les fraudes » (1).

M. Dubief, rapporteur à la Chambre, trouva que cette adjonction manquait de précision. « Il n'échappera à personne que cette addition, au texte de la Chambre, par le vague de l'expression, puisse avoir l'inconvénient grave de prêter à interprétation et par conséquent à litige, si nous ne la définissons. » Selon lui il faut entendre, par mêmes locaux « ceux où se fait non seulement un travail en commun du personnel protégé, mais tous ceux qui servent de lieu de travail à toute industrie où tous les efforts sont combinés pour concourir à une même production » (2).

M. Millerand, Ministre du Commerce, disait quelques jours plus tard à la tribune de la Chambre, qu'il était d'accord avec la commission, quand à l'interprétation des mots, « mêmes locaux ». L'accord fut confirmé par une circulaire ministérielle du 17 mai relative à l'application de la loi du 30 mars. « Cette définition que le Gouvernement a fait sienne à la tribune de

(1) Rapport de M. Maxime Lecomte. Sénat, *J. Off.* 15 mars 1900.

(2) *J. Off. Ch. D.* documents parlementaires, 1900, p. 776.

la Chambre des Députés, devra servir de critérium quand il s'agira de décider s'il y a lieu d'appliquer la loi. Toutes les fois que dans un même bâtiment, sous un même toit, ou sur un même emplacement, des hommes et des femmes collaborent au même travail, ils devront être soumis à une règle commune quels que soient la place, la salle ou l'étage où ils se trouvent » (1).

Il semble à première vue que le critérium soit bien caractérisé, et la question paraît simple; pourtant nous allons voir à quelles difficultés on se heurta dans la pratique. La question fut posée pour la première fois devant le tribunal de simple police de Courbevoie. L'inspecteur du travail avait constaté que 21 ouvriers « décolleteurs », employés par la maison de Dion Bouton, travaillaient plus de 11 heures (2) dans une salle qu'une simple cloison séparait de l'endroit où étaient occupés des enfants et des femmes « rectifieuses ». Le juge de paix condamna la Société. « Attendu dit le jugement, que s'il est vrai de reconnaître qu'il n'existe qu'un rapport assez éloigné entre la profession de « décolleteur » et celle de « rectifieuse », que si ces deux opérations techniques distinctes sont séparées par deux opérations indépendantes, la cémentation et

(1) Circulaire du 17 mai 1900. Voir bulletin de l'inspection du Travail, 1900, p. 571.

(2) Jusqu'en avril 1902, la durée légale de la journée des femmes et des enfants était de 11 heures.

la trempe, opérées dans des ateliers différents, toutes ces tâches parcellaires ne sont que la décomposition d'une œuvre unique, la préparation des métaux employés à la construction des machines automobiles, que si on peut concevoir que les décolleteurs et rectifieuses peuvent travailler séparément, on est obligé de reconnaître que ces diverses besognes finissent par se commander et même s'absorber complètement ». C'est bien là l'interprétation du rapporteur, et celle du Ministre du Commerce dans la circulaire du 17 mai 1900 » (1).

Ce jugement, conforme selon nous, à l'esprit de la loi, ne fut point suivi. Le 21 décembre 1900, le tribunal correctionnel de Boulogne-sur-Mer décidait que les hommes adultes travaillant dans le même établissement que des enfants et des femmes, mais dans « des ateliers distincts et sans communication entre eux », ne devraient point être considérés comme employés dans les mêmes locaux quoique concourant à une production unique.

Quelques mois plus tard, le tribunal correctionnel de Charleville se prononçait dans le même sens. Il décidait que la limitation à 11 heures de la journée de travail des adultes, travaillant dans les mêmes locaux que des enfants et des femmes, édictée par l'article 2

(1) V. Dalloz. Jurisprudence générale. Deuxième partie, année 1901, p. 389.

de la loi du 30 mars 1900, ne s'applique pas, lorsque ces diverses personnes travaillent dans des locaux séparés par un mur dans lequel est seulement pratiqué un passage pour les marchandises, mais qui empêche toute communication entre les ouvriers de l'un et de l'autre local ». (1)

Le 4 avril 1901, le tribunal de simple police de Calais, dans un jugement rendu contre quatorze tullis-

(1) Attendu, dit le jugement, qu'on ne peut dire que les personnes travaillant dans des locaux entièrement séparés, ou par un mur dans lequel est seulement pratiqué un passage pour les marchandises, mais qui empêche toute communication entre les ouvriers de l'un et de l'autre local, travaillent dans les mêmes locaux...

Attendu que la défense de la loi porte donc sur l'emploi au-delà d'un certain nombre d'heures par jour dans les mêmes locaux, d'hommes adultes et des protégés concourant dans le même temps à la production d'un même produit, dans des circonstances telles que la fabrication du produit tienne au concours simultané des efforts de chacun.

Attendu qu'au cas actuel le produit, un clou, est fabriqué complètement par les adultes seuls, travaillant dans un local isolé, que les protégés de la loi de 92 reçoivent dans un local séparé ce clou dont la fabrication est terminée, et exécutent alors seulement un travail de triage et d'emballage.

Attendu que ce travail n'est pas d'ailleurs le complément de la fabrication, qu'il en est indépendant, peut-être fait ou différé, puisqu'on vend aussi bien des clous triés que des clous non triés... Par ces motifs acquitte.

Voir Dalloz, Jurisprudence générale, Deuxième partie. Année 1901, p. 389.

tes, suivit la jurisprudence inaugurée par le tribunal correctionnel de Boulogne-sur-Mer. Son interprétation des mots « mêmes locaux » mérite d'être retenue.

« Considérant que chez le sieur X., les hommes adultes qui travaillent par équipes successives sont employés isolément au travail de la fabrication sur le métier à tulle, tandis que le personnel protégé est employé au travail de préparation des fils.

« Que ces travaux sont tellement indépendants l'un de l'autre, que le premier ne commence que lorsque le second est terminé, et que souvent une grande partie du travail de préparation des fils est faite hors de l'usine par des entrepreneurs spéciaux;

« Que pour s'en référer aux termes de la circulaire du 17 mai 1900, ces travaux ne se commandent pas d'une façon si étroite qu'ils ne comportent pas d'irrégularité entre les journées faites par les diverses catégories d'ouvriers.

« Considérant qu'il résulte du procès-verbal sus-daté que les ouvriers adultes qui travaillent par équipes chez X... sont exclusivement employés aux métiers à tulle;

« Que la salle où sont placés ces métiers est située au deuxième étage, que l'atelier de préparation où est employé le personnel protégé est situé au troisième étage.

« Que ces deux ateliers ne peuvent communiquer

que par des balcons extérieurs au bâtiment et une tour-
relle renfermant un escalier.

« Qu'ils sont évidemment séparés.

« Que cette séparation suffit à démontrer matériel-
lement que le travail du protégé et celui de l'adulte sont
bien distincts. D'où il résulte que les hommes adultes
et le personnel protégé ne sont pas employés dans les
mêmes locaux ».

Que nous sommes loin du jugement de Courbevoie,
et aussi semble-t-il de l'esprit de la loi. Le ministère
public n'accepta pas la décision du tribunal de Calais
et se pourvut en cassation. L'arrêt fut rendu le 30 no-
vembre 1901.

Dans les jugements soumis à la délibération de la
cour, quatorze fabriques étaient visées. Dans quatre
d'entre elles, tous les ouvriers travaillaient dans le
même bâtiment, mais dans deux salles différentes com-
muniquant entre elles par des balcons extérieurs ou
par un escalier intérieur; dans deux fabriques les ate-
liers étaient séparés par des cloisons; dans deux autres
il y avait deux bâtiments séparés par une cour, mais
voisins; dans la neuvième des bâtiments communi-
quaient entre eux, et dans les cinq autres, les adultes
travaillaient dans les mêmes locaux que les enfants et
les femmes.

Le rapporteur, M. le Conseiller Roulier, se demanda
« s'il était possible en droit, et conforme à la loi, de
distinguer ces différentes hypothèses. « Faudra-t-il
examiner si les ouvriers d'une même usine travaillent

dans des ateliers plus ou moins éloignées? Dans deux bâtiments voisins se communiquant ou ne se communiquant pas? séparés ou non par une cour plus ou moins large? Faudra-t-il mesurer la largeur et l'étendue de la cour? ou bien l'expression « dans les mêmes locaux » signifie-t-elle dans le même atelier? » (1). Il trouva trop peu catégorique la définition que M. Dubief donna à la Chambre des mots « mêmes locaux ». « M. le rapporteur n'affirme rien, et vous avez remarqué qu'il s'exprime avec beaucoup de réserve et de prudence « il nous semble », dit-il, rien de plus, rien de moins, c'est une appréciation » (2).

La déclaration faite à la Chambre par le Ministre du Commerce, qui, le jour même du vote de la loi affirmait être d'accord avec la Commission sur le sens à donner aux mots « mêmes locaux », ne persuada pas davantage M. le Conseiller rapporteur. C'est là une opinion, dit-il, mais ce n'est qu'une opinion et on peut ajouter qu'elle ne s'impose pas nécessairement. Il ajoutait en terminant: « Nous inclinons à penser que le même local est dans la réalité le même atelier et que les ouvriers ne travaillent pas dans les mêmes locaux lorsqu'ils travaillent dans deux ateliers ». Cette solution fut acceptée par la Cour qui décida que « par cette expression, qui a eu pour but de restreindre l'ap-

(1) Rapport de M. le conseiller Roulier à la cour de Cassation, Dalloz, Jurisprudence générale, Première partie, 1902, p. 21.

(2) Ibid.

plication de l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, on ne doit entendre en effet que l'atelier où le travail se fait simultanément et en commun, et qu'on ne saurait y comprendre les ateliers séparés les uns des autres, ou les bâtiments voisins dans lesquels peuvent être effectués les travaux de tous les ouvriers d'une usine ou manufacture » (1).

Cette solution nous paraît inacceptable et tout à fait en opposition avec les travaux préparatoires et l'esprit de la loi.

Le projet primitif ne contenait pas l'expression « dans les mêmes locaux » il se bornait à dire « dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892 ». Cette rédaction ne permettait aucune fraude. La Chambre de Commerce de Lyon fit observer que dans une usine d'hommes adultes, où une seule femme aurait été occupée, même à raccommoder le linge employé dans l'usine, l'établissement aurait été soumis à la nouvelle réglementation.

Pour éviter cet inconvénient possible, M. Chauvin demanda à la Chambre l'adjonction suivante à l'article 2. « A moins que le travail à effectuer ne soit réalisé exclusivement par des hommes, sans l'aide ni de femmes, ni d'enfants ». L'amendement fut retiré sur la demande du Ministre, qui se réservait de prendre

(1) Arrêt de la Cour de Cassation, du 30 novembre 1901.

les mesures nécessaires en vertu de son initiative propre. Le Sénat n'accepta pas cette perspective de réglemens d'administration publique et de circulaires, c'est pourquoi M. Maxime Lecomte demanda « pour qu'il n'y ait plus aucune équivoque », l'adjonction des mots « mêmes locaux ». Trouvant cette expression quelque peu vague, le rapporteur de la Chambre, en donna une explication que quelques jours après le gouvernement faisait sienne. Il fallait entendre par même locaux, non seulement ceux où le travail des hommes et du personnel protégé a lieu en commun « mais tous ceux qui servent de lieu de travail à toute industrie où tous les efforts sont combinés pour concourir à une même production » (1).

M. le conseiller rapporteur ne vit dans cette explication de M. Dubief, pourtant acceptée par le Gouvernement, qu'une opinion personnelle! C'est possible, mais en tout cas une opinion qui fut à un moment celle de la majorité de la Chambre.

M. le procureur général Baudoin arriva aux mêmes conclusions que M. le conseiller rapporteur. S'appuyant sur l'affirmation de M. Maxime Lecomte, il y trouva la preuve que l'expression « dans les mêmes locaux » ne signifie pas outre chose que « dans les ateliers où le travail se fait simultanément et en com-

(1) Documents parlementaires. *J. Off.* Chambre des D. 1900. Annexes, p. 775.

muni ». Il ne nous semble pas que l'explication de M. Maxime Lecomte puisse être interprétée d'une façon aussi restrictive. Nous y voyons d'une part, le désir de réglementer le travail des hommes adultes, dans le cas de simultanéité avec celui des ouvriers protégés par la loi de 92, et d'autre part celui de faciliter l'application de la loi, en permettant un service d'inspection déjouant les fraudes. Il s'agit maintenant de s'entendre sur la détermination des cas où il y aura simultanéité, et c'est ce qu'à fait M. Dubief dans son rapport. Ne retenir des travaux parlementaires que l'opinion de M. Maxime Lecomte, c'est reculer la question, c'est se servir d'un texte prêtant à diverses interprétations, et ne pas vouloir tenir compte des explications complémentaires indispensables données par le législateur. L'explication de M. Dubief ne dépasse en rien l'affirmation de M. Maxime Lecomte, elle essaye seulement d'en déterminer la portée d'une façon précise. On n'y a voulu voir qu'un moyen dont M. Dubief se serait servi pour réduire le plus possible la durée de la journée de travail des adultes dont il était partisan. Nous ne le pensons pas, car dans cette réduction permise, ils n'ont pas fait entrer plus que ne devait contenir le texte voté par le Sénat. Le rapporteur de la Chambre n'a pas proposé comme critérium unique, du sens des mots mêmes locaux, l'emploi d'ouvriers dans une industrie où les efforts sont combinés pour concourir à une même production, il a simplement demandé que dans certains cas embarrassants, on recourût à lui. En appli-

quant la définition de M. Dubief, on n'arriverait pas aux singulières conséquences présagées par M. le Président Baudoin, mais seulement à une interprétation des textes conforme à l'esprit de la loi, à la possibilité d'un service d'inspection déjouant les fraudes. En maintenant aux mots « *mêmes locaux* » leur sens large, il faudra, pour que les locaux soient distincts, des ateliers entièrement séparés, sans communication à l'intérieur, et ayant des entrées différentes sur la voie publique. Ainsi interprétée, il aurait été difficile aux industriels de tourner la loi, mais la jurisprudence semble s'être fixée la tâche de leur en fournir les moyens. Dans certains établissements sans doute, où le travail de l'homme est pour ainsi dire inséparable de celui des enfants et des femmes, par suite de la technique de la production, les adultes bénéficieront des avantages de la loi de 1900, mais ces établissements sont peu nombreux, et dans tous les autres cas le patron décidera s'il veut ou non respecter la loi.

Peut-on espérer un changement de jurisprudence? Un arrêt du 3 décembre 1901 vint confirmer celui du 30 novembre, obligeant les inspecteurs à demander au Ministre des indications sur la conduite à tenir. Voici ce qu'il leur fut répondu le 23 janvier 1902: « L'arrêt du 30 novembre 1901 a également précisé la définition de « *mêmes locaux* » qui avait été donnée dans la circulaire du 17 mai 1900. Par cette expression il faut entendre aux termes de l'arrêt, « l'atelier où le travail se fait simultanément et en commun, et on ne saurait

y comprendre des ateliers séparés les uns des autres, ou des bâtiments voisins. En adoptant cette interprétation il conviendra toutefois de ne pas restreindre à une seule pièce le sens du mot atelier. D'ailleurs, la définition adoptée par la Cour suprême, n'est nullement en opposition avec le sens courant du mot atelier, qui sert à désigner, dans un établissement où s'effectuent des opérations différentes, des locaux affectés à un même genre d'opérations. Vous devez donc comprendre sous cette définition l'ensemble de pièces contiguës où s'exécutent des travaux de même nature ou bien connexes. C'est ainsi que dans une industrie métallurgique, par exemple, l'atelier d'ajustage, peut être composé de plusieurs pièces communiquant entre elles » (1). Cette définition du mot atelier ne serait-elle pas désavouée par la Cour suprême? Il est permis d'en douter.

Pour permettre aux adultes occupés dans les mêmes locaux, que des femmes et des enfants, de ne travailler que 10 heures, la loi imposa momentanément à ces derniers une heure, puis une demi-heure de travail supplémentaire. Cette charge nouvelle pour leurs enfants, les parents l'acceptèrent, persuadés que ce sacrifice accompli ne le serait pas en vain. L'arrêt de la Cour de cassation, du 30 novembre 1901, déçut tous ces espoirs, trompa toutes ces espérances.

(1) Circulaire du 23 janvier 1902. — Bulletin de l'inspection du travail, de 1902.

CHAPITRE III

Difficultés d'application, résistances patronales

La journée de 10 heures était impatiemment attendue par le personnel ouvrier, et même aussi par certains patrons qui espéraient trouver dans cette unification, à 10 heures, une garantie contre la concurrence intérieure. « La plupart des industriels, écrivait en 99 l'inspecteur de la cinquième circonscription, qui font présentement 11 heures, se résoudront assez facilement à une réduction nouvelle, l'opposition ne sera même pas vive chez ceux qui font encore 12 heures, mais à condition que la loi soit appliquée partout uniformément, et que le service possède des moyens de contrôle suffisants pour que l'observation en soit assurée. L'appréhension de la concurrence est pour beaucoup dans cette presque unanimité des industriels à souhaiter une réglementation uniforme, bien qu'un peu défavorable à chacun d'eux » (1).

(1) Rapports de l'inspection, 1899, p. 228.

C'est une confiance analogue en la journée de 10 heures que les industriels de toutes les régions de la France, manifestèrent à M. Millerand lorsqu'ils vinrent s'entretenir avec lui des modifications à apporter à la loi de 92 : « Nous ne demandons que deux choses, un délai raisonnable pour l'application de la journée de 10 heures, et la certitude que cette disposition sera imposée à tous les industriels, que la loi ne restera pas lettre morte pour certains, qu'elle sera la même pour tous et qu'en l'appliquant, nous ne nous mettrons pas en état d'infériorité vis-à-vis de nos concurrents » (1).

Il ne faudrait pourtant pas croire que ces prévisions optimistes furent les seules. Maints inspecteurs se firent l'écho de craintes patronales, et certains les trouvèrent fondées. « Les industriels font remarquer avec quelque raison, que dans la situation actuelle, ils ont déjà beaucoup de peine à lutter contre la concurrence étrangère, et que si l'on adoptait le projet proposé actuellement, ce serait la ruine de l'industrie. Quelques-uns vont jusqu'à affirmer qu'après deux ou trois ans d'application de cette nouvelle loi, beaucoup d'établissements industriels qui ne pourront pas lutter se verront obligés de fermer » (2).

Le projet fut voté, et la journée réduite à 11 heures, sans que l'application de la loi nouvelle rencontrât

(1) Discours de M. Millerand, Sénat, *J. Off.*, 1900.

(2) Rapports de l'inspection, 1899, p. 298.

beaucoup d'opposition. Le régime nouveau atteignit peu d'industries, car la plupart de celles qui auraient eu à souffrir de cette réduction de la journée de travail, étaient autorisées à le prolonger temporairement. D'ailleurs, dans la grande industrie tout au moins, la durée du travail effectif antérieurement en usage, ne dépassait pas 11 heures. Quelques-unes dépassaient pourtant cette limite de 11 heures; les inspecteurs placent en première ligne, celles du bâtiment, l'ébénisterie, les fabriques de machines agricoles, de filatures. La bijouterie et l'article de Paris se trouvaient, elles aussi, atteintes par cet abaissement à 11 heures.

Cette énumération ne doit être considérée que comme une indication, car s'il est vrai que la durée du travail variait d'industrie à industrie, elle variait aussi suivant l'importance des établissements, c'est ainsi qu'on a pu dire que la durée du travail dans une industrie varie en proportion inverse de l'importance de son personnel. Dans certaines industries la durée du travail n'atteignait pas 11 heures, le nombre ne pourrait en être facilement déterminé, car les constatations variaient suivant les régions pour les mêmes industries, et dans les industries suivant les époques ou les commandes. Cependant, certains établissements à personnel mixte durent faire subir à leur durée de travail des modifications considérables; les imprimeries par exemple. Elles bénéficiaient jusqu'alors des exceptions apportées à la loi du 9 septembre 1848 par le décret du 17 mars 1851. La loi du 30 mars équivalait pour

ces établissements à l'abrogation de ce décret qui ne restait applicable qu'aux établissements employant exclusivement des hommes adultes. La limitation de la journée de travail à onze heures pour tout le personnel protégé, la suppression des relais et la simultanéité des repos, contraignirent ces établissements à recourir à l'emploi de deux équipes successives, une de jour, l'autre de nuit. Une autre industrie se trouva sensiblement atteinte par la limitation du travail des hommes, c'est celle des fleurs artificielles. « Les établissements, assez importants pour être régis par la loi de 1848, y sont peu nombreux, leurs chefs avaient du reste fort vivement protesté contre l'application qui leur en était faite, puis disposant de vastes locaux, pouvant augmenter leur personnel, ils s'étaient organisés de manière à rester en règle tout en suffisant à leurs commandes. Mais les maisons de moindre importance qui emploient des hommes comme trempeurs, découpeurs, et qui jusqu'ici avaient fait veiller sans difficulté, se trouvent maintenant empêchés, impossible de recruter un nouveau personnel, tous les ouvriers sont occupés au moment de la saison, et d'ailleurs chaque fabricant à sa spécialité, son procédé particulier, long et difficile à acquérir, ou qu'il ne veut pas, en l'enseignant à des ouvriers de passage, livrer à ses concurrents ».(1) Mais il ne s'agit là que d'industries de peu d'importance et

(1) Extrait du rapport de l'inspecteur divisionnaire de la première circonscription, année 1900.

d'ailleurs ces doléances furent l'exception. Les industriels acceptèrent la journée de 11 heures sans trop se plaindre, mais admirent difficilement la prohibition des heures supplémentaires. « Ce n'est pas la réduction à 10 heures normales qui fait naître des réclamations, mais plutôt le désir naturel de profiter des poussées des bons moments, des commandes pressées. La loi aurait sans doute été acceptée plus facilement si elle avait prévu, comme dans certains pays concurrents, la facilité de prolonger la journée de une heure pendant soixante ou quatre-vingt jours par an, au choix des industriels, de manière à faire face aux nécessités d'une surproduction accidentelle et momentanée » (1).

Une autre disposition de la loi du 30 mars 1900 prescrit l'obligation pour l'industriel de faire prendre ses repos aux mêmes heures au personnel protégé : Cette prescription a rencontré quelques difficultés d'application dues, pour la plupart, non à des nécessités de fabrication, mais à la difficulté d'allier des dispositions légales avec des habitudes locales contractées depuis longtemps. Dans certains établissements industriels, les ouvriers et ouvrières travaillaient à la tâche, venaient à peu près quand ils voulaient et s'en allaient de même, après avoir pris tel repos qui leur convenait. Cette organisation du travail ne répondant pas du tout

(1) Extrait du Rapport des membres de la Commission supérieure du travail, 1900, P. 4.

aux exigences de la loi nouvelle dut être abandonnée. D'autres difficultés naquirent d'une fausse interprétation de la loi. Certains industriels qui n'avaient exigé jusqu'alors de leur personnel féminin que 10 heures de travail par jour, et 11 heures du personnel adulte, se crurent en contravention parceque pour tous les ouvriers, il n'y avait pas entrée à la même heure, repos à la même heure, sortie à la même heure. Il fut facile de leur faire comprendre qu'ils pouvaient faire entrer une partie de leur personnel après l'autre, ou de la faire sortir avant, pourvu que pour les repos le travail fut simultanément suspendu pour tout le personnel protégé.

Des difficultés plus sérieuses surgirent dans certaines industries, où la technique de la fabrication impose un travail continu. Il s'agit dans certains cas d'une nécessité générale s'appliquant à un grand nombre d'industries, travail des chauffeurs et des mécaniciens employés aux machines à vapeur par exemple. Dans d'autres, au contraire, la nécessité est spéciale et dépend de la nature de certaines industries. Dans les fabriques de pâtes alimentaires, de faïences, dans les briqueteries, les huileries, les amidoneries, certaines opérations ne peuvent être interrompues sans causer la perte ou la détériorisation du produit. Il en est ainsi dans la fabrication de la soie, dite « chardonnet », dans laquelle la continuité de l'écoulement du collodion à travers les filières est indispensable pour empêcher la

solidification de la matière (1). « Dans la fabrication des conserves de viande pour l'armée, il y a trois catégories d'ouvriers, les bouchers, les cuisiniers et les metteuses en boîte. Là, comme pour les pâtes alimentaires, la deuxième catégorie ne peut commencer à travailler qu'autant que la précédente a débité la viande venant de l'abattoir, et la troisième ne peut commencer la mise en boîte qu'après la cuisson, les heures d'entrée et de sortie doivent donc être différentes pour chaque catégorie » (2).

L'inspecteur de la septième circonscription faisait, à propos des imprimeries d'Angers les mêmes constatations : « Les nouvelles arrivant à Angers par le télégraphe et le téléphone, vers cinq heures du matin, les compositeurs occupés à la confection du journal doivent arriver à l'atelier à 5 heures, la composition terminée, les imprimeurs mettent sous presse vers 6 heures, les ouvrières préposées au pliage et à l'expédition des journaux, ne commencent leur travail qu'entre 6 heures et demie et sept heures. Ce sont là trois professions distinctes devant opérer successivement, et il semble difficile d'exiger de tout le personnel que les entrées, les repos et les sorties aient lieu aux mêmes heures » (3).

(1) Rapport de l'inspecteur de la première circonscription, année 1900.

(2) Rapport de l'inspecteur divisionnaire de Toulouse, 1900.

(3) Ibid.

On se rendit compte tout de suite de la gravité des conséquences qu'aurait pour notre industrie l'arrêt complet des machines et du travail à certaines heures et un projet de décret devant modifier celui de 1851 fut mis à l'étude. Il devait permettre les dérogations à la limite de la durée de travail des ouvriers adultes, et à l'obligation des repos aux mêmes heures dans certaines industries. Pour ce qui est des nécessités de fabrication, spéciales à certaines industries, elle avait attiré l'attention du législateur, qui après une intervention de M. Seblin au Sénat, avait permis l'organisation du travail par relais dans les usines à feu continu et les établissements déterminés par un règlement d'administration publique. (A. 11, § 3 de la loi du 30 mars 1900).

Ce projet de décret ne devait pas voir le jour, l'arrêt de la Cour de cassation du 30 novembre 1901 en décidant que la règle de la simultanéité ne s'appliquait pas aux adultes, l'a rendu inutile. Inutiles aussi les dérogations prévues par le législateur à l'article 11, § 3.

Quoiqu'il en soit, et malgré certaines difficultés d'application, nées de l'obligation à la simultanéité des repos, l'abaissement à 11 heures de la durée de travail dans les ateliers mixtes ne souleva pas de grosses difficultés.

En fut-il de même en 1902, au moment de l'entrée en vigueur de la réduction à 10 heures et demie? Si nous lisons les rapports des inspecteurs de 1900, nous y trouvons, à côté de l'affirmation unanime de la facilité

avec laquelle fut acceptée la durée de 11 heures, la crainte de résistances, de renvois, et de combinaisons pour tourner la loi, lorsque la journée de 10 heures et demie, puis de 10 heures, seront devenues obligatoires. « La durée de onze heures a été acceptée facilement parce qu'elle correspondait aux habitudes de la grande majorité des établissements industriels. L'industriel n'éprouvait, de sa confirmation par un texte de la loi, aucune gêne dans l'emploi des enfants, puisque au contraire, la durée légale du travail de ces derniers se trouvait momentanément élevée d'une heure, mais lorsque la réduction de la journée à dix heures et demie et à dix heures deviendra exécutoire, notre avis est que l'on rencontrera une résistance assez vive ». Il en aurait probablement été ainsi, si un nouveau facteur, l'arrêt du 30 mars 1901, n'était intervenu.

Lors de la première application de la loi du 30 mars, quelques difficultés étaient survenues du fait de l'ignorance, voulue ou réelle des industriels, touchant les prescriptions du nouveau régime. Pour éviter tout ennui de ce genre, l'administration veilla à ce que l'affichage de la loi fut très exactement fait dans tous les établissements assujettis, de plus les industriels furent prévenus par l'inspecteur divisionnaire de leur circonscription, de la diminution qu'allait subir la durée de la journée de travail, et invités à leur adresser leur nouvel horaire. En outre, le Ministre du Commerce invita les inspecteurs divisionnaires à délivrer toutes les autorisations prévues par les décrets en vigueur, et à

user dans la plus large mesure des tolérances prévues. Enfin, un décret du 28 mars 1902, deux jours avant l'échéance de la nouvelle durée de travail, venait ouvrir plus large encore la porte aux exceptions et aux régimes spéciaux.

L'article 2 de la loi de 1848 prévoyait que des règlements d'administration publique détermineraient les exceptions à apporter à la limitation de la journée de travail des adultes. En application de ce texte, un décret fut rendu le 17 mai 1851, et modifié successivement en 1866 et 1889. Le décret de 1902 est venu abroger tous ces règlements antérieurs. Il décide que le travail des hommes employés dans les mêmes locaux que le personnel protégé par la loi de 92, peut dépasser 10 heures par jour.

1° Toutes les fois qu'il est permis aux enfants, aux adolescents et aux femmes, de dépasser cette durée.

2° Et pour certains travaux déterminés, alors même que le travail des adolescents, des enfants et des femmes ne pourrait pas être prolongé.

Si nous ajoutons à cela que l'état général des affaires laissa beaucoup à désirer en 1902, nous comprendrons sans peine que la réduction n'ait pas présenté de grosses difficultés.

Dans plusieurs régions, notamment dans la circonscription de Dijon, les plus graves ennuis eurent pour cause les interprétations différentes et mal fixées, alors par la jurisprudence des mots « mêmes locaux ». L'ar-

rêt de la Cour de cassation du 30 novembre 1901 en déclarant que l'article 11, § 3 de la loi du 2 novembre 1892 (modifié par l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1900) ne touche pas les adultes, à rendu l'application de l'article 2 de la loi de 1900, fort difficile, sinon impossible. L'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Rouen constatait en ces termes les difficultés nées de l'interprétation qui a été faite de cet arrêt: « La limitation du travail à 10 heures 1/2, a tout d'abord reçu une application presque complète, puis des difficultés sans cesse soulevées par les industriels, sont survenues et elles risquent de tout compromettre en rendant le contrôle impossible. Nous allons faire de notre mieux pour les analyser. Tout au début de la mise en vigueur de la loi de 1900, les industriels, surpris par une application stricte et rigide de la réglementation, s'inclinèrent et finirent bon gré malgré, par l'adopter. Puis, se ressaisissant, ils l'interprétèrent à leur façon et ils en constatèrent la réelle portée. L'article 2 de la loi de 1900 ayant imposé la même limitation de temps de travail aux hommes et aux personnes protégées, quand la besogne s'effectue en commun dans le même local, les industriels contestèrent l'obligation de fournir un horaire spécial pour les premiers, ils émirent la prétention de les occuper à leur gré sous la seule réserve de ne leur faire effectuer qu'un temps de travail effectif égal à celui du personnel protégé.

« Jamais pareille prétention n'avait été soulevée. Même sous le régime de la loi de 1848, le contrôle du

temps de travail s'est toujours exercé sous aucune contestation, la détermination de la durée du travail effectif était alors établie par les heures de mise en marche et d'arrêt du moteur, quand il y en avait un, ou bien par les heures d'entrée et de sortie des ateliers. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui; non seulement la simultanéité du temps de travail est contestée, mais on se reconnaît le droit d'employer les ouvriers au gré de la production. Dans ces conditions, la législation n'a plus de raison d'être. Mais ce qui touche davantage encore l'Inspection, c'est que le contrôle risque d'être illusoire. Ne pouvant pas compter sur le témoignage des parties intéressées, il perd la possibilité de faire des constatations fermes. Dans de telles conditions la durée de l'emploi de chaque travailleur à une besogne déterminée ne peut plus reposer que sur des présomptions » (1).

Telle était la situation en ce qui concernait les hommes, mais un arrêt de la Cour de cassation, rendu le 6 mai 1904, vint compromettre l'application de la loi même en ce qui touche le travail des enfants et des femmes. L'article 11 de la loi de 92 prescrit l'affichage de l'horaire librement adopté par le patron; l'arrêt déclare « qu'aucune disposition de la loi ne punit le défaut de concordance entre le tableau affiché et le travail effectif, et qu'ainsi, à défaut de sanction pénale

(1) Rapport de la Commission supérieure du travail. Extrait du rapport de l'inspecteur divisionnaire de Rouen, 1902, P. XLI.

écrite dans la loi, la décision attaquée n'a pas violé l'article 11, § 2 susvisé ». (1) Il résulte de là que bien qu'un horaire soit exigé par la loi, la violation de cet horaire ne suffit pas pour occasionner une infraction à la durée légale du travail (2).

(1) Document annexé au projet relatif au contrôle de la durée de travail. Chambre. *J. Off.*, session de 1904, numéro 1761.

(2) Voici quelques extraits du « Bulletin des Industriels de France », qui montrent bien les échappatoires à la disposition des industriels et la connaissance qu'ils en ont :

1° « le fait pour un chef d'industrie de faire ou laisser reprendre le travail avant l'expiration du temps consacré au repos tel qu'il est déterminé par l'horaire affiché dans l'atelier, n'est défendu que par l'A. 3 de la loi du 2 novembre 1892, que tout autant qu'il est établi que la durée de la journée de travail a été dépassée, et en l'absence d'une sanction pénale applicable au défaut de concordance entre le tableau affiché et le travail effectif; un chef d'industrie ne peut être condamné sur procès-verbal de l'inspecteur, si celui-ci n'a pas constaté l'heure à laquelle a fini le travail;

2° Pour qu'une condamnation puisse être prononcée en exécution de l'article 5 de la loi du 2 novembre 92, modifiée par la loi du 30 mars 1900, il ne suffit pas que le procès-verbal de l'inspecteur du travail indique que le travail a été repris avant l'expiration du repos, ou même que ce repos a été complètement supprimé, mais il est indispensable qu'il constate l'heure à laquelle le travail a commencé, la durée de chaque repos, et l'heure à laquelle il a fini;

3° Le procès-verbal d'un inspecteur ne fait foi qu'autant que les contraventions ont été constatées de visu aut auditu par le

Dans les rapports de tous les inspecteurs, nous trouvons les mêmes doléances et la constatation que, par suite de l'interprétation des mots « mêmes locaux » par la Cour suprême, les patrons peuvent tourner la loi comme ils veulent. Avant 1900 les hommes adultes employés dans les mêmes locaux que le personnel protégé par la loi de 92, étaient soumis à la loi de 1848, c'est-à-dire au régime de la journée de 12 heures, et les femmes à celui de la loi de 1892, c'est-à-dire qu'elles accomplissaient une journée de 11 heures. En 1902, les industriels pouvaient facilement s'arranger pour faire travailler les hommes adultes employés dans les mêmes locaux 12 heures, tandis que les femmes et les enfants devaient travailler 10 heures et demie, c'est-à-dire plus qu'en 1892; le patronat aurait été mal venu à faire mauvais accueil à la loi.

L'échéance du 30 mars 1904, qui préoccupait quelque peu les inspecteurs en 1900, n'amena aucune complication. La réduction à 10 heures de la journée de travail s'effectua même sans qu'on ait vu se reproduire les difficultés signalés en 1902 et surtout en 1900.

rédacteur, et il ne suffit pas pour qu'il entraîne une condamnation, qu'il s'appuie sur des présomptions ou sur des aveux, alors surtout que ces présomptions ne sont en rien justifiées, et que les aveux sont formellement déniés à l'audience. »

Extrait du compte-rendu de la réunion tenue le 14 décembre par le comité du syndicat des industriels de France. Bulletin de l'inspection, 1905, p. 106.

D'ailleurs, la plupart des industries qui auraient eu à souffrir de cette réduction, étaient inscrites au nombre de celles qui pouvaient temporairement prolonger leur durée de travail. Ainsi, nous arrivons à cette constatation qu'en 1904, année où la réduction de la journée de travail devait être la plus importante, les difficultés furent moins grandes que lors de la mise en vigueur des deux autres paliers. Est-ce parce que les patrons, habitués à la perspective de la réduction en avaient pris leur parti, ou par suite des combinaisons qu'ils imaginèrent pour tourner la loi?

Moyens mis en œuvre par les industriels pour tourner la loi

Quelques industriels scrupuleux prirent, dès 1900, leurs dispositions pour rester en règle avec la loi, tout en conservant leur personnel. La durée de la journée de travail baissant, ils voulurent combler le déficit de production qu'entraînerait dans certains cas la réduction du nombre d'heures de travail et organisèrent deux équipes, l'une composée exclusivement d'hommes adultes et employée la nuit, l'autre, mixte, occupée le jour; l'une et l'autre ne travaillant pas plus de onze heures. D'autres, toutes les fois que les machines motrices et les transmissions s'y prêtaient, munirent ces machines de pignons de commande plus petits, afin d'accélérer leur vitesse, et par suite leur production.

dans le même temps. Quelques-uns enfin remplacèrent l'outillage et cette transformation eût pour résultat, dans quelques cas, soit une augmentation de production, soit une amélioration hygiénique des conditions de travail.

Certains commencèrent par réduire à 10 heures trois quarts la journée de travail, pour que le jour où il faudrait appliquer strictement la loi de 1900, il n'y eût pas un trop brusque écart dans la production. « Dans le but d'habituer son personnel, comptant 1200 ouvriers, à une journée réduite, le tissage de soie de Jurjurieux a commencé à ne faire travailler que dix heures trois quarts; de plus, il a fait venir quelques métiers, construits récemment aux Etats-Unis, et qui passent pour produire en moins de temps une quantité d'étoffe au moins égale aux métiers actuels » (1). Mais cette catégorie d'industriels fut de beaucoup la moins nombreuse. Presque tous recoururent à des moyens dont les ouvriers eurent à souffrir. Parmi les plus anodins, nous citerons la soumission à une discipline plus stricte et la suppression des petits déjeuners du matin. « Des industriels ont astreint leur personnel à une discipline plus stricte, exigé l'exactitude la plus absolue pour entrées et sorties, et diminué le nombre de reprises en réduisant au strict minimum le nombre

(1) Rapport de l'inspecteur de Lyon. Rapport de la Commission supérieure du travail, 1900, p. 51.

et la durée des repos » (1). D'autres supprimèrent tous les arrêts, à l'exception de celui de midi. Cette suppression, mauvaise en elle-même puisqu'elle privait les ouvriers de certains repos, eût selon quelques inspecteurs d'excellents résultats, car les petits déjeuners étaient trop souvent l'occasion pour les ouvriers d'aller faire une station plus ou moins longue chez le marchand de vins.

Un assez grand nombre de patrons imaginèrent des combinaisons nouvelles, dont quelques-unes eurent pour résultat d'augmenter la durée de travail de l'équipe de nuit, pour compenser la réduction de la durée du travail de l'équipe mixte de jour. D'autres, en même temps qu'ils diminuèrent la durée de travail, abaissèrent le salaire quotidien; cet abaissement occasionna des mécontentements qui, en maints endroits, se traduisirent par des grèves. Un plus grand nombre renvoya le personnel protégé, enfants et femmes, toutes les fois qu'il pût s'en passer. Ce fut là le principal moyen auquel les industriels eurent recours jusqu'au jour où l'arrêt du 31 novembre vint leur permettre des combinaisons plus avantageuses, d'échapper à la loi. Partout où il fut possible de le faire, on renvoya les enfants et les femmes, afin d'avoir le droit de faire travailler les adultes douze heures. L'inspecteur division-

(1) Rapport de la Commission Supérieure du travail, année 1904, p. 27.

naire de Nancy dit que « dans presque toutes les sucreries, les enfants et les femmes ont été renvoyés et remplacés par des adultes. Il y a environ 1050 enfants renvoyés et qui n'ont pas été repris. Dans presque toutes les petites industries, les patrons ont renvoyé les enfants de moins de 18 ans pour reprendre leur liberté d'action » (1).

Dès 1900 déjà, les inspecteurs eurent à constater des renvois d'enfants, mais on avait pu espérer tout d'abord qu'ils ne se renouvèleraient pas, car ils n'étaient point nombreux; aussi, en 1901, la Commission supérieure du travail pouvait écrire dans son rapport: « En résumé il résulte, tant des rapports des inspecteurs que des différentes sources de renseignements, que le mouvement de renvoi des enfants et des femmes ne s'est nullement généralisé dans l'industrie pendant l'année 1901, et que les faits de cette nature, qui ont été signalés, et qui restent d'ailleurs spécialisés à la petite industrie, presque exclusivement, sont restés purement individuels » (2).

Dès 1902, il fallut abandonner l'espoir de ne pas voir le mouvement se généraliser. Il serait difficile d'évaluer l'importance des renvois qui se produisirent au cours de cette année, mais on peut affirmer d'une fa-

(1) Rapport de la Commission du Travail, 1904, p. 34.

(2) Rapport de la commission supérieure du travail, année 1901, p. LVII.

gon certaine qu'on se trouvait en présence non plus de faits purement individuels, mais d'un mouvement d'une grande importance. Voici comment s'exprimait à cet égard M. l'inspecteur de Nancy: « Si dans la grande industrie, notamment dans l'industrie textile, on n'a pas renvoyé les enfants qui sont indispensables, il n'en a pas été de même dans la petite industrie. Mécaniciens, serruriers, menuisiers, charpentiers, fumistes, entrepreneurs, tous ont voulu conserver leur liberté d'action en renvoyant les enfants, et dans l'année 1902 les cas de renvois ont été très fréquents. La conséquence la plus regrettable c'est la disparition de l'apprentissage. On ne fait plus d'ouvriers » (1). •

L'inspecteur des Vosges signalait dans son rapport, que dans une branche spéciale de l'industrie des métaux, les patrons ne trouvant plus d'ouvriers convenables étaient obligés de faire venir des ouvriers de l'étranger, au grand détriment des français, qui n'avaient point fait d'apprentissage.

En 1903, les constatations furent identiques; « des renvois d'enfants sont encore signalés en assez grand nombre dans toutes les régions. La Commission supérieure du Travail manquerait à tous ses devoirs si elle ne signalait dès à présent à l'attention des pouvoirs publics les constatations ci-après qui marquent un ra-

(1) Rapport de la commission supérieure du travail, année 1903, p. XXX.

lentissement progressif de l'apprentissage à l'atelier. Dans la circonscription de Paris, M. l'Inspecteur Touchais cite une importante maison d'orfèvrerie qui n'emploie plus d'enfants. Dès la promulgation de la loi de 1900, elle avait résolu de ne plus recruter d'apprentis. Le dernier ayant atteint dix-huit ans cette année, l'atelier est maintenant composé uniquement d'adultes. M. l'inspecteur Pujol parle d'un grand constructeur de fer qui employait régulièrement une trentaine d'enfants et qui les a tous congédiés. Quatre ou cinq autres industriels de moindre importance ont pris les mêmes mesures ». (1).

En 1904, le mouvement de renvoi s'accroît encore, nous pourrions en donner de nombreux exemples ; ils abondent dans les rapports des inspecteurs qui furent unanimes à attirer l'attention des pouvoirs publics sur cette crise de l'apprentissage.

Mais sur quelle catégorie d'enfants portèrent principalement ces renvois ? Il faut distinguer entre eux, car tandis que le nombre des premiers allait diminuant de plus en plus, les seconds devenaient plus nombreux et même dans quelques régions certains industriels essayèrent d'utiliser exclusivement la main-d'œuvre enfantine. « On doit ranger en deux classes, nous dit l'inspecteur de Limoges, les enfants occupés dans l'in-

(1) Rapport de la commission supérieure du travail, année 1904, p. XXX.

industrie, ceux qui sont consacrés à l'apprentissage, lesquels sont peu avantageux aux patrons, sauf dans les dernières années, et les enfants qui coopèrent effectivement à la production et sont pour l'industriel une source de bénéfices » (1). L'industriel ne tient pas à avoir d'apprentis, car si vers la fin du temps consacré à l'apprentissage, il en retire des avantages incontestables, ces avantages ne sont point suffisants pour qu'il consente à aliéner la liberté de ses ouvriers adultes, au contraire, il recherche les enfants-ouvriers qu'il paie bien moins cher que les adultes et qui lui font dans certains cas, autant et même plus de travail. L'inspecteur de Limoges mentionne à ce sujet un exemple qui mérite d'être cité. « La fabrication des tapis semble être un travail d'artistes, nécessitant un long apprentissage, et cela est vrai pour beaucoup d'entre-eux, cependant certains tapis et non des moindres par leur aspect et leur prix sont exécutés par des enfants de 13 à 14 ans. Il s'est fondé récemment à Bourganeuf, dans la Creuse, une fabrique de tapis à points noués, dite de la savonnerie; son personnel se compose de 34 enfants dont 13 garçons et 21 filles, 25 femmes, et 1 ouvrier. Il suffit de quinze jours d'apprentissage pour travailler et l'enfant réalise alors une journée de 1 fr. 50 ». (2)

(1) Rapport de la commission supérieure du travail, année 1904, p. XXXIII.

(2) Rapport de la commission supérieure du travail, année 1903, p. XXXIII.

Les rapports de 1905 furent aussi pessimistes, tous parlent de nombreux renvois d'enfants et si, dans certains cas, ils avaient cessé, ce n'est point qu'on y eût renoncé, mais parce que les patrons avaient déjà pris toutes les dispositions auxquelles ils avaient décidé de s'en tenir.

En 1906 mêmes doléances. « Plus que jamais, dit M. l'inspecteur divisionnaire de Paris, nous insisterons sur les renvois d'enfants ou les refus d'en embaucher, c'est-à-dire sur la crise de l'apprentissage. Dans l'industrie du terrassement et de la construction en pierre, nous nous acheminons vers la disparition complète des enfants ». (1)

« Le danger est très grave affirme l'inspecteur divisionnaire de Nantes, Les enfants de 13 à 18 ans qui, depuis plusieurs années ont été renvoyés des ateliers, ou qui n'ont pas réussi à y entrer, sont aujourd'hui des garçons de 18 ans qui ne veulent plus et ne peuvent plus être apprentis. Ils font des manœuvres sur les quais des ports de commerce quand ils trouvent du travail, et quand ils n'en ont pas, ce qui arrive fréquemment, il n'est que trop facile de comprendre à quoi ils occupent leurs loisirs, en attendant que le régiment vienne les prendre. Ce sont des recrues toutes désignées pour les compagnies de discipline ». (2)

(1) Rapport de la commission supérieure du travail, année 1906, p. XXXIV.

(2) Rapport de la commission supérieure du travail, année 1906, p. XXXIV.

Il n'en fut pas autrement en 1907.

« Nous pouvons citer un industriel, important constructeur de machines agricoles, très partisan de la journée de 10 heures, qu'il a d'ailleurs appliquée depuis 1904 dans son usine, et qui tout récemment a congédié 5 apprentis pour reprendre la journée de 11 heures, cet industriel étant concurrencé par trois autres établissements similaires où l'on fait douze heures avec un personnel exclusivement adulte.

Un entrepreneur de maçonnerie ayant utilisé le crédit de 90 jours de dérogation, et ayant sollicité une prolongation qui lui fut refusée, établit la journée de 10 heures, mais ses 95 ouvriers voulant faire des heures supplémentaires se mirent en grève, et l'entrepreneur dut renvoyer les huit jeunes manœuvres qu'il employait ». (1)

Nous pourrions facilement multiplier les exemples, partout ce fut l'élimination des enfants. Il semble même que ces renvois ne préoccupent pas beaucoup les ouvriers dont l'intérêt immédiat n'est pas défavorable à cette mesure bien au contraire.

M. l'inspecteur de Nantes signale à ce sujet que les ouvriers maçons et manœuvres de cette ville ont signé avec les entrepreneurs un compromis tendant à éliminer les jeunes enfants des travaux de ces entreprises.

(1) Rapport de la commission supérieure du travail, année 1907, p. XL.

Voici comment y est fixée la durée du travail : « Du 16 mars au 15 septembre 11 heures, du 16 septembre au 20 octobre dix heures, du 30 octobre au 30 novembre neuf heures, du 1^{er} au 31 décembre huit heures, du 1^{er} janvier au cinq février neuf heures, du 16 février au 15 mars 10 heures ». (1)

En fut-il de même des femmes? Non, car tandis qu'avant 1900 on trouvait des enfants employés partout, dans la grande comme dans la petite industrie, les femmes n'étaient employées avec les hommes que dans la grande, dans les usines et manufactures. Là elles sont indispensables, leur emploi de plus en plus recherché est intimement lié au prix de revient du produit fabriqué, aussi l'industriel ne la renvoya pas. Il y eut pourtant quelques cas de renvoi. L'Inspecteur de Lille signalait que dans un peignage de laine très important, les femmes avaient été remplacées par des hommes, qui, répartis en deux équipes, furent chargés d'assurer la marche de l'usine sans discontinuité, mais il ajoutait que c'était là le seul exemple frappant qu'il eût à citer. Les renvois n'eurent lieu en général que là où une femme était occupée avec des hommes, pour soustraire l'atelier où elle était employée aux exigences des prescriptions de la loi. « Nous n'avons eu connaissance que du renvoi d'une seule

(1) Rapport de la commission supérieure du travail, année 1907, p. XL.

femme écrit l'Inspecteur de Lyon en 1902... par contre, le patron ayant rarement avantage à garder l'enfant, s'empresse de le renvoyer lorsque sa seule présence au milieu d'hommes adultes, l'oblige à parler d'horaire, de simultanéité des repos et de limitation à dix heures et demie de la durée du travail » (1).

Il est enfin un dernier moyen pour les industriels d'échapper à l'obligation légale. L'arrêt du 31 novembre 1901 en décidant qu'il ne faudrait désormais entendre, par mêmes locaux, que les ateliers où le travail se fait simultanément et en commun, permit aux chefs d'industrie d'imaginer des systèmes ingénieux, grâce auxquels ils pourraient se soustraire à l'application de la loi tout en restant dans la plus stricte légalité. L'Inspecteur de la circonscription de Rouen en signalait un très intéressant dans son rapport de 1904. Pratiqué dans une fabrique de meubles, il reposait sur ce principe que tout local pouvait alternativement, suivant le caractère saisonnier des objets qui y étaient fabriqués, prendre le caractère de local mixte ou de local d'adultes, et être ainsi alternativement astreint ou soumis à la loi du 30 mars 1900 : « L'usine se compose d'un certain nombre de bâtiments séparés, chacun de ces bâtiments comprend plusieurs étages qui permettent de former différents locaux rigou-

(1) Rapport de la commission supérieure du travail, année 1902, p. XLVII.

reusement séparés. Ceci étant soient A B C etc., les locaux réputés adultes, et A' B' C' les locaux réputés mixtes. Dans les premiers, les hommes travaillent 12 heures, dans les seconds, le personnel fait dix heures en suivant l'horaire préalablement adressé à l'inspecteur. Survienne une commande qui nécessiterait de la part des adultes occupés en C' un travail supplémentaire de deux heures pendant quelques jours, que fait l'industriel? Il fait sortir les enfants de moins de dix-huit ans du local C' pour les mettre en C, de sorte que le local devient adulte; avis en est naturellement préalablement donné à l'inspecteur. Ici il n'y avait aucun désir d'échapper au contrôle de l'inspection, mais le système paraissant légal, le patron en faisait usage au mieux de ses intérêts. Certes l'attention du service n'eut peut-être pas été mise en éveil, si à un moment donné ces avis d'un local réputé mixte en un local d'adultes ne s'étaient succédés à des intervalles très rapprochés. De fait, tous les adultes finissaient par faire douze heures à certaines périodes, et il y avait un tel bouleversement dans le personnel que malgré les avis préalables et la connaissance des lieux, un contrôle rigoureux eut été difficile car l'hypothèse de fraude n'était pas en l'espèce en jeu ». (1)

(1) Rapport de la commission supérieure du travail, année 1904, p. XXX.

Nous avons passé en revue la plupart des moyens mis en œuvre par les industriels pour échapper aux exigences de la loi. Le renvoi des enfants et des femmes fut celui auquel ils eurent le plus souvent recours. C'est là une pratique dont les effets ont déjà été funestes à l'industrie française, mais qui a eu l'heureuse conséquence d'attirer l'attention du législateur sur l'erreur qu'il a commise en restreignant à quelques privilégiés adultes la réforme votée en 1900.

CHAPITRE IV

La loi de 1900 et la production

Quoique ayant été la première à établir une limitation de la journée de travail applicable aux adultes, la France resta longtemps en retard pour le mouvement des idées et la législation générale en cette matière. Nous avons été atteints ou dépassés par plusieurs pays (1). La loi de 1900 vint nous placer momentanément en avant. Toutefois ce progrès ne fut point accompli sans soulever de vives protestations et faire naître de nombreuses craintes. Pour les défenseurs du haut patronat, la réduction à 10 heures de la journée de travail allait compromettre la prospérité nationale, en mettant les industriels dans une situation d'infériorité manifeste, vis-à-vis de leurs concurrents étrangers. Un état assez téméraire pour imposer seul, à la durée de travail, une limite légale trop

(1) Voir l'état actuel des législations étrangères sur cette matière.

basse, voit vite sa prospérité industrielle diminuer et disparaître disaient-ils. « L'industriel français combattu souvent sur son propre territoire par les importations étrangères soutient difficilement la lutte pour conserver ses débouchés à l'extérieur. Ce n'est pas le moment de restreindre sa production en l'encerclant dans des réglementations trop étroites, d'autant plus que l'industrie française n'a point seulement à lutter contre des rivaux européens, mais encore contre la production de plus en plus intense des pays neufs » (1). La réduction de la durée du travail devait avoir comme conséquence fatale une diminution dans la production qui se traduirait par une baisse des salaires. En admettant même que l'ouvrier pût, grâce à la puissance de ses organisations, résister à cet abaissement du salaire, l'industrie nationale mise en état d'infériorité vis-à-vis des industries concurrentes, le salaire réel n'en aurait pas moins baissé. A ces craintes, M. Maxime Lecomte répondait dans son rapport de 1900 que « l'exemple donné sur le continent par la France, exemple généreux, dans un but d'humanité, de moralisation et de pacification sociale, serait dans un temps très prochain suivi par des pays voisins qui modifieront à leur tour leur législation industrielle » (2).

(1) *J. Off.* Chambre. Documents parlementaires, Annexe numéro 649, p. 1.086.

(2) *J. Off.* Sénat. Documents parlementaires, numéro 67, p. 6', séance du 15 mars 1900.

La loi de 1900 en limitant d'abord à 11 heures la journée de travail ne la réduisit pas en fait dans la plupart des cas, car presque partout, surtout dans la grande industrie la journée de 11 heures était la journée normale, même pour les adultes, aussi la production ne diminua-t-elle pas au cours de cette année. « Si l'on peut avancer dit la Commission supérieure du travail, que d'une façon générale la réglementation nouvelle n'a pas apporté une grande modification dans la durée du travail, elle ne paraît pas non plus avoir exercé jusqu'à présent une influence sensible sur la production dans les industries où cette durée excédait 11 heures » (1).

L'inspecteur divisionnaire de la septième circonscription signalait qu'à Angers, dans une usine où la durée du travail fut abaissée à 11 heures, la quantité de travail fournie par les ouvriers travaillant aux pièces resta la même. Il est vrai de dire que la discipline ne fut pas étrangère à ce résultat (interdiction de fumer, de s'habiller avant l'heure de sortie, exactitude demandée pour les heures d'entrée. D'ailleurs, ajoute-t-il, on a constaté bien des fois que la douzième heure de travail ne profite pas à l'usine, et que la production n'a pas varié avec la réduction du travail à onze heures (2). L'ou-

(1) Rapport de la commission supérieure du travail, année 1900, p. XLII.

(2) Rapport de la commission supérieure du travail, année 1900, p. XLVI.

vrier est plus content quand il apprend qu'on lui diminue sa journée, et il travaille avec plus d'ardeur le reste du temps. Il est, dans bien des cas, du plus grand intérêt pour les employeurs et pour l'industrie de donner satisfaction aux réclamations du personnel, car avec un personnel mécontent le travail devient moins intensif, des déchets, des malfaçons se produisent, et la surveillance doit devenir plus sévère.

Pourtant certains inspecteurs constatèrent dès 1900 une diminution de la production dans quelques branches de l'industrie. L'un d'entre eux affirme que dans les filatures de lin de la région de Tourcoing, où le personnel était composé en majorité de femmes et d'enfants, elle fut réduite d'environ $1/12$. L'application de la loi y provoqua une grève dans les filatures de coton. Les patrons consentirent bien à augmenter de 4 ou 5 0/0 le tarif du salaire alors en vigueur, mais malgré cette augmentation la plupart des ouvriers virent leur salaire journalier diminuer. Dans les peignages, l'ouvrier n'étant qu'un simple surveillant, la production est rigoureusement proportionnelle à la durée de marche des métiers; il s'ensuit que toute réduction de la durée de travail a pour conséquence une diminution correspondante de la production. Le même inspecteur ajoute que dans les filatures de laine il constata une réduction de 5 0/0 dans la production.

Nous avons des rapports moins pessimistes à opposer à ces rapports, mais avant d'en signaler quelques-uns il nous semble indispensable de dire ce qu'il

faut penser de cette opinion qui consiste à prétendre qu'avec les machines l'intelligence et l'habileté de l'ouvrier sont sans importance. Il faut se souvenir que même avec les meilleures machines, il y a de nombreuses occasions d'arrêts pour réparer les accidents, nouer les fils rompus, enlever le produit, introduire la matière première et que tout arrêt est pour un mauvais ouvrier une perte de temps qu'évite un bon ouvrier (1). M. Bourguin va plus loin et nous apprend « qu'un fileur qui connaît bien son métier sait prévoir les accidents qui peuvent se produire, il vérifie les cordes, prévient le contre-maître quand elles sont trop lâches, entretient le métier de manière à obtenir le maximum de rendement. Sous cette habile direction les ruptures étant moins fréquentes sont plus vite réparées quoique l'équipe se remue moins qu'une autre » (2). Pourtant, dans la même étude, M. Bourguin constate que « dans les peignages de laine où la journée a été réduite de $1/12$, la production a subi exactement une diminution de $1/12$. Dans les filatures de retorderie de coton, tantôt la production est restée constante, tantôt, et c'est le cas le plus fréquent observé dans 14 filatures sur 23, si la production à l'heure a augmenté de 2 à 4 0/0, la production totale de la journée a diminué de 4 à 6 0/0. Dans les filatures et retorde-

(1) Voir Raë. La journée de huit heures, p. 101 et s.

(2) Revue d'économie politique, 1902, p. 265.

riès de laine, la diminution de la production a été de 1/12 comme la production de la journée ». (1)

Ces constatations faites par un partisan convaincu de la réglementation de la journée de travail sont-elles de nature à nous décourager? Ne sont-elles pas suffisantes pour nous faire renoncer à l'utopie du maintien ou de l'augmentation de la production avec la réduction de la durée de travail? Non, certes, nous n'y renonçons pas, nous y renonçons moins que jamais; et les raisons que nous pourrions donner de notre ténacité sont nombreuses; en voici quelques-unes.

Les observations de M. Bourguin ont été faites à un moment trop particulier pour pouvoir nous convaincre. C'est quelque temps à peine après la promulgation de la loi, que furent faites les observations qui ont servi de base à l'étude qui nous occupe; c'est-à-dire à un moment où les industriels encore trop peu habitués au nouveau régime, n'avaient point pris toutes les dispositions nécessaires. Il faut reconnaître, et nous le faisons sans peine, qu'en général une réduction de la durée de travail entraîne après elle une période de baisse dans la production, mais cette période est souvent fort courte, le niveau de la production est bien vite atteint, souvent même dépassé. La loi anglaise de 1850 (2) et la loi suisse de 1877 (3) nous en

(1) Revue d'économie politique, 1902, p. 255.

(2) « En Angleterre, les années qui suivirent la promulgation de la loi de 1850, qui limitait à 10 h. et demie par jour et à 60

fournissent des exemples frappants. En outre, tout le monde sait que l'année 1900 fut une des plus mauvaises, que l'industrie eut à enregistrer au cours de ces dernières années. Les magasins regorgeaient de marchandises antérieurement fabriquées, et si cette surproduction antérieure fut une des raisons pour lesquelles on accepta sans trop de difficultés la loi de 1900, du moins dans sa première étape, ce fut à cause d'elle aussi que les industriels négligèrent de produire

heures par semaine la durée de travail des enfants, des filles mineures, des femmes et aussi des adultes occupés *dans les mêmes* locaux dans l'industrie textile, furent des années remarquables par leur éclatante prospérité. L'exportation des cotonnades anglaises qui s'élevait en chiffres ronds à 1.000 millions de yards en 1850, montait à 2.000 millions en 1860, 3.000 millions en 1870, et 3.500 millions en 1872. Ce résultat était dû au perfectionnement de l'outillage et à une meilleure organisation du travail d'une part; de l'autre à l'augmentation de la puissance de travail chez l'ouvrier mieux reposé. « Dans toutes les sections de la fabrique il a été reconnu, dit l'inspecteur du travail Horner, que la quantité produite en dix heures et demie, n'est guère inférieure à la quantité qu'on obtenait auparavant en douze heures. » F. Dubief. A travers la législation du travail, p. 21.

(3) De même, en Suisse, au lendemain de l'application de la loi de 1877, les patrons suisses reconnurent qu'ils obtenaient à peu près la même production qu'avant la réduction de la durée de travail. Un inspecteur déclarait que le déficit n'était que de 3 o/o dans les fabriques ordinaires, et de 1/2 o/o dans celles bien organisées. Quelque temps après, la production avait atteint celle qu'on obtenait antérieurement. Raoul Jay, Etude sur la question ouvrière en Suisse, p. 38 et s.

autant qu'ils l'auraient pu. Peu de filateurs durant cette année eurent recours aux doubles équipes, la plupart ne firent tourner leurs métiers que 10 heures par jour, et quelques-uns moins encore.

Ajoutons enfin qu'il ne s'agit ici que d'une industrie et presque uniquement de filatures, c'est-à-dire de celle des branches de l'activité humaine où il est le plus difficile d'obtenir la même production dans une durée de temps réduite. Dès que nous prenons une autre branche de l'industrie, même très voisine de la filature, le tissage par exemple, où il est un peu plus utile à l'ouvrier d'avoir des qualités professionnelles, les constatations sont très différentes. Dans aucune des industries autres que l'industrie textile, les inspecteurs ne constatèrent de diminution dans la production. « La durée du travail, écrit l'un d'entre eux, ne dépasse guère onze heures, elle s'est même abaissée à dix heures et demie dans la grande industrie métallurgique de l'Allier sans qu'il en soit résulté une diminution de la production. Une des industries les plus prospères du Cher, la manufacture d'ustensiles de cuisine Lable et Cie de St-Florent, a réduit sa journée à dix heures, et nulle part on n'a constaté une diminution de la production. » (1) Une constatation analogue est faite par l'inspecteur de la troisième circonscription. « Depuis le 1 janvier 1900 un fabricant de céramique (panneaux de recouvrement des poêles en faïen-

(1) Rapports de l'inspection du travail. Année 1900.

ce) a réduit à onze heures tout en ne diminuant pas les salaires, la journée de travail; la production est restée la même qu'autrefois c'est-à-dire qu'à l'époque où les hommes travaillaient douze heures. » (1)

Mais à quoi bon réduire la journée de travail? Si l'ouvrier déploie une plus grande activité dans un temps plus court ne sera-t-il pas aussi fatigué que s'il travaillait plus longtemps avec moins d'intensité? C'est la crainte qu'exprimait M. Vaillant à la Chambre lorsqu'il disait: « Il est évident que nous voudrions autre chose que le maintien de la production dans les conditions actuelles. Nous ne voudrions pas augmenter l'intensité du travail de façon à ce que l'ouvrier s'épuise par son travail, surmené par une journée plus courte autant qu'il le serait dans une journée plus longue. Nous voudrions, et nous aurons la réduction de la durée et de l'intensité du travail. » (2) Il ne faut pas, en effet, demander à l'ouvrier une tension d'esprit trop considérable; aussi bien n'est-ce pas là ce que les partisans des courtes journées réclament de lui, c'est qu'il soit tout entier à son travail pendant une journée, que nous appellerons volontiers journée-limité, et en dehors de laquelle il y a mauvaise utilisation des forces de l'ouvrier. Tout se ramène à une question de mesure: il ne faut point donner au travail la plus longue durée possible, mais celle qui per-

(1) Rapports de l'inspection du travail. Année 1900.

(2) *J. Off.* Débats parlementaires. Chambre 1896, p. 1076.

met d'obtenir d'une façon régulière et constante la plus grande productivité. Il y a un maximum d'efforts physiques et intellectuels que l'homme ne peut pas dépasser sans amoindrir sa force. Lorsque le labeur demandé est exagéré, les ouvriers « ressemblent un peu à la machine à vapeur qui commence à manquer de charbon. » (1)

L'entrée en vigueur du deuxième palier de la loi de 1900 (réduction à dix heures et demie de la journée de travail) causa-t-elle un abaissement dans la production? La plupart des rapports sont muets à cet égard; c'est tout dire: car si la production avait diminué, les doléances patronales auraient été nombreuses et les inspecteurs n'auraient pas manqué de les mentionner. « Il n'a été fait aucune expérience permettant de se rendre compte de l'influence que la loi du 30 mars 1900 a eu sur la production industrielle; quant à moi, je la crois nulle, et c'est aussi l'opinion de l'inspecteur de la sixième circonscription. Un seul fait paraît pouvoir être cité: une usine de décolletage de Saint-Florent qui devait livrer à bref délai une commande de fusées d'obus pour la marine, a sollicité, cette année, une tolérance d'une heure; elle n'en a usé que quelques jours, sa production étant la même. » (2) Cepen-

(1) Cours d'économie politique de M. Cauwes, p. 115.

(2) Rapport de la Commission supérieure du travail, 1902, p. 46.

dant l'inspecteur de la troisième circonscription constata une diminution de production dans l'industrie textile. « Les filatures ont été plus affectées que les tissages et les fabriques de bonneterie; la raison n'en échappe à personne: c'est que dans les premières, l'ouvrier ou l'ouvrière ne concourt pas, par ses qualités personnelles, au même degré que dans les deux autres, à l'intensité de la production. Dans la filature moderne où l'outillage comporte les derniers perfectionnements, la production sera toujours, quoi qu'on fasse, en proportion presque mathématique avec la durée de marche des métiers; toute diminution de cette dernière réduira la production et augmentera les frais généraux. »

(1) Bien différente est l'opinion de M. Grillet, inspecteur départemental à Rennes: Dans une étude très documentée sur « l'influence de la réduction de la journée de travail sur le rendement industriel », il prouve que la réduction de la journée de travail n'amena aucune diminution sensible dans la production. Bien entendu, il ne faut pas descendre au-dessous d'une certaine limite dans la durée de la journée.

Cette règle d'une journée-limite ne doit pas être appliquée seulement aux industries où le travail se fait à la main, et où par suite l'ouvrier a une influence directe sur la production; mais aussi à celles où le travail se fait mécaniquement. La réduction de la jour-

(1) Rapport de la Commission supérieure du travail, 1902, p. 71.

née de travail peut jouer un rôle important dans le perfectionnement des machines. « On conçoit assez facilement qu'une machine qui fait actuellement 1.500 tours à la minute puisse, l'année suivante, par suite d'une légère modification, en faire 1.800 ou 2.000, augmentant ainsi de $\frac{1}{4}$ ou de $\frac{1}{5}$ la production en tout cas d'une quantité supérieure à la perte produite par la diminution de la journée. » (1) Voici quelques-uns des exemples cités par M. Grillet. « A R..., M R. P. C... emploie une vingtaine d'ouvriers scieurs. Le 11 avril 1902, M. Jules C., son neveu et directeur des ateliers, nous donnait, en présence de M. l'Inspecteur primaire, ses impressions sur la loi de 1900. Il faudrait, disait-il, qu'elle s'appliquât à tous les établissements industriels sans exception, qu'ils occupent ou non des enfants de moins de 18 ans.

— Cette journée de dix heures et demie vous cause-t-elle un préjudice? Comment sont payés vos ouvriers? Aux pièces ou à la journée?

— Aux pièces, nous répondit-il.

— Donc l'application de la loi ne vous atteint pas.

— Non pas pour l'instant, mais quand nous serons pressés d'ouvrage.

— En attendant, quelle est la durée de travail dans vos ateliers?

(1) Etude sur l'influence de la réduction de la journée de travail sur le rendement industriel. Bulletin de l'inspection du travail, 1902, p. 428 et suiv.

— Dix heures en hiver, onze heures en été.

— Trouvez-vous que vos ouvriers produisent plus en été qu'en hiver?

— C'est étonnant, nous répondit M. R. J. C., en été avec la journée de onze heures nos ouvriers gagnent par quinzaine un salaire qui reste à peu près le même pour chaque ouvrier pendant les sept mois d'été. Dès que la journée de dix heures (hiver) a remplacé celle de onze, le salaire fléchit pendant la première quinzaine (il diminue de quatre, cinq ou six francs), mais à partir de la deuxième quinzaine il revient à ce qu'il était avec la journée de onze heures. L'ouvrier qui était habitué, pendant l'été, à emporter à la fin de la quinzaine une certaine somme, veut emporter la même somme en hiver, bien que travaillant une heure de moins et il y arrive. » (1)

Voici un autre exemple qui n'est pas moins caractéristique. « Au commencement de mai 1902, M. R. Ch. O..., comptant restreindre sa production sans renvoyer le personnel (par suite d'une crise dans les affaires), avait spontanément remplacé la journée de dix heures et demie par celle de neuf heures et demie (de 7 h. du matin à 6 h. du soir, au lieu de 7 à 7 avec une heure de repos à midi). Il fut stupéfait au bout de quelques jours de voir que la production de l'usine restait la même malgré cette diminution de une heure dans la durée de la journée. Il dut donc se résoudre à

(1) Bulletin de l'inspection du travail, 1902, p. 432 et 434.

renvoyer une partie de ses ouvriers les moins anciens.» ciens ». (1)

Il ne s'agit ici, il est vrai, que d'ouvriers travaillant aux pièces, et quoique leur nombre ait considérablement augmenté au cours de ces dernières années, les ouvriers travaillant à la journée sont encore assez nombreux. Ces derniers, disent les patrons qui croient encore que leur intérêt est de faire travailler le plus longtemps possible, ne produiront pas davantage à l'heure si on diminue la durée du travail. Il faut répondre à cette objection, en affirmant que les ouvriers sont, en majorité, consciencieux, et d'ailleurs l'industriel n'a qu'à chercher le moyen d'intéresser l'ouvrier qui travaille à la journée. S'il cherche, il trouvera, et alors cette objection n'aura plus de raison d'être.

Si nous prenons les rapports de 1904, nous trouvons que les avis sont assez partagés; tous, pourtant, tendent à démontrer que si dans les établissements où le rôle de l'ouvrier est presque exclusivement mécanique, la production a quelque peu diminué par suite de la réduction à dix heures de la journée de travail; il en a été tout autrement dans les industries où la production dépend en grande partie de l'effort personnel.

L'inspection de la troisième circonscription affirme que la réduction de la journée de travail eut sur la production une influence; mais elle ajoute qu'il serait

(1) Bulletin de l'inspection du travail, 1902, p. 434.

téméraire de vouloir exactement préciser par des chiffres, étant donné les moyens d'investigation dont l'inspection peut disposer. « J'entends que nous ne pouvons recueillir que des renseignements plus ou moins intéressés dans un sens ou dans l'autre, et que pour arriver à l'exacte vérité il faudrait pouvoir consulter chez les industriels des documents qu'ils n'ont pas à nous soumettre. » (1)

Dans la dixième circonscription, au contraire, où la dernière étape de la loi fut appliquée sans difficulté, l'Inspecteur constatait que la réduction n'avait exercé aucune influence sur la production. « Pour ne citer que les filatures de soie, par exemple, il a été constaté que la production hebdomadaire de soie grège, toutes choses restant égales en ce qui concerne la qualité des cocons, n'avait pas du tout baissé. Ce résultat tient un peu à ce que les directeurs de filatures se sont attachés à réduire au strict minimum les pertes de temps résultant des allées et venues du personnel, des mises en train et des arrêts, ainsi que des sorties du personnel pendant les séances de travail ». (2)

Dans la région du centre et de l'est, l'esprit des patrons fut fertile en moyens capables de maintenir à son même niveau la production. Les procédés ainsi employés furent aussi nombreux qu'ingénieux. Dans cer-

(1) Rapports des inspecteurs 1904, p. 55.

(2) Rapports de l'inspection du travail, 1904, p. 234.

tains cas, ils permirent de dépasser la production antérieure. Il est difficile cependant de se rendre un compte exact des résultats obtenus par ces procédés; mais il ne semble pas en tout cas que la diminution de la durée de travail ait entraîné un abaissement de la production. Nous pouvons même citer un exemple en faveur de la thèse contraire. « L'apprêt de la mousseline se fait à Lyon, dans une trentaine d'établissements dont trois sont outillés pour apprêter journellement au moins 180.000 mètres d'étoffe, or, il est arrivé que cet abaissement du maximum légal de la durée de travail, la mise en vigueur du décret du 28 mars 1902, l'obligation acceptée par les patrons de payer d'un tarif plus élevé les heures supplémentaires, ont entraîné les industriels à remplacer leur outillage ancien par des machines à grande production. Cette transformation a diminué le prix de revient dans la proportion de 9 à 1, et permis de maintenir sur le marché de Lyon une industrie, que les Allemands et surtout les Américains, qui sont les acheteurs de la plus grande partie de cette mousseline, voulaient accaparer. En somme, pour les industriels en question, la réglementation, en se resserrant, est devenue un stimulant puissant qui les a poussés à renoncer à des procédés de fabrication déjà un peu surannés. » (1)

Si, laissant de côté les rapports des inspecteurs, nous interrogeons les statistiques commerciales, nous

(1) Rapports de l'inspection du travail, 1904, p. 250.

verrons qu'elles confirment les assertions des inspecteurs et de la Commission supérieure du Travail.

La valeur de l'exportation des objets fabriqués, (y compris les colis postaux) dépassait en 1905 de 185.156.000 francs l'exportation de 1904, tandis que les importations des mêmes objets n'avait augmenté que de 15.244.000 francs. L'exportation des fils et tissus fut en 1904 de 815.487.000 francs, en 1905 de 836.584.000 francs. Le chiffre de 1904 n'avait pas été atteint depuis 20 ans.

« L'économiste financier » enregistrait pour les cinq premiers mois de 1906, un chiffre d'exportations de 1.044.151.000 francs contre 971.250.000 francs pendant les mois correspondants de 1905. L'importation des matières premières à l'industrie était, pour la même période, de 1.549.890.000 contre 1.375.283.000 en 1905. L'accroissement de l'importation fut de 63.503.000 fr. pour les laines, de 30.993.000 pour les soies, de 6.538.000 pour le lin et de 13.286.000 pour le coton. (1)

Un tableau comparatif du mouvement général des objets fabriqués, exportés et importés, montrera mieux que tout le reste, que sous le régime de la loi de 1900 le mouvement ascendant de notre industrie nationale ne fut point ralenti.

(1) Bulletin de statistique et de législation comparée, du ministère des finances, janvier 1906 et l'économiste français. Numéros du 2 juillet 1904 et 30 juin 1906.

ANNÉES	Céréales	Vins	Matières textiles
	Francs		IMPORTATIONS
1900	127.309.000	155.276.000	1.076.372.000
1901	185.281.000	84.758.000	1.010.148.000
1902	147.999.000	110.692.000	1.064.685.000
1903	173.966.000	181.451.000	1.268.906.000
1904	110.826.000	160.168.000	1.155.838.000
1905	151.674.000	108.831.000	1.210.489.000
1906	221.347.000	102.455.000	1.451.006.000
1907	225.619.000	104.354.000	1.613.727.000
1908	97.049.000	116.512.000	1.302.319.000
1909	150.887.000	105.410.000	1.503.994.000
			EXPORTATIONS
1900	19.084.000	227.870.000	395.818.000
1901	13.834.000	228.088.000	328.884.000
1902	15.132.000	232.467.000	432.551.000
1903	9.326.000	224.201.000	436.445.000
1904	12.569.000	210.137.000	467.655.000
1905	14.322.000	247.623.000	462.001.000
1906	15.055.000	196.832.000	519.699.000
1907	21.015.000	228.035.000	551.032.000
1908	26.980.000	196.797.000	455.921.000
1909	28.240.000	310.858.000	539.762.000

(1) Bulletin de statistique et de législation,

Fils et Tissus	Autres Marchandises	TOTAL
1900-1909		
197.520.000	3.141.325.000	4.697.802.000
198.932.000	2.890.075.000	4.369.194.000
209.498.000	2.861.153.000	4.394.019.000
210.508.000	2.966.374.000	4.801.205.000
201.051.000	2.874.417.000	4.502.300.000
178.884.000	3.129.030.000	4.778.908.000
196.404.000	3.656.039.000	5.627.251.000
224.524.000	4.030.733.000	6.222.957.000
183.243.000	3.941.390.000	5.640.513.000
195.190.000	4.017.137.000	5.972.618.000
1900-1909		
750.414.000	2.715.513.000	4.108.699.000
732.341.000	2.709.794.000	4.012.941.000
803.518.000	2.767.514.000	4.252.182.000
790.501.000	2.791.782.000	4.252.255.000
815.487.000	2.945.152.000	4.451.000.000
853.399.000	3.289.522.000	4.866.867.000
997.145.000	3.537.916.000	5.266.707.000
1.142.440.000	3.653.586.000	5.596.108.000
880.398.000	3.500.635.000	5.050.731.000
997.098.000	3.735.680.000	5.511.638.000

comparée, numéro de janvier 1910, p. 67.

Point n'est besoin de commenter ces chiffres. Ils ne disent point, peut-être, quelle influence les lois ouvrières, considérées comme causes particulières exercent sur le mouvement des échanges internationaux, mais ils prouvent, et cela suffit pleinement, que la loi de 1900 loin d'avoir compromis l'industrie française à l'extérieur ou à l'intérieur, n'a ni empêché l'augmentation progressive des exportations d'objets fabriqués, ni fait croître d'une façon anormale les importations de ces mêmes objets.

Les adversaires de la loi du 30 mars 1900 opposaient à ses partisans la crainte que l'industrie nationale ne pût résister victorieusement à la concurrence des autres pays. Ils jugeaient téméraire un Etat qui se risquait délibérément, et seul, dans l'inconnu d'une réglementation à outrance. Nous venons de voir que cette crainte fut vaine. Leurs prévisions pessimistes ne se réalisèrent pas; demandons-nous, maintenant, par un rapide examen des lois réglementant la durée du travail à l'étranger (1), si en votant la loi de 1900 la France fut une novatrice où bien, si au contraire, elle ne fit que suivre une exemple donné.

Dès 77, la Suisse avait décidé que le maximum de travail quotidien pour les enfants de 14 ans serait de onze heures en semaine, et de dix heures le samedi et

(1) Pour ce qui concerne la législation étrangère nous avons emprunté nos renseignements au livre de M. P. Pic, dernière édition, p. 504 et suiv.

les veilles de fête. Le travail de nuit leur était interdit. La même loi décidait que ces prescriptions étaient applicables aux hommes, mais elle permettait aux autorités cantonales d'édicter des lois ou règlements destinés à compléter la loi fédérale. Ces cantons sont intervenus en général, les uns se bornant à étendre aux petits ateliers la réglementation fédérale sur les fabriques, d'autres pour diminuer la durée légale de la journée (Zurich, loi de 1896. Bâle-Ville, loi du 27 avril 1905. Bull. Off. Internat. 1905, p. 66).

Par les lois du 1 juin 1882, 3 juillet 1885, 24 avril 1890, la Russie interdisait au jeune ouvrier de 12 à 15 ans de fournir plus de huit heures de travail par jour, et prescrivait une interruption après quatre heures de travail. Le travail de nuit lui était interdit, sauf dans les verreries, mais dans ce cas ils ne pouvaient travailler plus de six heures. La journée légale des adultes dans l'industrie est de onze heures et demie, le chômage est obligatoire, sauf exception, les dimanches et jours de fête. Le samedi et les veilles de fête, la journée est de 10 heures ainsi que pour les équipes de nuit. Le travail des employés de commerce ne peut excéder douze heures par jour.

Ces deux pays nous avaient donc devancés, quand fut votée la loi de 1900, puisque dans tous, la durée de la journée de travail de l'ouvrier adulte, était plus restrictivement limitée que chez nous.

La législation allemande, quoique n'ayant pas admis en principe la réglementation du travail des hom-

mes, a accordé au Bundesrath, depuis la loi de 1891 le droit de limiter la durée du travail des adultes pour des motifs de « salubrité ». Il a usé de ce droit pour la boulangerie, les forges, les verreries, les auberges, les carrières, créant ainsi ce qu'on est convenu d'appeler « la journée maxima sanitaire ».

Si maintenant nous passons aux pays qui avaient exclusivement réglementé le travail des enfants et des femmes avant 1900, nous verrons qu'ils étaient nombreux, et que ce serait une erreur de croire que notre législation était une législation d'avant-garde.

Depuis plus de cinquante ans, l'Angleterre avait réduit à 60 heures par semaine la durée de travail des adolescents et des femmes dans l'industrie textile. Une loi de 1901 est venue réduire cette durée à 55 heures et demie par semaine, nettoyages compris. En outre dans la plupart des cas, au moins pour ce qui concerne l'industrie du coton, le travail des hommes adultes a été réduit dans la même proportion. Cette loi de 1901 a décidé que de douze à quatorze ans l'enfant (child) ne peut travailler que 6 heures et demie par jour, et le samedi cinq heures. De quatorze à dix-huit ans les jeunes gens des deux sexes (young persons) ne peuvent fournir plus de 10 heures par jour et le samedi cinq heures et demie. Disons en passant que la loi de 1901 a introduit la réglementation dans le travail à domicile et a laissé subsister la loi du 25 juin 1886, limitant à 74 heures par semaine le temps de travail des enfants dans les magasins.

De 1876 à 1898, huit acts sont intervenus en Australie réglementant le travail des enfants et des femmes. Pour les premiers, le maximum hebdomadaire du travail est fixé à quarante-huit heures par semaine avec un maximum quotidien de neuf heures, le travail de nuit leur est interdit et la protection s'étend aux enfants employés dans le commerce de détail. Pour les ouvrières, le maximum hebdomadaire est le même, mais le maximum quotidien est fixé à huit heures.

Aux Pays-Bas, depuis 1889, le labeur quotidien des ouvriers de 12 à 16 ans, et celui des femmes a été restreint à onze heures et le travail de nuit interdit.

Un assez grand nombre de pays ont réglementé la durée du travail des jeunes ouvriers sans s'occuper de celui des femmes.

Par la loi du 27 juin 1892, l'enfant de douze à quatorze ans ne devait être employé que 6 heures en Norvège, et le jeune ouvrier de treize à dix-huit ans, dix heures.

Enfin quelques jours avant la promulgation de la loi française du 30 mars 1900, l'Espagne limitait à 6 heures par jour, et à huit pour le commerce, y compris une demi-heure de repos, la durée du travail des enfants de 10 à 14 ans. Le travail de nuit leur était interdit, et la loi laissait aux comités locaux la liberté de le prohiber dans certains cas, aux mineurs de seize ans.

Le 17 octobre 1900, une loi suédoise fixait à 6 heu-

res la durée de travail maximum de l'enfants de 12 à 14 ans, et à 10 celle des jeunes ouvriers de 14 à 18 ans; mais elle permettait, chose assez singulière, aux enfants de plus de 14 ans de travailler 12 heures dans les mines. A tous, le travail de nuit était interdit.

En 1901, le Danemark, par une loi du 1^{er} juillet, décidait que pour les enfants de 12 à 14 ans, la durée du travail ne pourrait excéder 6 heures, de quatorze à dix-huit, 10 heures. En aucun cas, le travail de nuit ne pouvait être autorisé.

Jusqu'en 1902, l'Italie n'avait réglementé ni le travail des enfants, ni celui des femmes. Une loi du 19 juin est venue fixer à huit heures la durée maxima de la journée des ouvriers de dix à douze ans, et à 11 celle des ouvriers de douze à 15 ans. Depuis le 19 juin 1907, le travail de nuit leur est interdit. Il l'est également aux femmes, dont la journée-limite est de 12 heures sans qu'elles puissent travailler plus de 6 heures de suite.

L'Allemagne, par une loi de 1891 avait, elle aussi, réglementé le travail dans l'industrie, et limité celui des enfants et des femmes. Modifiée le 26 juillet 1900, cette loi vient de l'être à nouveau par celle du 28 décembre 1908. L'Allemagne étant le pays continental dont nous avons le plus à craindre la concurrence industrielle, l'importance de cette nouvelle réduction des heures de travail n'échappera à personne. Nos voisins et rivaux sont entrés dans la même voie, et leur nouvelle législation montre combien était vaine la

crainte de ceux qu'effrayait une réglementation qu'ils trouvaient trop restrictive.

Cette nouvelle loi allemande réglemente les conditions de travail des ouvriers de l'industrie, et plus spécialement des jeunes ouvriers et des femmes.

Une enquête détaillée sur la durée du travail journalier, des ouvrières des fabriques et établissements assimilés, âgées de plus de 16 ans, et la possibilité d'abaisser cette durée de travail, avait été entreprise par l'inspection du travail en 1902. Soixante-six inspecteurs sur 84 se prononcèrent pour la possibilité d'introduire la journée de 10 heures maximum, même en tenant compte des justes intérêts des entrepreneurs. L'inspecteur du district de Münster, où l'on compte d'innombrables industries textiles, disait que l'introduction générale de la journée de 10 heures pour les ouvriers adultes n'aurait, sauf dans quelques grandes filatures, aucune conséquence essentielle. Le rapport bavaïois de l'inspection du travail constate que: « Le temps de travail des ouvrières adultes est, en particulier dans les industries textiles, en grande partie inférieur à 11 heures, si bien que l'introduction de la journée maxima de 10 heures pour les ouvriers adultes rencontrerait à peine de grosses difficultés » (1).

(1) Bulletin de l'inspection. Année 1908, p. 428. Durée du travail des femmes en Allemagne, par le docteur Emil von den Boom. Extrait du rapport de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs. Section allemande.

Les enquêtes faites en 1902, portèrent sur un total de 38.706 exploitations avec 813.560 ouvrières. Sur ce nombre on avait au 1^{er} octobre 1902, un temps de travail :

de 9 heures ou moins, 6.768 exploitations;

17.50 o/o avec 86.191 ouvrières 10.60 o/o;

de plus de 9 heures jusqu'à 10 heures inclusivement.

18.267 exploitations 47.20 o/o avec 347.814 ouvrières, 42. 70 o/o.

par conséquent un total de 10 heures et moins dans 25. 036 exploitations, 64.70 o/o avec 434.005 ouvrières, 53.30 o/o.

Le projet du gouvernement déposé au Reichtag le 16 décembre 1907 visait un certain nombre d'autres questions parmi lesquelles : la délivrance de certificats de travail aux ouvriers de l'industrie, l'emploi de livrets de salaire ou de bulletins de travail, la fréquentation obligatoire des écoles de perfectionnement, la durée du travail, la situation légale des contremaîtres agents techniques (Art. 2), le travail à domicile (art. 4), les pénalités, mais la commission chargée d'examiner le projet décida dans sa séance du 22 octobre 1908 « d'étudier en premier lieu les modifications rendues nécessaires par la convention de Berne en raison de l'impossibilité qui résulterait, par suite de l'étendue du projet, et du grand nombre des amendements qui ont été déposés, de faire aboutir ce projet tout entier assez tôt pour que l'entrée en vigueur des dispositions

nouvelles qui concernent le travail de nuit des femmes ait lieu dans le nouveau délai prévu » (1).

Voyons quelques-unes des modifications importantes que le nouveau texte a fait subir à l'ancienne loi. Au terme de l'article 1^{er}, la section IV du titre VII de la loi sur l'industrie, reçoit la dénomination suivante :

« Dispositions particulières aux entreprises dans lesquelles dix ouvriers au moins sont occupés en général. L'ancienne dénomination de la section était « condition des ouvriers de fabrique ». Cette modification a eu pour but de « limiter désormais plus nettement le domaine d'application des prescriptions de cette section » (2). C'est pour la même raison qu'à cette section, fut ajouté un paragraphe nouveau au terme duquel les dispositions des paragraphes 133 h à 139, c'est-à-dire ceux visant la retenue des salaires, les règlements de travail, les commissions ouvrières permanentes, le travail des jeunes ouvriers et ouvrières et le travail supplémentaire, sont applicables aux compagnons, aides, apprentis et à tous les tra-

(1) Gesetz Betreffend die Abänderung der Gewerbeordnung. Rapport, p. 2. Voir bulletin analytique des principaux documents parlementaires étrangers. Transmis à la présidence de la Chambre des Députés. Mars 1909.

(2) Exposé des motifs, p. 23.

vailleurs industriels à l'exception des contremaîtres (1) et des agents techniques (2).

La suite de l'article 1^{er} contient les prescriptions relatives aux entreprises qui emploient au moins 20 ouvriers, et celles qui en emploient au moins 10. Ces dispositions sont applicables aux industries qui, quoique n'occupant en général ni 10 ni 20 ouvriers sont obligées par suite d'un surcroît de travail d'augmenter momentanément le nombre de leurs ouvriers et d'atteindre ainsi le nombre de 10 ou de 20...

Il est important de remarquer que dans le texte nouveau le terme d'entreprise (Betrieb) est substitué à celui de fabrique (Fabrik). Ce changement a pour but de prévenir les difficultés qui résulteraient de ce que « les détenteurs d'entreprises, susceptibles d'être poursuivis avec succès par les organisations industrielles comme étant soumis à leurs règlements, refusaient relativement à l'application des prescriptions concernant la protection ouvrière, de laisser traiter leurs entreprises au même titre que les fabriques » (3).
Durée de travail. — La loi allemande de 1900 avait décidé que les enfants au-dessous de quatorze ans ne pourraient travailler plus de 6 heures par jour et les

(1) C'est-à-dire employés qui ne sont pas chargés à titre temporaire de la surveillance ou de la direction de l'entreprise.

(2) Ces agents sont les mécaniciens, constructeurs, chimistes, dessinateurs et assimilés.

(3) Exposé des motifs, p. 24.

jeunes ouvriers de 14 à 16 ans plus de dix. Cette disposition a été maintenue, mais étendue à toutes les entreprises occupant de 10 à 20 ouvriers par suite de la suppression des mots (dans les fabriques). De plus, la journée ne peut commencer avant 6 heures du matin ni finir après huit heures et demie du soir. A l'expiration de la journée de travail un repos ininterrompu de 11 heures au moins doit être accordé aux jeunes ouvriers.

Le travail des ouvrières ne doit pas excéder 10 heures par jour, au lieu de onze sous le régime antérieur, ni celle de huit au lieu de dix la veille des dimanches et fêtes. Malgré cette réduction, le repos d'une heure à midi que la loi de 1900 accordait aux ouvrières est maintenu et on leur applique aussi le repos ininterrompu de 11 heures.

Travail de nuit. — Le travail de nuit est interdit aux ouvrières, non plus de 8 heures et demie du soir à 5 heures et demie du matin, mais de huit heures du soir à 6 heures du matin. Le samedi et la veille des fêtes, le travail de nuit commence à cinq heures. Elles ne peuvent être employées ni dans les fabriques de coke, ni au transport de matériaux dans aucune entreprise de construction. Ajoutons que la loi nouvelle interdit aux ouvrières tout travail avant et après leur accouchement au total pendant une durée de huit semaines, et leur rentrée à l'atelier est subordonnée à la preuve que depuis leur délivrance six semaines au moins se sont écoulées.

Une disposition nouvelle a été introduite dans la loi pour que le patron ne puisse augmenter sa production d'une façon illicite au détriment de la santé de l'ouvrier, et en dehors des heures de travail prescrites par la loi. « Aucun travail à effectuer en dehors de l'entreprise ne doit en général être remis par le patron ou transmis pour le compte de tiers aux ouvrières et aux jeunes ouvriers pour les jours où ils ont « déjà » été occupés dans cette entreprise pendant toute la durée du travail légalement autorisée.

«(Pour les jours où les ouvrières ou les jeunes ouvriers ont été occupés pendant un temps moindre dans l'entreprise, ce travail ne peut être remis ou transmis que dans la mesure où des ouvriers de capacité moyenne de leur catégorie pourraient effectuer vraisemblablement le (même) travail dans cette entreprise pendant le reste de la durée du travail légalement autorisée, mais sans que ce travail puisse généralement avoir lieu les dimanches et les jours de fête.

EXCEPTIONS ET DÉROGATIONS. — Au cas de surabondance extraordinaire de travail, l'autorité administrative a le droit d'autoriser, sur la demande du patron, et pour une durée de deux semaines, le travail des ouvrières de plus de 16 ans jusqu'à neuf heures du soir, sauf le samedi, mais sous réserve que la journée de travail n'excèdera pas 12 heures, et que la durée du repos ininterrompu ne sera pas inférieure à 10 heures. Cette exception ne peut être autorisée plus de 50 jours par an.

La loi du 26 juillet 1900 était beaucoup moins restrictive. Les ouvrières de plus de 16 ans pouvaient travailler jusqu'à 10 heures du soir, et la durée totale de la journée de travail pouvait atteindre treize heures. Il est vrai que cette dérogation n'était autorisée que 40 fois l'an, c'est-à-dire 10 jours de moins que sous le régime de la nouvelle loi, l'autorité administrative supérieure pouvait en augmenter le nombre.

Les événements naturels ou les catastrophes qui provoquent l'interruption de la marche normale de l'établissement sont une cause de dérogations, mais avant que l'entrepreneur puisse y avoir recours, il devra au préalable fournir aux commissions ouvrières permanentes, partout où elles existent en vertu de prescriptions de lois d'Empire ou d'Etats particuliers, le moyen de donner leur avis.

Le conseil fédéral conserve le droit d'accorder des dérogations au travail des jeunes ouvriers :

1° En faveur des établissements à feu continu qui sont obligés à un travail de jour et de nuit, et de ceux où le travail ne permet pas une division des ouvriers en équipes régulières, mais seulement à condition qu'il y ait à l'expiration de la journée un repos ininterrompu de 11 heures et qu'il ne s'agisse que de jeunes ouvriers du sexe masculin.

2° En faveur des industries où le travail de nuit paraît absolument nécessaire pour éviter la détérioration des matières premières, ou la non réussite de produits de travail, mais sous cette réserve que le nom-

bre de jours où la dérogation sera permise ne dépassera pas 60, et que le repos ininterrompu ne sera pas inférieur à huit heures et demie.

3° En faveur des industries où une augmentation de travail se produit à certaines époques de l'année, mais pour un maximum de 60 jours par an, et sous réserve que la durée de travail n'excède pas 12 heures par jour, ni huit heures le samedi, et que la durée de repos ininterrompu à accorder ne soit pas inférieure à 10 heures. Il faut en outre que les heures comprises entre 10 heures du soir et cinq heures du matin soient placées dans la durée du repos ininterrompu.

Voilà succinctement analysée la loi libérale que le Reichtag a votée le 28 décembre 1908. L'exposé comparatif que nous venons d'en faire montre le progrès accompli sur la loi de 1900. La substitution du terme d'entreprise de 10 à 20 ouvriers à celui de fabrique a étendu la loi d'une façon considérable. Désormais aucun patron, occupant suivant le cas 20 ou 10 ouvriers, ne pourra échapper aux dispositions de la loi. Par la suppression des mots « dans les fabriques » les enfants de moins de 16 ans sont légalement protégés dans un nombre beaucoup plus considérable de cas, de plus un repos ininterrompu de 11 heures a été prescrit en leur faveur.

Les ouvrières ont eu, elles aussi, beaucoup à gagner à la limitation nouvelle. Leur durée de travail journalière a été réduite d'une heure et celle du samedi et de veille des fêtes, de deux. La disposition nouvelle

relative au repos ininterrompu de 11 heures leur a été également appliquée, et la durée de la nuit légale, augmentée.

Si nous ajoutons à ces dispositions les décisions prises par le Bundesrath (1), nous verrons que depuis le 1^{er} janvier 1910, date à partir de laquelle les dispositions de la loi nouvelle ont été appliquées, les travailleurs allemands sont, à bien des égards, plus protégés que les nôtres. Comment a été accueillie la loi nouvelle? Quelle sera son influence sur la production? Ce n'est point ici le lieu de nous le demander. Qu'il nous suffise de savoir que désormais dans un pays voisin où l'industrie textile est florissante, et dont la marche ascendante n'est pas sans causer quelque inquiétude aux producteurs de notre pays, la durée de travail des enfants et des femmes, y est limitée d'une façon plus restrictive que chez nous. Avec l'application de la loi nouvelle, la réglementation de la durée du travail a atteint en Allemagne une proportion plus grande de femmes et d'enfants qu'en France. Depuis le premier janvier de cette année dans les industries textiles d'Angleterre et d'Allemagne, nos voisins et rivaux industriels, la durée de la journée de travail est inférieure à celle adoptée en France par la loi du 30 mars 1900.

Cet exposé de la législation étrangère, quoique succinct, permet de voir que nous ne sommes point seuls à marcher de l'avant, et que bien souvent, loin de mon-

(1)Voir plus haut, page 119.

trer la route nous n'avons qu'à suivre le sillon. Il nous permet aussi de répondre à ceux qu'envahit trop souvent la crainte d'une concurrence internationale, que nous ne sommes point en état d'infériorité vis-à-vis de nos voisins, par suite d'une réglementation trop restrictive de la durée de travail, puisque à certains égards, nous restons en arrière.

CHAPITRE V

Conséquences de la loi de 1900

La loi de 1900 constitue sur celle de 1892 une réelle amélioration de la protection des femmes et des enfants. Les inspecteurs accueillirent favorablement la réglementation nouvelle qui devait faciliter leur contrôle et diminuer les fraudes. Et de fait des progrès remarquables nous sont indiqués par les rapports de l'inspection. Les contraventions à l'article 3 de la loi de 1892, qui en 1899 atteignaient le chiffre de 2119, descendirent au chiffre de 1613 en 1900. Nous pensons avec la Commission supérieure du travail que la simplification apportée à l'article 3 n'est pas étrangère à cette diminution, car le nombre des visites faites par les inspecteurs fut plus considérable en 1900 qu'en 1899.

La loi a eu des effets moraux incontestables. « A la maison ouvrière où la variété des heures occupées laissait toujours des vides, où les obligations du travail ne permettaient que rarement la rencontre à la table

ou au foyer des membres de la famille, a succédé une existence régulière. Tout le monde, grands et petits, peut quitter le toit au même moment pour y revenir aux mêmes heures sans qu'il y ait place, grâce à la surveillance alternée des parents et des contremaîtres sur les jeunes ouvriers et ouvrières pour ces périodes de vagabondage aux portes des usines et des ateliers, hors de la maison lointaine ou vide dont s'entrecoupait leur travail et qui leur laissait, par le jeu savant des équipes tournantes avec l'obligation de rester à la disposition du patron jusqu'à 15 ou 16 heures par jour, la faculté par surcroît de s'entraîner aux pires habitudes et aux plus détestables promiscuités » (C'est là un résultat pratique réel, et pourtant l'industrie n'en est point morte, si elle traverse des crises difficiles, la cause n'en est pas dans la réglementation du travail. Le nouveau régime a donné à l'ouvrier le moyen de prendre sa part de la vie sociale, d'avoir une existence nouvelle. L'ouvrier n'est plus une bête de somme, c'est le fils, le mari, le citoyen retrouvés.

La femme, grâce à la réduction nouvelle a pu rester un peu plus au foyer, s'y occuper davantage de son dernier-né, et rendre le logis plus attrayant pour tous.

Pour l'adulte, les avantages auraient été considérables si la jurisprudence et les règlements d'administration n'étaient venus restreindre les avantages que leur octroyait l'article 2 de la loi de 1900. La réduction à dix heures de la journée de travail n'existe pour

eux que dans la loi, que les patrons appliquent ou non suivant leur bon plaisir.

Par contre, la loi eut une influence considérable sur l'amélioration de l'outillage, c'est là d'ailleurs un effet qu'a toujours eu et dans tous les pays la réduction de la durée du travail. Pour regagner les déficits réels ou imaginaires de la production on perfectionna l'outillage en augmentant la vitesse des métiers et en améliorant la matière première. Mais cette transformation du machinisme n'est-elle pas arrivée à un degré de perfection tel qu'il est illusoire semble-t-il d'espérer de nouveaux perfectionnements? D'aucuns le prétendent : « L'outillage mécanique, généralement approprié aujourd'hui à une production maximum, ne semble plus pouvoir se transformer en vue d'une réduction de la main-d'œuvre » (1). A l'encontre de cet inspecteur pessimiste, nous ne pensons pas que la mécanique ait fini de progresser, il nous semble que nous sommes encore loin de la machine parfaite. D'ailleurs, les faits sont là pour nous donner raison. La transformation de l'outillage, causée par la loi de 1900 est certaine; dans quelques cas elle eut pour résultat l'augmentation de la production, dans d'autres une amélioration hygiénique des conditions de travail. La réglementation du travail en devenant plus restrictive, obligea quelques industriels lyonnais à recourir à de nouvelles machines dont le rendement, avec le même

(1) Rapports des inspecteurs, 1900, p. 232.

nombre d'ouvriers et la journée réduite, dépassa le rendement antérieur. Dans l'industrie du verre la réduction de la journée de travail eut pour résultats heureux de contraindre certains patrons à l'emploi de machines à souffler. Il est facile de voir les heureuses conséquences de cette substitution de la machine à souffler au poumon de l'homme, tant au point de vue hygiénique que de la régularité de l'objet fabriqué. « Dans la filature on a monté et on monte des métiers continus, soit pour remplacer les métiers renvideurs de production moindre, soit comme installation nouvelle. Dans plusieurs tissages, on monte et on essaye des métiers Northropp avec ou sans armures » (1). Dans deux tissages de laine d'Elbœuf, on essaie, pour les draps unis, les métiers Northropp, déjà utilisés avec succès dans le coton; chaque ouvrier pourrait ainsi conduire quatre métiers et produire autant de tissus que 3 ouvriers sur trois métiers ordinaires. Les pièces ainsi faites seront sans défaut car le métier s'arrête dès qu'un fil se casse, il faudra seulement employer des chaînes très résistantes à la traction » (2). Dans ce cas, avec l'installation nouvelle, non seulement la production a augmenté, mais la marchandise est devenue de meilleure qualité. « Dans un autre tissage d'Elbœuf on a mis en marche cent dix métiers du type Hattersley perfectionné et munis d'un disposi-

(1) Rapports de l'inspection, 1904, p. 118.

(2) Ibid.

tif permettant le remplacement automatique de la navette; deux métiers sont confiés à un seul ouvrier. On arrive ainsi à une production égale à cent métiers anciens avec un personnel presque réduit de moitié » (1).

La loi eut une autre conséquence heureuse, la suppression des chômages ou tout au moins leur diminution. Dans certaines régions, (la région tarnaise par exemple), les filatures marchaient avant la loi de 1900 douze, quatorze et même seize heures par jour, il en résultait un surcroît de production (2) qui avait avili le prix de filature à un tel point que beaucoup de filateurs avaient dû fermer leurs usines, et que l'industrie était condamnée dans la région à une ruine prochaine. « Devant la nécessité de ramener toutes les filatures à 11 heures de marche, les filateurs ont été obligés de relever leurs prix et cette industrie naguère à bout d'expédients est en ce moment plus prospère que jamais. Quand à la production générale, elle n'a point baissé, car il y avait chaque année de longs chômages pendant lesquels les fabricants obtenaient quelquefois des prix

(1) Rapports de l'inspection, 1904, p. 118.

(2) En réponse à l'objection qui pourrait nous être faite, que d'après notre théorie la réduction de la durée de travail n'aurait pas du faire baisser la production, nous dirons que les patrons employaient de vieilles machines dont la vitesse ne pouvait être accélérée par suite du manque de force motrice (cours d'eau à régime très variable). Dans ces conditions la valeur personnelle de l'ouvrier ne pouvait en rien modifier les résultats.

de faveur, qui se maintenaient ensuite. En 1900, le chômage a été beaucoup plus court, mais il persiste encore et il faut en déduire que la réduction à dix heures et demie puis à 10 heures seront suffisants pour la production du pays et supprimeront complètement tout chômage » (1).

Dans certains cas, la loi eut pour résultat l'abaissement de la journée à 10 heures pour un grand nombre d'ouvriers dont la durée de travail n'était pas réglementée par la loi nouvelle. C'est ce qu'affirmait en 1904 l'inspecteur de la dixième circonscription. « La journée de 10 heures tend de plus en plus, sous la pression des ouvriers intéressés, à se généraliser même dans les établissements industriels non soumis à la loi du 30 mars 1900.

Dans une fabrique importante de meubles dont on avait renvoyé en 1902 les apprentis pour pouvoir continuer la journée de 11 heures, les ouvriers se sont mis en grève en réclamant la journée de 10^h heures. Un certain nombre de syndicats d'ouvriers maçons ont obtenu en 1904, la journée de 10 heures » (2). Dès la fin de 1900, 90 sur 100 des établissements n'occupant que des hommes adultes, pratiquaient la journée de 10 heures.

Mais, quelque grands que soient les avantages de la loi, des inconvénients s'attachent à elle. Le seul dé-

(1) Rapports de l'inspection, 1900, p. 370.

(2) Rapports de l'inspection, 1904.

sir du lucre ne saurait suffire à expliquer les tenaces résistances des employeurs. Quelques-uns des grèves qui éclatèrent de 1900 à 1904, la grève d'Armentières notamment, nous montrent que dans certains cas l'industriel avait des intérêts primordiaux engagés.

Du côté ouvrier les inconvénients furent plus sensibles encore. Dans un précédent chapitre nous avons montré que parmi les moyens auxquels les industriels eurent recours pour tourner la loi, il faut citer en première ligne le renvoi des apprentis. Ces renvois devinrent si nombreux qu'en 1904 les inspecteurs furent unanimes à réclamer pour tous les ouvriers adultes la journée uniforme, afin d'arrayer cette crise de l'apprentissage qui met notre industrie en péril. « Il serait à souhaiter, écrit l'inspecteur divisionnaire de la 10^e circonscription, pour combattre les mauvais effets que peut avoir eu la loi de 1900 sur l'apprentissage, que la loi de 10 heures pour la durée du travail journalier des adultes soit promptement votée. La valeur professionnelle de nos futurs ouvriers y gagnerait probablement, car on ne trouverait plus aucun motif pour renvoyer les apprentis, et nous sommes d'avis que les intérêts des industriels n'en souffriraient pas. Par contre il y a lieu de craindre que la situation actuelle, préjudiciable à la formation de bons apprentis, devienne, en se prolongeant, funeste au bon renom de notre industrie nationale » (1).

(1) Rapports de l'inspection du travail, 1904, p. 235.

La réduction de la durée du travail détermina certains patrons à diminuer le salaire journalier. Il fallait s'y attendre. Les lois anglaises de 1847 et de 1850 avaient elles aussi été cause d'un brusque fléchissement de salaire, qui d'ailleurs dépassa peu après le taux ancien. Un inspecteur du travail anglais constatait à cette époque que « bien que les heures de travail eussent été beaucoup diminuées, les salaires avaient augmenté dans certains cas de 40 o/o et d'une façon générale, de 12 o/o ». (1)

Les ouvriers n'acceptèrent pas cette réduction de salaire correspondant à la diminution du temps de travail, et des grèves furent la conséquence de ce conflit. Si nous consultons la statistique des grèves en 1900, nous verrons que celles occasionnées par ce motif furent assez nombreuses. Nous en comptons 41 dont la principale fut celle des blanchisseurs de Boulogne, Sèvres, etc. Les grévistes au nombre de 9000 environ, eurent gain de cause. Les patrons accordèrent une augmentation de 10 o/o et s'engagèrent en outre à donner une augmentation de 5 o/o en 1902 et de 5 o/o en 1904, pour que le salaire n'ait à subir aucune réduction lors de la mise en vigueur de la journée de 10 heures et demie, puis de 10 heures.

En 1902 (2), lors de l'application du premier palier de la loi, 97 grèves éclatèrent, qui eurent pour cause

(1) Dubief. A travers la législation du travail, p. 30.

(2) Statistique des grèves, 1902.

une réduction de salaire. Une des plus importantes fut celle de Limoges où 4.471 porcelainiers cessèrent le travail pendant 51 jours. Les patrons établirent alors immédiatement la journée de 10 heures, devançant ainsi de 2 ans les prescriptions de la loi, mais ils entendaient faire disparaître les repos et les sorties pendant le travail. Une transaction rétablit l'entente. En dehors de ces 37 grèves, il faut noter, à Roanne, celle de 6.537 tisseurs de coton, motivée par l'intention des patrons de supprimer le repos de l'après-midi du samedi. Elle se termina, elle aussi, par une transaction après avoir duré 23 jours. Si, à ces grèves nous ajoutons les 15 occasionnées par une demande d'augmentation de salaire, qui peuvent elles aussi, être considérées comme résultant de l'application de la loi du 30 mars 1900, nous arrivons à un chiffre qui en somme n'est pas très élevé, si nous nous rappelons qu'en 1902 le total des grèves fut de 512 avec 212.704 grévistes.

L'année 1903 (1), quoique ne devant apporter aucune réduction nouvelle de la durée du travail vit éclore 15 grèves. La plus importante fut celle des tisseurs d'Armentières; 34.395 ouvriers y prirent part dont 18.967 hommes, 10.713 femmes et 4.715 enfants. Commencée le 30 septembre, elle se termina le 14 novembre dans les tissages, et le 28 dans les filatures. Dans cer-

(1) Statistique des grèves, 1903.

tains établissements elle se prolongea et dura pour l'un d'entre eux jusqu'au 4 janvier 1904. Sa cause initiale fut une demande d'augmentation sous forme de remaniement d'un tarif adopté en 1889, mais le motif principal fut la demande de garantie du maintien des salaires, lors de l'application de la journée légale de 10 heures. Les négociations dirigées par M. Vincent, préfet du Nord, furent très laborieuses. On s'entendit enfin pour constituer des commissions mixtes qui établirent des tarifs différents pour les diverses opérations du tissage. L'une de ces commissions fit adopter une augmentation de 8 o/o sur le prix du tarif de 1889, pour le tissage proprement dit, afin de compenser la réduction des heures de travail. Ce nouveau tarif réblit l'entente.

A l'échéance de la dernière étape de la loi (avril 1904) on ne vit pas éclater des conflits aussi nombreux et aussi dangereux qu'on pouvait le redouter.

En mars 1904, il y eut 16 grèves (1) causées par la loi dont 14 dans l'industrie textile. Dès le milieu d'avril le mouvement décroît, nous ne trouvons plus que 8 grèves (2) avec 870 grévistes en mai, 2 en juin, aucune en juillet et une en août.

(1) Voir, au sujet des grèves, « La durée légale du travail », des modifications à apporter à la loi de 1900. Rapports de M. Fagnot Strohl et Millerand, p. 30 et suiv.

(2) Bulletin de l'Office du travail, numéros d'avril, mai, juin et juillet 1904.

Ces grèves furent une des tristes mais inévitables conséquences de la loi de 1900. Elles peuvent être considérées comme une sorte de rançon du progrès accompli, car il semble que dans l'ordre humain aucun progrès ne puisse s'effectuer sans déterminer des perturbations, des bouleversements momentanés dont nous devons tous souffrir.

On a aussi reproché à la loi de 1900 son manque de souplesse. Elle n'a pas su en effet tout en gardant l'unité nécessaire, créer un régime approprié à des conditions économiques particulières. En fixant la durée du travail par jour et non par semaine, le législateur alla à l'encontre de certaines coutumes anciennes et justifiées.

Il y avait en 1900, dans la région cévenole et alpine (Gard, Ardèche, Drôme, Vaucluse, Isère) près de 400 établissements pratiquant le chômage de l'après-midi du samedi. On retrouvait la même pratique, dans un autre groupe constitué tout entier par des fabriques de cotonnades de la région roannaise. Enfin, certains établissements d'origine anglaise, américaine ou hollandaise, pratiquaient légalement le même repos. C'est pour ne pas avoir tenu compte de cette heureuse habitude, consacrée par un long usage, que le législateur provoqua la grève de Roanne. Lorsque la loi vint limiter à 10 heures et demie le travail journalier, les industriels voulurent compenser la réduction journalière d'une demi-heure par la suppression du repos du samedi. Les ouvriers qui tiennent beaucoup à cet usa-

ge se mirent en grève. Après un mois de cessation de travail, les patrons consentirent à ne supprimer que 12 fois par an le repos du samedi.

Le législateur, en réduisant à 10 heures le travail des adultes employés avec des femmes et des enfants, mécontenta ceux qui restèrent soumis au régime de la loi de 48. Le salaire resta le même pour tous, car partout où on essaya de le réduire, des grèves éclatèrent et dans la plupart des cas les ouvriers eurent gain de cause. Ce mécontentement compréhensible est signalé par les inspecteurs et s'il n'eût pas l'occasion de se manifester d'une façon violente, c'est parce que la jurisprudence en donnant aux patrons, par l'arrêt du 30 novembre 1901, la faculté d'échapper à la loi, leur permit de continuer à employer tous les ouvriers adultes, le même nombre d'heures.

A tous ces inconvénients l'arrêt du 6 mai 1904 vint en ajouter un autre tellement considérable, qu'on put dire que si l'état de choses qu'il achevait de créer subsistait, la loi de 1900 et même celle de 92 risquaient de rester lettre morte et son insertion dans le code une pure formalité.

CHAPITRE VI

Projets de réforme

La loi de 1900, loi humanitaire par excellence n'a pas atteint son but. Elle se proposait de réduire la journée de travail des enfants et des femmes à 10 heures par jour, et l'expérience nous apprend que dans bien des cas le contrôle de la durée de travail est illusoire même en ce qui les concerne (1). Elle voulait aussi faire bénéficier des avantages de la réglementation nouvelle les hommes adultes employés dans les mêmes locaux que le personnel protégé, et nous sommes obligés de constater que peu d'hommes en ont profité. Que conclure, si non qu'au point de vue humanitaire la loi de 1900 a presque été un échec. Monsieur Bourguin a merveilleusement résumé la situation dans un rapport soumis à la commission de codification des lois ouvrières. « Il ne reste plus rien des sanctions de la loi, les chefs d'industrie peuvent impunément impo-

(1) L'arrêt du 6 mai 1904 en est une preuve éclatante.

ser aux enfants ou femmes un travail de onze heures ou plus, les inspecteurs ne pouvant ni contrôler l'emploi du temps par l'horaire, ni invoquer l'horaire en justice pour prouver que les travailleurs employés en dehors de l'horaire ont été soumis à un travail excédant le maximum légal, sont incapables d'assurer l'observation de la loi, ils n'ont plus le moyen de relever les contraventions pour emploi de travailleurs dans des conditions contraires à la loi, ni même de relever une contravention unique pour inexactitude de l'horaire affiché. Si cet état de choses subsiste, la loi de 1892 risque de rester lettre morte et son insertion dans le code devient une vaine formalité » (1).

La loi a-t-elle au moins satisfait les industriels? Pas davantage; au moment de la promulgation de la loi les doléances patronales furent si pressantes et si nombreuses qu'elles trouvèrent un écho devant le Sénat. « La mise en vigueur du second palier a fait apparaître certaines difficultés d'application de la loi de 1900. Celle-ci, en enserrant dans une même réglementation des industries très dissemblables, manque de la souplesse qui lui permettrait de s'adapter aux conditions propres à chacune d'elles » (2). Voilà ce qui, aux yeux des auteurs de la proposition de loi, justifiait l'inter-

(1) Code du travail et de la prévoyance sociale. T. II. Rapport de M. Bourguin, p. 28.

(2) *J. Off.* Documents parlementaires. Sénat 1903. Annexe, numéro 364, p. 917.

vention du législateur, mais si, pour eux, quelques retouches s'imposaient, ils entendaient respecter entièrement les principes de la loi de 1900; c'est-à-dire la journée de 10 heures et l'unification des heures de travail pour les femmes, les enfants et les hommes adultes travaillant avec eux. « Il ne s'agit, dans la pensée des auteurs, de la proposition, ni de porter atteinte au principe, ni de modifier les points essentiels de cette législation, mais uniquement d'y apporter les retouches qu'enseigne l'expérience et que suggèrent les difficultés d'application. En procédant ainsi, nous ne faisons que suivre l'exemple de nos prédécesseurs en matière de protection de l'enfant et de la femme » (1). A la tribune, M. Méline, un des auteurs, lui aussi, de la proposition, déclarait qu'elle ne serait pour la loi de 1900 « qu'une petite soupape de sûreté » (2).

Telles ont été les intentions des auteurs du projet; voyons si dans la proposition qui trouva une majorité au Sénat le 24 mars 1904, il n'y a pas autre chose, si elle n'a pas comme conséquences nécessaires d'enlever aux travailleurs de l'industrie les avantages que devait leur procurer la loi de 1900.

(1) Rapport de M. Richard Waddington, sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 3, 4, 7, de la loi du 2 novembre 1892 et l'art. 2 de la loi du 9 septembre 1848.

(2) Voir la discussion de la proposition au Sénat, séance des 18, 22 et 24 mars 1904.

Réglementation hebdomadaire. — L'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1900 serait ainsi modifié: « Les jeunes ouvriers et ouvrières, jusqu'à l'âge de 18 ans, et les femmes, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de 10 heures par jour ou de 60 heures par semaine. Dans le cas de l'adoption du régime hebdomadaire, la totalité des soixante heures peut être répartie sur les jours ouvrables dans la limite maximum d'onze heures par jour » (1).

C'est la liberté laissée à l'industriel d'opter pour le régime hebdomadaire avec un maximum de 11 heures par jour, c'est revenir à la journée de 11 heures, c'est faire un pas en arrière et imposer aux faibles, à la femme, à l'enfant un labeur que le législateur a condamné, puisqu'il a fixé le minimum de dix heures et demie, puis de dix heures pour le personnel protégé. Infliger à des enfants de 13 ans, quelquefois de 12, une journée de onze heures pendant les cinq premiers jours de la semaine, n'est-ce pas leur demander un effort qu'ils ne pourront pas fournir sans danger? N'est-ce pas tarir les sources vives du pays? Pour ce qui est des enfants, c'est l'avenir même de la race qui est en jeu. « Dix heures de travail pour un enfant de 12 à 16 ans, c'est énorme, disait M. Peyrot au Sénat; lui imposer 11 heures cela dépasse tout ce qui est permis. Quoi! des enfants de 12 et 13 ans, de pauvres

(1) Voir le texte de la proposition, comparé avec celui de 1900. Annexe II.

petits bambins, dont le développement est à peine ébauché, qui ont besoin, pour grandir, d'air, de lumière et de mouvement, vous allez les tenir dans une usine, qui malgré tous les soins que l'on peut prendre constitue pour l'enfant un milieu essentiellement malsain, les soumettre à un travail uniforme qui ne développe en aucune façon les muscles, qui n'appelle pas dans la poitrine un air généreux, qui ne peut que les empêcher de grandir et de se développer ! Aussi, ces enfants-là que deviennent-ils ? Ils ne poussent pas, ils deviennent rachitiques, leur santé se perd, ils contractent la tuberculose à l'usine, milieu trop souvent infecté, ou au-dehors... Vous avez à cœur de favoriser le développement de notre industrie nationale, vous avez raison, car la richesse est un élément de puissance, mais il y a autre chose dans un pays, que le capital argent, il y a aussi le capital humain (1), que vous n'avez pas le droit de gaspiller (2).

(1) Dans un rapport présenté à l'Association française pour la protection légale des travailleurs, M. Martin St Léon a étudié la question de l'âge d'admission des enfants au travail industriel. Les médecins qu'il a interrogés, spécialistes de l'hygiène et des maladies de l'enfance, ont été unanimes à reconnaître qu'un travail de 10 heures était excessif pour un enfant de 12 ans à 13 ans. Voici comment s'exprime le docteur Grancher, professeur à la Faculté de médecine : « Je n'hésite pas à vous répondre que le travail plein de 10 heures, exigé d'un enfant de 13 à 14 ans, est une erreur antiphysiologique. Il faut, à ces enfants, une demi-ration de travail et une double ration d'aliments. C'est à

A la suite de cette éloquente protestation, la commission atténua dans une large mesure les inconvénients de la journée de 11 heures en introduisant dans le texte le paragraphe suivant : « Si le travail effectif est prolongé pour le personnel, au délai de 10 heures, les enfants âgés de moins de 15 ans jouiront de repos supplémentaires de manière à ce que leur travail effectif ne soit jamais supérieur à 10 heures ». Mais cette exception porte atteinte au principe de l'unification. On a voulu, par la loi de 1900, que l'entrée, la sortie et les repos finissent pour tous aux mêmes heures, et cette innovation heureuse était la reconstitution du foyer et la sauvegarde de la jeunesse. Pourquoi y renoncer ? car c'est y renoncer que de permettre à l'enfant de moins de 15 ans de ne travailler que 10 heures, alors que tous les autres ouvriers seront occupés 11 heures au moins ? Que deviendra l'enfant pendant cette heure de repos ? sera-t-il libre, et dans ce cas à la merci des dangers de la rue, ou bien restera-t-il à l'atelier, et alors y sera-t-il réellement inoccupé ?

Dans un rapport à l'Association nationale française,

peine si à 14 ans un enfant peut supporter 8 heures de travail et non dix. Du reste, à mon avis, la journée de 8 heures s'impose et s'imposera même pour les adultes. » (Association nationale française pour la protection légale des travailleurs. L'âge d'admission des enfants au travail industriel, Paris, Alcan, 1903).

(2) *J. Off. Sénat. Débats parlementaires*. Séance du 18 mars 1904, p. 337.

pour la protection légale des travailleurs, M. Strohl, partisan de la réglementation hebdomadaire avec la journée de 11 heures, se rendant compte du danger qu'il y avait pour les enfants à être renvoyés de l'atelier avant la fin de la journée de travail, proposait de leur faire passer l'heure de repos supplémentaire qui leur serait consentie, à l'intérieur de l'établissement. « Nous insistons pour qu'il soit bien entendu que cette restriction d'une heure au travail de l'enfant, doit consister en repos supplémentaires dans le cours de la journée de travail, de façon à constituer des sortes de récréations, si possible sous une certaine surveillance dans un préau dépendant de l'usine par exemple, pendant la belle saison, et dans un local clos et chauffé pendant la mauvaise saison » (1).

Cette proposition ne nous paraît guère acceptable; comment obliger les patrons à placer dans un jardin ou une cour l'été, dans une chambre chauffée l'hiver; ces jeunes ouvriers d'humeur batailleuse et pour lesquels cette heure de repos ressemblerait à une punirepostion scolaire? Ils ne considéreraient point comme repos ce temps dont ils ne pourraient disposer librement.

M. Waddington avait pensé pour conserver l'unification sans renoncer au régime hebdomadaire, recourir à la journée de 10 heures et demie pour tous, quand

(1) Rapport présenté à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs en 1905, par M. Strohl, p. 16.

les ouvriers y consentiraient. « L'industriel devra s'entendre avec les ouvriers de ces établissements, car, croyez-le bien, on ne peut pas imposer au personnel un régime qui ne lui plaît pas, il va de soi qu'il sera obligé de le consulter et de se mettre d'accord avec lui avant de l'adopter » (1). Nous voudrions croire comme l'affirme M. Waddington, que les patrons ne peuvent point imposer à leur personnel un régime qui ne leur convient pas, malheureusement les faits sont là pour nous montrer que dans bien des cas la liberté ouvrière n'est qu'un leurre. La pensée que, sur un point aussi important pour les ouvriers, puisqu'il s'agit de savoir si la journée sera prolongée au-delà de 10 heures, un seul patron pourrait abuser de son autorité et imposer ce régime à des enfants, suffit à nous le faire repousser. D'ailleurs, le régime en lui-même est mauvais. Pour obtenir des résultats appréciables, il faut que l'ouvrier puisse quitter l'usine le samedi à midi, et n'y rentrer que le lundi matin. Avec le système préconisé par M. Waddington, l'ouvrier devra travailler sept heures et demie le samedi, et par suite il sera contraint de rentrer dans les ateliers à midi ou à midi et demi pour n'en sortir qu'à deux heures et demie ou trois heures, il ne lui restera plus assez de temps pour profiter d'une façon efficace de sa liberté.

Est-ce à dire qu'il faille repousser toute réglementation hebdomadaire? Certes non, les avantages du re-

(1) *J. Off. Sénat*, 24 mars 1904, p. 362.

pos du samedi sont incontestables et grands, et dans bien des cas la garantie du repos du dimanche, mais il ne faut pas s'en exagérer les avantages. Dans la proposition du Sénat il faudrait payer trop cher les quelques heures de repos de l'après-midi du samedi.

NETTOYAGES. — La promesse des auteurs de la proposition de respecter le principe de la loi de 1900 n'a pas même été tenue jusqu'à la fin de l'élaboration du nouvel article 1^{er}. Un paragraphe additionnel § 4) décide en effet, « qu'en dehors des heures fixées au paragraphe 1^{er} pour le travail effectif, il pourra être procédé, après arrêt des moteurs, autres que ceux de l'éclairage, au nettoyage des métiers et machines productives sans que le temps réservé à ces opérations puisse dépasser deux heures par semaine, et sans que le total, nettoyages compris, puisse excéder onze heures » (1).

Au cours de la discussion, le Président de la Commission, sentant l'importance de ce paragraphe additionnel, essaya de justifier historiquement la dérogation des nettoyages. Selon lui, de 1851 à 1892, l'opération du nettoyage était faite en dehors des heures régulières du travail. C'était deux heures supplémentaires et même davantage mises à la disposition de l'industriel. La situation resta la même jusqu'en 1900, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où l'on réduisit la journée

(1) Voir Annexe, n° 1, p. 195.

de travail à son strict minimum. « C'est une anomalie, et pourtant si on veut prendre la peine de lire le texte de la loi de 1900 et d'en interpréter le sens, on arrive à cette conclusion, c'est que le législateur de 1900 a implicitement donné à la question la même solution que nous. Je le prouve par la lecture du texte même de la loi de 1900. Que dit-elle?

Art. 3 § 1^{er}. Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de douze heures par jour.

J'attire l'attention du Sénat sur cet adjectif si important » (1).

Le Sénat n'a voulu voir dans cette modification grave qu'une retouche sans importance, et pour justifier cette prolongation de deux heures de travail par semaine, il a séparé le nettoyage de la production.

« L'opération du nettoyage, écrivait M. Waddington, tout indispensable qu'elle soit ne rapporte rien à celui qui en supporte les frais. Que le patron accorde une indemnité, ou qu'elle soit à la charge de l'ouvrier peu importe » (2). Il ajoutait que jusqu'ici on avait considéré, mais à tort, comme travail effectif, tout le temps pendant lequel l'ouvrier est occupé.

Comment pourrait-il en être autrement? surtout si

(1) *J. Off. Sénat. Débats parlementaires*, séance du 18 mars 1904.

(2) *J. Off. Sénat. Rapport de M. Waddington*, 1904, n° 65.

L'on considère que les nettoyages, au moins dans l'industrie textile, sont plus fatigants que le travail ordinaire. D'ailleurs nous ne pensons pas que l'opération du nettoyage ne rapporte rien au patron. Nettoyer une machine, c'est la conserver et par suite éviter au patron l'obligation d'en acheter trop tôt une autre, c'est aussi diminuer les chances d'accident et surtout lui permettre son maximum de rendement.

Admettons un instant la distinction proposée entre travail effectif et nettoyages, et demandons-nous qu'est-ce qui permettra de les distinguer? L'arrêt des moteurs, autres que ceux de l'éclairage nous dit-on, mais c'est là un intérim qui n'est applicable que dans un petit nombre d'usines, notamment dans celles de l'industrie textile et de la métallurgie. Dans la grande majorité des ateliers, des chantiers, des manufactures, le contrôle des nettoyages est pratiquement impossible. Le « nettoyage » n'est qu'un prétexte, un manteau pour couvrir une augmentation de 2 heures de travail par semaine. Quels sont les travaux qui exigent d'une manière automatique soit 20 minutes de nettoyage par jour, soit deux heures par semaine. Dans la verrerie par exemple, où la durée de certaines opérations techniques dépasse trois mois comment serait-il possible de procéder à des nettoyages journaliers ou hebdomadaires? Dans bien des cas le nettoyage est lui-même une nécessité technique, il doit être fait au moment de la fabrication d'un nouvel objet. Dans d'autres, il exige des ouvriers spéciaux qui seuls sont capables

de démonter sans les abîmer des machines souvent fort compliquées. Enfin dans bon nombre d'ateliers, les nettoyages ne consistent qu'à ranger ce qui s'y trouve, c'est là le travail des hommes de peine, et quelquefois aussi des apprentis. Certains ont allégué la nécessité absolue qu'il y a pour le bon rendement d'une machine à ce qu'elle soit nettoyée par celui qui la conduit. Il est possible que dans les filatures, où la machine joue un rôle prépondérant, il y ait avantage à ce que chaque ouvrier nettoie sa machine et apprenne ainsi à la mieux connaître, mais il ne s'agit là que d'exceptions qui ne sauraient en rien justifier la disposition proposée.

En Angleterre, la distinction entre le travail productif et le nettoyage existe, mais seulement dans l'industrie textile, et l'on accorde aux industriels une demi-heure par semaine pour l'accomplissement de ces travaux accessoires.

D'ailleurs, à quoi bon introduire dans la loi une disposition relative aux nettoyages alors que de tout temps en France, des règlements ont accordé sous forme de dérogations un temps supplémentaire pour ce travail? Le décret du 28 mars 1902 accorde une augmentation d'une demi-heure par jour pour le « travail des ouvriers employés après arrêt de la production à l'entretien et au nettoyage des métiers ou autres machines productives, que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement ».

Le décret est plus large que le texte du Sénat puisqu'il permet de consacrer trois heures supplémentaires au nettoyage, mais il ne s'applique qu'à ceux des établissements dans lesquels il est impossible de procéder au nettoyage d'une machine sans interrompre du même coup le travail dans tout l'établissement. En outre, seuls les hommes adultes peuvent être employés à ce nettoyage. Il ne serait pas admissible, en effet, qu'une dérogation de 3 heures par semaine fut accordée en ce qui concerne le travail des enfants et des femmes, sans anéantir les effets de la loi qui les protège.

Pour faire accepter sa proposition, la Commission soutint devant le Sénat que le décret du 28 mars 1902 autorisait le patron à faire faire les nettoyages aux adultes après la journée de travail. Rien dans le texte n'autorisait une pareille interprétation et M. Waddington ajoute dans son rapport que le bénéfice de la faculté du nettoyage aurait été contesté par certains établissements textiles des Vosges, sous prétexte « que les conditions attachées à la prorogation ne seraient pas remplies ». Ainsi voila tous les industriels autorisés à employer leur personnel 62 heures par semaine, c'est-à-dire une moyenne de 10 heures 20 par jour ! Que nous sommes loin de la journée de 10 heures et de la promesse de ne pas toucher au principe de la loi de 1900 !

DÉROGATIONS. — Le projet du Sénat a fait encore

subir à la loi de 1900 d'autres transformations. L'article 7 de la loi de 1892 accorde à l'inspecteur divisionnaire le droit de lever temporairement, pour certaines industries désignées par un règlement d'administration publique, l'obligation du repos hebdomadaire, et les restrictions relatives à la journée de travail.

Le décret du 15 juillet 1893 complété par un certain nombre de décrets postérieurs, contient dans son article 5 le tableau de 48 industries admises au bénéfice de cette disposition exceptionnelle. Le Sénat a accepté de lui substituer le texte que voici : « Art. 7.. Les industries de plein air, et celles qui emploient des matières périssables, pourront prolonger la durée du travail journalier effectif dans le courant de l'année, sans que le total annuel de ces prolongations puisse dépasser 90 jours ; les industries soumises à l'influence des saisons de la mode ou de toute autre cause de marche irrégulière, pourront prolonger la durée du travail journalier effectif dans le courant de l'année sans que le total annuel de ces prolongations puisse dépasser 75 jours.

En aucun cas, la journée de travail effectif ne pourra dépasser douze heures.

Les industries désignées ci-dessus pourront également suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

Un règlement d'administration publique établira la nomenclature des industries particulières qui devront

être comprises dans les deux catégories générales dont il s'agit.

Dans tout établissement visé à l'article 1^{er} de la présente loi, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou d'une cause de force majeure dûment constatées, les heures perdues pourront être compensées ne portant à 12 heures la durée quotidienne du travail effectif, les jours ouvrables, pendant une période qui ne dépassera pas deux semaines. Au-delà de ce délai, la prolongation quotidienne du travail effectif ne pourra être continuée qu'après autorisation préalable de l'inspection du travail.

Le même règlement d'administration publique désignera, les industries visées au paragraphe premier, organisera le contrôle des dérogations prévues aux deux paragraphes ci-dessus et déterminera les conditions du préavis qui devra être adressé au service de l'Inspection, tant par les chefs d'industries admises au bénéfice du régime institué au paragraphe 1^{er} que par les chefs d'établissement qui voudront profiter de la faculté inscrite au paragraphe 5 » (1).

Ce texte transforme complètement, en l'élargissant, le régime des dérogations prévues par la loi de 1892 et le décret du 15 juillet 1893. Quelles industries en effet ne pourront prétendre être soumises à la mode ou à quelque autre cause de marche irrégulière? Grâ-

(1) Voir Annexe II, comparaison du texte proposé avec celui de la loi de 1900.

ce à ce texte, la grande majorité si non la totalité des industriels, pourraient imposer à leur personnel la journée de 12 heures pendant 90 ou 75 fois par an.

Que nous sommes loin de la loi de 1900 et de la journée de 10 heures ! « Pour 300 jours de travail par an, l'exception en matière de nettoyage représente 100 heures supplémentaires. Ajoutez-y 90 ou 75 fois 2 heures, c'est-à-dire 180 ou 150 heures supplémentaires nouvelles, 15 dimanches à 10 heures soit encore 150 heures nous arrivons au total 400 ou 430 heures ! Ce sera 400 heures ou même davantage que l'industriel pourra chaque année superposer à la journée normale de 10 heures, c'est-à-dire qu'au bout de l'année, la journée moyenne pourra dépasser, non seulement 10 heures et demie, mais même 11 heures » (1).

Ce chiffre quelque exorbitant qu'il soit, pourrait encore être dépassé, car, en vertu d'une autre disposition votée par le Sénat, le chômage résultant d'une interruption accidentelle, ou d'une cause de force majeure, pourra être compensée par l'autorisation de porter à 12 heures le travail effectif des jours ouvrables pendant une période qui ne dépassera pas deux semaines. Le vague de cette expression « cas de force majeure » permet d'envisager beaucoup de difficultés sinon des fraudes.

La Commission ne fut d'ailleurs pas unanime à ac-

(1) Revue populaire d'économie sociale. Année 1904, p. 131.
Raoul Jay.

cepter les dérogations votées par le Sénat. Un de ses membres, M. Waddington, quoique partisan d'une loi excessivement souple les combattit comme excessives. Voici en quels termes il critiquait au Sénat le 24 mars 1904 la prolongation de 150 heures que l'on proposait d'accorder à toute industrie à marche irrégulière : « Si l'on divise ce nombre par celui des semaines, on trouve à peu près 3 heures par semaine. Admettre cette prolongation semblerait annuler en fait l'effet du dernier échelon de la réduction des heures décidée en 1900. Je crois que le Sénat qui a voté la loi de 1900, n'accepterait pas ce qui pourrait être interprété comme un retour en arrière, et que la Chambre des députés, qui aura à examiner notre texte l'accepterait encore moins que nous ». Le Sénat ne suivit point ces sages conseils et accepta la proposition. Sous prétexte de rendre plus souple la loi de 1900 la proposition votée par le Sénat en diminuerait singulièrement la portée. Il est incontestable qu'elle est un recul, non seulement sur la loi de 1900, mais même sur celle de 92 qui ne permettait pas d'imposer, sans autorisation de l'inspecteur plus de 10 heures par jour aux enfants de 13 à 16 ans, plus de 60 heures par semaine aux adolescents de 16 à 18 ans. Il faut reconnaître que la solution de l'irritante question des dérogations n'est pas facile à trouver. Quelles seront les industries auxquelles il faudra accorder des dérogations, et quelle en sera la durée? Pour trancher la difficulté on a préconisé le moyen suivant : accorder une dérogation générale à tous les établissements industriels.

« Ne serait-il pas plus simple, dit M. Guilain, inspecteur à Paris, d'étendre à toutes les industries le bénéfice du décret, en accordant 60 ou 90 jours aux industries essentiellement de saison, et en limitant à 30 jours par exemple, la durée de la tolérance pour les autres ? » (1) Dans son rapport de 1903, la Commission supérieure du travail constate que « la plupart des inspecteurs divisionnaires sont d'avis, en raison de l'instabilité de plus en plus grande qu'affecte la production, qu'on obtiendrait plus de fixité de la part du personnel et par suite une amélioration au point de vue du chômage en accordant à toutes les industries la possibilité de prolonger temporairement, en cas de presse, la durée du travail de leur personnel ».

Ce système de dérogation générale résout la difficulté d'une façon élégante, mais elle a le grave tort de permettre à des industries qui n'en ont nul besoin, le bénéfice d'heures supplémentaires. Sans doute il faut à toute réglementation du travail une soupape de sûreté; certaines industries ont besoin pour prospérer, quelquefois même pour vivre de n'être point soumises au régime commun, mais les dérogations accordées par la loi de 1900 sont suffisantes pour les mettre à l'abri de tout danger.

(1) Rapports de l'inspection, 1902, p. LXXXVII.

(2) — — — 1903, p. LVII.

Projet relatif au contrôle de la durée du travail dans l'industrie

La proposition de loi que nous venons d'étudier serait un vrai recul sur la loi du 30 mars 1900. Le gouvernement s'en rendit parfaitement compte et ne l'accepta pas; bien au contraire, il déposa le 14 juin 1904 sur le bureau de la Chambre, un projet de loi relatif au contrôle de la durée de travail dans les établissements industriels, dans l'intention de permettre à la loi de 1900 d'être intégralement appliquée.

Le projet s'occupe de l'organisation du contrôle de la durée du travail, aussi bien dans les établissements soumis au régime de la loi de 1892, que dans ceux soumis à celle de 1848. Pour ce qui est des mines, minières et carrières, les moyens de contrôle seront déterminés par un règlement d'administration publique.

Dans l'exposé des motifs le Ministre du Commerce rappelle tout d'abord les prescriptions de l'article 11 de la loi du 2 novembre 1892, relatives à l'affichage, et l'interprétation qu'on en donna jusqu'en 1900. L'affichage des heures de travail et de repos avait toujours été considérée comme la garantie la plus sérieuse qui pût permettre au service, en s'assurant que le travail était effectué dans les limites de l'horaire, de vérifier que la durée légale n'était point dépassée. De sorte que si de jeunes ouvriers ou des femmes étaient rencontrés travaillant en dehors des heures portées au tableau, les inspecteurs avaient pu, sans

avoir à rechercher si la durée du travail légal avait été ou non dépassée, recherche presque impossible, dresser autant de contraventions que de personnes occupées en s'appuyant sur l'article 11, § 2 de la loi du 2 novembre 92 qui prescrit d'afficher « les heures auxquelles commencera et finira le travail ainsi que les heures et la durée des repos » (1).

Il étudie ensuite les deux arrêts qui sont venus modifier cette jurisprudence du service de l'inspection en déclarant, le premier (27 avril 1900), « que le fait d'employer des ouvriers après l'heure fixée pour la clôture du travail n'est point défendu par la loi, lorsque d'ailleurs il est certain que la durée du travail telle qu'elle est autorisée n'a pas été dépassée »; le second, (6 mai 1904) « que le fait de ne pas suivre exactement les heures de travail et de repos indiquées au tableau affiché à l'atelier, et au duplicata envoyé à l'inspecteur, n'est pas défendu et que dès lors il ne peut constituer une contravention ». Cette dernière interprétation enlève tout sens à l'article 11, § 2 de la loi de 1892, et rend tout contrôle impossible. Aussi M. le garde des sceaux, en transmettant au Ministre du Commerce cet arrêt de la Cour s'exprime-t-il en ces termes: « Le défaut de concordance entre les heures réelles de travail, et celles inscrites au tableau est d'autant plus regrettable, qu'il met, surtout s'il est

(1) Documents parlementaires. Ch. des dép. *J. Off.* 1904. Annexes n° 1761, p. 678.

connu et systématique, l'inspection du travail, dans l'impossibilité d'exercer sa surveillance; mais la Cour a pensé, contrairement aux conclusions du ministère public, que c'est une lacune de la loi du 2 novembre 92, et que ce défaut de concordance n'étant puni d'aucune peine, il n'était pas possible de suppléer en matière pénale à l'oubli ou au silence du législateur » (1).

Dans une deuxième partie, M. le Ministre s'occupe du contrôle de la durée du travail chez les adultes. Il constate que là, la situation est autrement grave, car en l'absence de toute obligation d'affichage d'horaires, comment s'assurer si la limite de 12 heures fixée par la loi de 1848 ou celle de 10 qu'à prescrit le législateur de 1900 n'ont point été dépassées?

On aurait pu croire que les adultes travaillant dans les mêmes locaux que les enfants et les femmes seraient soumis aux mêmes heures d'entrée, de repos, de sortie, et par conséquent à celles portées sur l'horaire. Un arrêt du 30 novembre 1901 vint décider autrement en affirmant que seule, la durée de travail leur était applicable. Depuis cet arrêt, ajoute M. Trouillot, les ouvriers travaillant dans des ateliers mixtes, sont soumis à cet égard au régime de la loi de 1848 qui ne présente aucun horaire.

Pour remédier à cette lacune légale, les inspecteurs ont essayé d'obtenir des moyens de preuve, soit de

(1) Exposé des motifs du projet de loi. *J. Off.* Chambre n° 1761, p. 678.

l'aveu du patron, soit du témoignage de l'ouvrier; mais ces palliatifs risquent de laisser les lois inappliquées, car le patron n'avoue rien, et la crainte de renvoi rend l'ouvrier muet. Avant d'exposer le mode de contrôle qu'il préconise, M. le Ministre ajoute: « Nous pensons avoir suffisamment démontré l'insuffisance de protection dont souffrent les travailleurs, femmes et enfants, l'absence réelle de contrôle en ce qui concerne les adultes. Est-il possible de laisser s'accréditer dans le monde ouvrier une idée qui commence à s'y faire jour: que les lois ouvrières seraient de pures manifestations destinées à laisser croire aux intéressés qu'ils sont l'objet de la sollicitude du législateur? L'impuissance constatée de la loi, si l'on n'y portait remède, serait de nature à enlever aux ouvriers toute croyance en la possibilité d'améliorer leur condition par les voies légales. Il importe donc que la sollicitude du Parlement se manifeste par l'établissement d'un contrôle et de sanctions efficaces » (1).

Le texte proposé par M. le Ministre se recommande de la haute autorité de la Commission supérieure du travail, qui dans son rapport pour l'année 1902, reconnaissait « qu'aucun contrôle effectif ne peut être actuellement institué pour la durée du travail de ces adultes, et que l'observation de la loi sur ce point est uniquement subordonnée au bonvouloir des industriels. « De plus, il est le résultat des délibérations de

(1) Projet de loi. Ch. des Dép. *J. Off.* Année 1904, p. 1761.

la Commission de codification des lois ouvrières; c'est-à-dire quelles nombreuses garanties il présente.

Ce texte n'impose aux chefs d'entreprises aucune obligation dont le principe ne soit déjà inscrit dans la loi, car l'obligation d'afficher et de communiquer l'horaire à l'inspecteur figure déjà dans la loi de 92. Le projet de M. Trouillot se borne à préciser le mode d'exécution de cette prescription dans le but de la rendre plus efficace. Il prévoit l'affichage et la communication à l'inspecteur, de 2 sortes d'horaires.

1° Un horaire général, anonyme, s'appliquant de plein droit à tous les ouvriers qui n'en sont pas exceptés nominativement.

2° Un ou plusieurs horaires spéciaux et nominatifs applicables aux ouvriers dont le travail ne peut être réglé par l'horaire général, ceci pour répondre au vœu de la Commission supérieure du Travail qui craignait qu'un horaire unique appliqué à l'ensemble d'un établissement industriel ne réponde pas à toutes les nécessités de la fabrication, et ne fit que gêner inutilement la production (1).

L'horaire général anonyme forme le droit commun de l'établissement, il porte les heures auxquelles com-

(1) Le fonctionnement de ces deux espèces d'horaires et les heureux effets qu'on est en droit d'en attendre, sont exposés d'une façon magistrale dans le rapport fait par M. Bourguin, à la Commission de codification des lois ouvrières. Code du travail et de la prévoyance sociale. Livre II, p. 28 et suiv.

mence et finit le travail, celles auxquelles il s'interrompt pour les repos. Il en résulte que ce temps de travail effectif ne doit pas dépasser le maximum établi par la loi : 10 heures s'il y a des enfants ou des femmes, 12 heures s'il n'y a que des hommes adultes. Mais la loi permet des dérogations, aussi l'article 2 du projet permet-il d'ajouter au maximum légal dans l'horaire, les heures supplémentaires autorisées. Comme ces dérogations sont toujours temporaires, l'industriel conserve son horaire général auquel il reviendra lorsque la durée de la dérogation sera terminée.

Si le travail principal est organisé par équipes successives, le travail d'une équipe sera visé par l'horaire, les autres feront l'objet d'affiches nominatives. L'industriel pourra même ne faire aucun horaire général, à condition de désigner nominativement dans les horaires particuliers tous les ouvriers qu'il emploie.

L'article 4 prescrit l'envoi à l'inspecteur d'un duplicata de l'horaire général, et des horaires particuliers s'il y a lieu. Mais il ne suffit pas de prescrire l'affichage et l'envoi des horaires pour assurer l'exécution de la loi, il faut en outre donner force probante aux affiches, et décider que tout travailleur, occupé dans des conditions telles que l'inspecteur ne peut contrôler par les horaires la durée de son travail, est considéré comme occupé en violation de la loi. C'est ce que décide l'Art. 5. Par suite l'inspecteur, au lieu de constater une contravention pour inexactitude de l'horaire, doit relever autant de contraventions qu'il ren-

contre de travailleurs occupés dans des conditions irrégulières.

Tel est dans ses grandes lignes l'exposé des motifs du projet déposé sur le bureau de la Chambre, le 14 juin 1904 et renvoyé à la commission du travail. Il nous apparaît comme le mode de contrôle le plus efficace et le plus propre à empêcher les régimes de travail multiples, relais et autres combinaisons imaginées dans le but de se soustraire par des pratiques illégales au contrôle de l'inspection. Quelque compliquée que puisse être l'organisation du travail dans un établissement, les horaires particuliers nominatifs, rapprochés de l'horaire général, permettront toujours à l'inspecteur de constater les infractions. En outre comme l'affichage de ces horaires et l'envoi d'un duplicata seront d'autant plus gênants pour l'industriel que l'organisation sera compliquée chez lui, il est probable que ces combinaisons multiples et savantes dont nous déplorons l'existence, iraient en diminuant de plus en plus et ne subsisteraient que dans les établissements où de sérieuses raisons d'ordre industriel les imposeraient.

RAPPORT CHAMBON. — Le projet que nous venons d'étudier fut renvoyé à la Commission du travail et un rapport fait au nom de cette Commission par M. Chambon fut présenté à la Chambre le 31 janvier 1906 (1).

(1) Rapport Chambon. Doc. par. N° 2950. *J. Off.*, p. 37, 31 janvier 1906.

Après avoir exposé les raisons qui ont motivé la juste intervention du Ministre du commerce, le rapporteur indique ce que les intéressés pensent de la solution du problème. Inutile de dire que les syndicats ouvriers sont favorables, en grande partie du moins, à la nouvelle réglementation. Les chambres de commerce au contraire, tout en protestant de leur plus grand respect de la loi, se sont élevées avec véhémence contre les moyens proposés pour en assurer l'exécution d'un contrôle pour l'horaire du travail, mais elles se refusent à faire de ce contrôle et de celui de la loi de 1892 un contrôle mécanique en quelque sorte. Pour elles ce serait créer un délit nouveau et porter atteinte au principe de la séparation des pouvoirs que de punir la non-concordance de l'horaire affiché et du travail réel ! A leur sens il suffirait de créer contre l'employeur trouvé dans ces conditions une présomption de faute qu'il pourrait conformément au droit commun combattre par la preuve contraire » (1). Accepter cette manière de voir c'était accorder par avance aux industriels la liberté la plus absolue car on ne peut pas compter sur la valeur de la preuve faite par un employé contre son employeur, la seule pourtant à laquelle on puisse avoir recours en pareil cas.

La Commission évita cet écueil, elle ne capitula pas ; mais tout en acceptant dans ses grandes lignes le projet, elle tint compte dans la rédaction de son texte définitif des doléances patronales.

(1) Rapport Chambon. Doc. par. N° 2950. *J. Off.*, p. 41.

Elle donna satisfaction aux chambres de Commerce en supprimant l'envoi au domicile de l'inspecteur des affiches nominatives pensant qu'il était suffisant d'en exiger l'apposition dans les locaux où sont employés les personnes non soumises à l'horaire général. De plus elle fit subir une sensible modification à l'article 5 du projet du gouvernement. Le texte primitif décidait que tous les ouvriers occupés soit en dehors des heures fixées par l'horaire général, soit de celles fixées par une affiche les concernant nominativement, seraient considérés comme occupés en violation des dispositions de la loi. Le texte nouveau excepte de l'article 5 les cas d'accident ou de force majeure.

Mais la Commission ne modifia pas seulement le texte d'une façon restrictive. Son attention ayant été attirée par ce fait que dans certaines industries telles que celles de travaux à l'aiguille ou celles qui emploient des moteurs sans bruit, le travail pouvait être impunément continué la nuit sans qu'un contrôle fut possible (1), elle propose d'accorder aux inspecteurs le droit de pénétrer la nuit dans les établissements qu'ils sont chargés de surveiller. C'est là une heureuse

(1) La jurisprudence de la Cour de Cassation refuse en effet aux inspecteurs du travail de pénétrer la nuit (c'est-à-dire à partir de 6 heures du soir, heure à laquelle commence la nuit légale du 1^{er} octobre au 31 mars) dans les établissements où le travail est organisé pendant le jour seulement (s'il n'y a pas de lumière ni de bruits de machine, ni allées et venues d'ouvriers). Cassation 12 juillet. (Dalloz 1903, p. 427).

innovation, car les conditions qui permettent de tourner la loi sont aisées et faciles surtout dans les ateliers de couture. On a souvent allégué contre cette mesure l'inviolabilité du domicile; c'est là un argument spécieux dont la Commission a eu grandement raison de ne pas tenir compte.

Enfin, pour ce qui concerne les pénalités, le texte de la commission a fait disparaître les peines correctionnelles présentées par la loi de 1848, et leur a substitué celles plus anodines de simple police de la loi de 1892 (1).

(1) Ce projet, que les chambres de commerce ont taxé de rigoureux, l'est cependant bien moins que la loi anglaise analogue du 17 août 1901 sur les fabriques et ateliers. Son article 32 est ainsi conçu: « Tout patron d'une fabrique ou d'un atelier peut fixer dans les limites de la présente loi, et s'il est soumis aux exceptions par ou en vertu de la loi, il est tenu de spécifier sur un tableau qu'il affichera dans la fabrique ou dans l'atelier.

(a) les heures d'entrée et de sortie;

(b) les heures de repos;

(c) le mode d'emploi des enfants, système des demi-journées ou système des alternances.

§ 2. — Dans une fabrique ou un atelier où un tel tableau doit être affiché les heures d'entrée et de sortie, les heures de repos et le mode d'emploi de tous les enfants dans la fabrique ou dans l'atelier doivent être les mêmes que ceux qui sont spécifiés sur le tableau.

§ 3. — Aucun changement, dans les heures d'entrée et de sortie, dans les temps de repos, ni le mode d'emploi des enfants ne

Le rapport fut repris le 6 juillet 1906 et renvoyé à la Commission du travail (1).

Projet relatif à la réglementation du travail

Quelques jours plus tard, le 10 juillet 1906 (2), le Ministre du commerce de l'industrie et du travail déposait sur le bureau de la Chambre un projet relatif à la réglementation du travail. Ce projet réduit au maximum de 10 heures sous réserve de dérogations limitées en nombre, la journée normale de tous les ouvriers adultes de l'industrie; il étend la réglementation du travail des enfants et des femmes aux petits métiers de l'alimentation qu'un avis du Conseil d'état, en 1894 avait considérés comme étant en-dehors de l'industrie proprement dite. De plus, il ébauche une limitation

peut être fait par le patron de la fabrique ou de l'atelier, sans que l'inspecteur en soit informé par écrit et les ouvriers par une affiche. Un tel changement ne peut être fait qu'une fois au plus par trimestre à moins d'une autorisation motivée et écrite de l'inspecteur.

§ 4. — L'inspecteur a le droit de prescrire par écrit au patron d'une fabrique ou d'un atelier, de régler les heures d'entrée de sortie et de repos sur une horloge publique ou sur une horloge dont le cadran est bien en vue du public. (Rapporté par M. Chambon. *J. Off. Doc. parl.*, année 1906, annexe n° 2950, p. 41.

(1) *J. Off.* du 6 juillet 1906. *Doc. parl.*, n° 220, p. 902.

(2) *J. Off.*, 10 juillet 1906. *Doc. parl.*, n° 236, p. 912.

au travail des magasins et bureaux en spécifiant la durée de travail minima d'un grand repos ininterrompu, accordé aux employés pour réparer leurs forces, enfin, il tend par des dispositions accessoires à rendre plus facile et plus efficace l'application des lois du 2 novembre 1892 et du 30 mars 1900.

Voyons brièvement l'exposé des motifs de cet important projet.

On voulait, en inscrivant dans la loi de 1900, la limitation à 10 heures du travail effectif journalier des adultes occupés avec des femmes et des enfants, introduire la journée de 10 heures pour les adultes dans la grande majorité des établissements. Ce résultat n'a pas été atteint, et si l'on veut aujourd'hui assurer à tous les ouvriers cette journée de 10 heures, il faut l'inscrire dans la loi pour tous les établissements industriels. D'ailleurs, cette réduction à 10 heures du travail des adultes n'aurait pas seulement l'avantage de limiter à un chiffre raisonnable le nombre d'heures de travail journalier, elle ferait disparaître la plupart des inconvénients de la loi de 1900. « Renvoi des enfants et des femmes ». L'industrie n'aurait pas à souffrir du régime proposé, car 10 heures de travail effectif en période d'activité normale, constituent encore une longue journée. Et pour appuyer son affirmation, l'auteur du projet ajoutait : « Certaines corporations ont déjà obtenu neuf heures en période normale sous réserve d'heures supplémentaires, et quelques rares privilégiés, la journée de huit heures. Nous souhaitons

que l'avenir, qu'un avenir prochain, permette de réaliser ces courtes journées. Mais notre pays entouré de concurrents redoutables ne peut être seul à réaliser de pareilles réformes. Elles ne peuvent résulter que d'ententes internationales. Pour de nombreux ouvriers la journée normale de 10 heures marquera un sérieux progrès, sans compromettre les intérêts de notre industrie nationale » (1).

Mais cette journée de 10 heures pour les adultes n'est que la durée normale, voici les dérogations qu'elle comporterait.

Tout d'abord une dérogation générale permettant la prolongation du travail effectif journalier à 12 heures par jour pendant 60 jours par an, à tous les établissements visés à l'article 1^{er}.

Les industries de plein air désignées par un règlement d'administration publique, auraient la faculté de prolonger à 12 heures le travail effectif journalier pendant 60 jours par an. Ce même règlement déterminerait également les exceptions qu'il y aurait lieu d'apporter aux dispositions de l'article 1^{er}, (qui détermine dans quels établissements le travail des ouvriers adultes ne peut dépasser 10 heures par jour) à raison de la nature de certains travaux préparatoires ou complémentaires dans le cas d'accident ou de force majeure.

(1) *J. Off. P.* 913, année 1906, doc. parl., annexe, n° 236.

Quant aux dérogations d'un ordre plus particulier intéressant certaines catégories de travaux, et qui sont actuellement réglées par le décret du 28 mars 1902, le soin d'en régler les conditions et de préciser leur mode de contrôle, est laissé à un règlement d'administration publique. C'est à ce même règlement qu'est laissé le soin de déterminer, quand il y aura lieu, de permettre un travail intense de plusieurs jours pour regagner la production et les salaires perdus par suite d'un chômage dont les causes auraient été accidentelles.

La deuxième section du projet contient des dispositions relatives aux établissements de commerce aux entreprises de transport, et au travail à domicile. Ici ce n'est pas la durée de travail qui est prescrite, mais celle du repos. Un repos ininterrompu de dix heures doit être accordé à toute personne occupée dans les magasins, boutiques, bureaux de commerce et de l'industrie, et leurs dépendances. Les industries de transport en commun, autres que les chemins de fer et la navigation maritime, sont mises en demeure d'avoir à fixer dans leurs cahiers des charges, la durée de travail du personnel. De plus, « les chefs d'établissement, directeurs, gérants ou préposés, des manufactures, fabriques, usines et ateliers qui emploient aux travaux de leur industrie, en dehors de leur établissement ou de ses dépendances directes des ouvriers ou ouvrières, sous-entrepreneurs ou sous-entrepreneuses, travaillant soit en atelier, soit à leur domicile, doivent

tenir à jour un registre indiquant les noms et domiciles de toutes les personnes directement occupées par eux, dans les conditions qui précèdent » (1).

Les sous-entrepreneurs sont eux aussi, tenus d'avoir un registre indiquant toutes les personnes qu'ils emploient, et qui, comme le précédent, doit être présenté à l'inspecteur à toute réquisition.

La troisième et dernière section a trait au travail des enfants et des femmes. L'article 9 fixe la nomenclature des établissements soumis à la loi. On y relève une seule modification de forme, d'ailleurs à la loi de 1892, et qui a pour but de prévenir un malentendu possible. Les entreprises de chargement et de déchargement qui sont des chantiers, ne sont point désignées d'une façon formelle dans la loi de 92, pas plus qu'elles ne le furent dans celle de 93, mais on les a ajoutées dans l'énumération de la loi du 11 juillet 1903 qui est venue la modifier, si on ne les mentionnait pas dans une loi qui viendrait compléter celle de 92, la jurisprudence pourrait en déduire que le législateur a entendu les soustraire à la loi.

Un paragraphe nouveau soumet aux dispositions de la loi. Les établissements dans lesquels se préparent les aliments destinés à la consommation publique immédiate, c'est-à-dire, ceux des boulangers pâtisseries,

(1) Article 6 du projet déposé à la Chambre, le 10 juillet 1906. *J. Off. Documents parl.* Séance du 10 juillet 1906. Annexe, n° 236, p. 912. Voir annexe III.

charcutiers, bouchers, qu'un avis du conseil d'Etat intervenu après le vote de la loi de 92 avait eu pour effet de faire exclure de la nomenclature des établissements assujettis.

Pour les repos, le projet reproduit tout d'abord la législation en viueur. (La journée de travail des enfants et des femmes doit être coupée par un ou plusieurs repos dont la durée ne peut être inférieure à une heure, et pendant lesquels le travail est interdit), mais il y ajoute deux dispositions nouvelles, la première ayant pour objet de prévenir le surmenage du personnel et prescrivant qu'il ne peut être employé à un travail de plus de 6 heures consécutives sans une interruption dont la durée sera au moins d'une demi-heure, la deuxième qui permet un travail ininterrompu de 7 heures par jour, quand la durée effective du travail journalier ne dépasse pas sept heures. Cette dernière disposition a été insérée pour faciliter l'application du repos entier du samedi.

Le projet renfermait aussi un paragraphe relatif aux veillées; il ne permettait pas de les prolonger après 10 heures du soir. Il a été avantageusement remplacé par un récent décret rendu par le ministre du travail supprimant les veillées.

Une dérogation de 15 jours par an avec un travail journalier de 12 heures peut être autorisé par l'inspecteur, en cas de chômage résultant d'un accident, à condition que le nombre des heures supplémentaires

ainsi effectuées ne dépasse pas la moitié des heures perdues par suite de ce chômage.

Tous les établissements ont la faculté de prolonger le travail effectif journalier des enfants de plus de 16 ans et des femmes pendant 60 jours par an jusqu'à 11 heures par jour et dans la limite des heures de travail. Pour les industries de plein air désignées par un règlement d'administration publique, cette faculté est portée à 90 jours.

Les dérogations sont nombreuses et l'on voit aisément l'abus qui pourrait en être fait, si le cumul était possible, c'est ce cumul qu'ont voulu éviter les auteurs du projet en spécifiant que « les industries admises aux dérogations visées au paragraphe 1^{er} du présent article et qui figureraient d'autre part au règlement prévu au paragraphe 4 de l'article 4 ne peuvent cumuler au-delà de 60 jours par an les dérogations qui résultent de ces deux dispositions » (1).

Le projet autorise le travail des enfants dans les mines désignées par un règlement d'administration publique de 4 heures du matin à minuit, à condition que par 24 heures le travail effectif ne dépasse pas huit heures et la présence dans la mine 10.

La modification apportée à la législation actuelle sur le travail des mines consiste dans la suppression des mots « En raison de leurs conditions naturelles » qui figuraient dans la loi de 1892. Ce texte a été sug-

(1) Voir le texte du projet. Article 7, § 4, Annexe n° 3, p. 39.

géré par un délibération du conseil général des mines en date du 3 juin 1904, à la suite de l'examen par cette assemblée du projet de code du travail actuellement soumis au parlement.

La Commission de codification des lois ouvrières proposait la suppression du travail des enfants par deux postes, entre quatre heures du matin et minuit parce que disait-elle cette dérogation est très rarement utilisée.

Le conseil général des mines s'efforça de démontrer que cette suppression ruinerait notre industrie houillère (1) et l'auteur du projet accepta ses conclusions.

Tel est dans ses grandes lignes, le projet de réglementation du travail que déposait le gouvernement, le 10 juillet 1906 afin disait-il de « donner satisfaction aux exigences d'une démocratie laborieuse dont les membres veulent avoir le loisir d'être des citoyens » (2);

Ce projet renvoyé à la Commission du travail fut l'objet d'un important rapport présenté à la Chambre par M. Justin Godart dans la séance du 21 mars 1907 (3).

La commission accepta les principes essentiels du

(1) Voir l'exposé des motifs du projet de loi. *J. Off.* du 10 juillet 1906. Doc. parl. Annexe n° 236, p. 917.

(2) Ibid.

(3) *J. Off.* 21 mars 1907. Doc. parl. Annexe n° 876, p. 2092.

projet du gouvernement, toutefois le texte qu'elle soumit à l'approbation du Parlement est assez différent du projet que nous venons d'exposer pour qu'il soit indispensable de l'étudier.

Comme le projet du gouvernement, le texte de la Commission propose la journée de travail de 10 heures pour l'adulte, l'enfant et la femme, dans les établissements industriels. Un délai de quatre ans y est également prévu pour l'entrée en vigueur complète de la loi, mais les paliers prescrits ne le sont pas de la même façon. Le projet du Gouvernement réduit la journée de tous les établissements industriels à 11 heures, au moment de la promulgation de la loi, à dix heures et demie deux ans plus tard, et deux ans après à 10 heures. Le texte de la commission distingue entre les ateliers soumis à la loi et ceux où le travail n'est pas réglementé. Dans les premiers, la durée du travail ne pourra excéder 11 heures au moment de la mise en vigueur de la loi, et 10 heures deux ans plus tard. Dans les seconds, la journée de travail ne pourra dépasser 12 heures au moment de la mise en vigueur de la loi, 11 deux ans plus tard, et 10 deux ans après.

Les dérogations relatives au travail des adultes sont les mêmes; toutefois, au lieu d'accorder la faculté de prolonger la journée à 12 heures 15 fois par an pour regagner le temps perdu par suite d'un accident, ainsi que le proposait le gouvernement, la Commission jugea préférable d'accorder 30 heures. Cette disposition subordonne mathématiquement l'emploi de cette

dérogação à la durée du chômage et évite qu'on puisse s'en servir complètement à la suite d'un accident insignifiant.

Le projet du Gouvernement prescrivait dans les établissements commerciaux, un repos ininterrompu de 10 heures par jour. La Commission du travail a fait subir à ce texte, des modifications considérables. Il interdit aux enfants et aux femmes d'être employés dans ces établissements à un travail effectif de plus de 10 heures par jour et de 9 heures du soir à 5 heures du matin. Quand aux hommes leur travail journalier devra être suivi d'un repos ininterrompu de 11 heures.

Dans le projet du gouvernement il était question du contrôle de la durée du travail. La Commission préférera à cette partie du projet le rapport Chambon déposé à la Chambre le 31 janvier 1906 (1) et repris le 6 juillet (2) de la même année.

Restent les sanctions. Que sont-elles devenues dans le texte de la Commission? Elle a réuni en les aggravant les pénalités prévues par la loi de 1892 notamment en ce qui concerne les sanctions aux obligations de l'affichage de l'horaire général et des horaires spéciaux. D'autre part elle a placé à côté de ces sanctions pécuniaires, certaines déchéances qui frapperont

(1) Rapport Chambon. *J. Off. doc. parl.* n° 2950, p. 39.

(2) — *J. Off. doc. parl.* n° 220, p. 902.

le récidiviste et le priveront de titres, qui en matière commerciale et industrielle, ont une valeur très appréciée. Durant cinq ans, il ne pourra être juge consulaire prud'homme, membre de la Chambre de commerce ou du conseil supérieur du travail. Il ne pourra recevoir aucune distinction honorifique.

Le texte de la Commission ne fut l'objet d'aucune discussion devant le parlement, mais l'année suivante, le 5 juin 1908, le même rapporteur M. Justin Godart présenta à nouveau à la Chambre au nom de la Commission du travail, la partie du texte relative au contrôle de la durée du travail (1).

Le 18 juin, l'ordre du jour de la Chambre, appelait une première délibération sur le projet de loi relatif à la réglementation du travail, (dispositions concernant le contrôle de la durée de travail dans les établissements industriels). L'urgence fut déclarée et on passa aussitôt à la discussion générale. Les adversaires du projet (1) lui reprochaient de transformer les inspecteurs en agents faisant uniquement leur service pour dresser les contraventions, d'en faire des employés de bureau surchargés de besogne et n'ayant plus assez de temps à consacrer à leurs tournées. « Le reproche principal qu'on peut adresser au projet de

(1) Ce texte était le résultat d'un projet de loi présenté à la Chambre par le Gouvernement, le 14 juin 1904. Étudié par la Commission, il fut l'objet d'un rapport de M. Chambon, rapport qui fut repris à la Chambre le 6 juillet 1906 et renvoyé à la Commission du travail.

la commission, c'est de surcharger d'une besogne paperassière, les inspecteurs du travail et d'imposer également des obligations paperassières à l'industriel. Il en résulte que petit à petit, les inspecteurs du travail n'ont plus le temps de faire ce qui est précisément leur raison d'être, c'est-à-dire de voir, d'étudier, de comparer, et une fois qu'ils auront formé leur propre expérience de conseiller celui qui emploie des ouvriers et les ouvriers eux-mêmes. » (1).

M. Millerand répliqua que la commission n'avait pas eu le moins du monde, l'intention de faire de l'inspecteur un agent exclusivement chargé de relever et de poursuivre des contraventions, qu'elle désirait le voir rester le collaborateur du patron; mais qu'il fallait avant tout veiller à ce que les lois existantes fussent appliquées, « c'est parce que l'application des lois a rencontré dans une jurisprudence nouvelle, un obstacle infranchissable que le gouvernement a été amené dès 1904 à présenter au Parlement le projet qui vous est aujourd'hui soumis ». (2). Ne pas contraindre l'industriel à l'affichage de l'horaire, c'est la laisser libre de ne pas appliquer la loi. « Si vous ne voulez pas de ce projet de loi, messieurs, si vous ne voulez pas que l'industriel soit obligé d'afficher l'horaire exact et de conformer à cet horaire le travail

(1) *J. Off.* Débats parlementaires du 18 juillet 1908, p. 1236.

(2) *Ibid.*

de ses ouvriers, si vous repoussez ce moyen de contrôle, comment, s'il vous plaît, pourrez-vous faire respecter la loi sur la réglementation de la durée du travail? » (1).

D'après l'article 4, le fait d'employer un travailleur dans un établissement sans qu'il soit porté sur une affiche nominative, peut constituer une contravention. M. Thierry fit remarquer que le personnel des usines était assez mobile, il pourrait se faire qu'un ouvrier quittât l'usine et fut remplacé le lendemain par un autre. Faudra-t-il que le patron suspende et retarde le service de celui qui le remplace, jusqu'à ce que l'inspecteur soit prévenu? Il lui fut répondu qu'il suffirait à l'industriel d'avoir « envoyé » son horaire pour être en règle avec la loi. En aucun cas la rectification de l'horaire ne comporte d'interruption de travail.

Après une intervention de M. Paul Beauregard, qui s'efforça de montrer le danger que la réglementation en général, et le projet en discussion s'il était voté, feraient courir à l'industrie française, M. Paul Constans demanda au ministre, si les patrons ne pourraient point se prévaloir de la loi nouvelle pour augmenter dans certains cas le nombre d'heures de travail. Dans certaines professions les syndicats ont obtenu des conditions de travail meilleures que celles accordées par la loi. La Chambre syndicale des ouvriers

(1) *J. Off.* Débats parlementaires du 18 juillet 1908, p. 1236.

plombiers, zingueurs de Paris, a obtenu que pendant 3 mois de l'année la journée soit fixée à neuf heures, et à huit heures pour les trois autres mois, les patrons ne vont-ils pas profiter de ce fait qu'ils seront contraints à ce que la durée de travail de leurs ouvriers soit conforme à l'horaire, pour augmenter ce travail? Le ministre répondit qu'il ne saurait être question de contravention en cette matière. « Il n'y a contravention que lorsque l'on dépasse les mentions de l'horaire et non pas lorsque l'on travaille pour ainsi dire dans l'intérieur de l'horaire, et lorsque la durée légale est inférieure à celle qui est marquée par cet horaire ». (1).

C'est sur cette réponse du ministre que fut close la discussion générale. Immédiatement après, la Chambre passa au vote des articles.

L'article 1^{er} est ainsi conçu: « Dans les établissements industriels soumis à la réglementation de la durée de travail par le décret-loi du 9 septembre 1848 et la loi du 2 novembre 1892, modifiés l'un et l'autre par la loi du 30 mars 1900, les chefs d'entreprise, directeurs, gérants, préposés, doivent afficher un horaire général fixant d'une manière uniforme les heures extrêmes auxquelles commence et finit le travail, ainsi que les heures et la durée du repos » (1).

M. Chambon proposa à cet article un amendement ainsi conçu: « Dans les établissements soumis à la

(1) *J. Off.* Débats parlementaires du 18 juillet 1908, p. 1241.

règlementation de la durée du travail, les chefs d'entreprise, directeurs gérants ou préposés, etc., », c'est-à-dire qu'il demanda la suppression du mot « industriels » et des mots « par le décret-loi du 9 septembre 1848 et la loi du 2 novembre 1892, modifiés l'un et l'autre par la loi du 30 mars 1900 ». Il demandait la suppression du mot « industriels », pour éviter les discussions qui pourraient naître plus tard, lorsqu'il s'agirait de savoir si tel établissement est ou non industriel, et du reste, afin que lorsqu'on aurait voté plus tard le projet entier, le contrôle de la durée de travail put s'exercer aussi bien sur les établissements commerciaux qu'industriels. M. Chambon renonça à la deuxième partie de son amendement et se rallia à la proposition de la Commission qui avait accepté la suppression du mot « industriels ».

Sur une observation de M. P. Beauregard, la commission, d'accord avec le gouvernement, proposa d'ajouter au paragraphe unique de l'article 1^{er}, un second paragraphe ainsi conçu : « Dans le cas où des ateliers de la même entreprise sont régis les uns par le décret, loi du 9 septembre 1848, les autres par la loi du 30 mars 1900, les chefs d'entreprise ont le droit d'afficher 2 horaires généraux respectivement applicables aux deux catégories de locaux ». Cette adjonction était indispensable par le fait seul qu'il n'y avait pas unification des heures de travail dans tous les ateliers pour tout le personnel.

L'article 2 fut adopté après une légère modification.

Le vote des articles 3, 4 et 5 ne souleva pas de difficultés.

L'article 6 était ainsi conçu : « Constitue une contravention, l'emploi de tout travailleur en dehors des heures fixées par l'horaire général ou par l'horaire spécial le concernant.

« Constitue également, une contravention, l'emploi en l'absence d'horaire général de tout travailleur occupé dans l'établissement sans être porté sur une affiche nominative.

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables au cas d'accident survenu dans la journée, même au personnel ou aux installations et exigeant des mesures immédiates » (1).

M. Paul Beauregard et Prache avaient déposé un amendement tendant à ajouter au premier paragraphe, les dispositions suivantes : « A moins que le chef d'entreprise ne prouve que la durée légale du travail n'a pas été dépassée » (2).

M. Beauregard avait déposé cet amendement, parce que, selon lui, il est inadmissible que l'inobservation de l'horaire fasse présumer sans preuve possible du contraire, une violation de la loi sur la durée du travail.

(1) *J. Off.* Séance du 25 juin 1908. Débats parlementaires, p. 1347.

(2) *Ibid.*

Ni la commission, ni le gouvernement, n'acceptèrent l'amendement proposé, et M. le ministre, après avoir montré l'impossibilité de fait d'avoir recours au témoignage des ouvriers contre leurs patrons, emporta le vote de la Chambre.

Le second paragraphe fut voté sans discussion. A propos du troisième, deux amendements identiques furent déposés par M. Chambon et Lebrun, tendant à ajouter les mots : « sauf le cas de force majeure ». Le Gouvernement ne voulut pas tout d'abord accepter l'adjonction, parce qu'il trouvait l'expression trop vague et pleine de périls, cependant, après un échange de vues, le principe de l'amendement proposé fut accepté. « Ce que redoutaient le gouvernement et la Commission, c'est que sous les mots de « force majeure », qui est une expression très-vieille comme le rappelait M. Charles Benoist, mais qui, il est permis de le dire, a été livrée à des interprétations très-contradictoires devant les tribunaux, ce que dis-je, nous redoutions, c'est que sous ces mots « cas de force majeure » ne se cache la commande pressée, qui arrive la veille, que recueille l'industriel, qui le lendemain fait travailler au-delà de la durée légale, sous prétexte qu'il est obligé d'y satisfaire » (1).

Le rapporteur proposa le texte suivant : « Les dispositions du présent article ne sont pas applicables

(1) *J. Off. Débats parlementaires*, 25 juin 1908, p. 1354.

au cas d'accident ou de force majeure ». Il fut voté avec l'ensemble de l'article 6.

L'article 7, était ainsi conçu : « Les prescriptions relatives aux horaires ne sont pas obligatoires pour les mines minères et carrières. Un règlement d'administration publique détermine les moyens de contrôle qui y sont organisés.

« Elles ne sont pas applicables non plus, aux travaux exécutés par postes ou équipes successives dans les usines à feu continu ou à marche nécessairement continue, ni aux travaux qui ne peuvent être interrompus à heure fixe. La nomenclature de ces établissements et travaux est donnée par un règlement d'administration publique qui prescrit les moyens de contrôle » (1).

Un amendement fut déposé consistant à introduire le mot « commencés »..... ne peuvent être ou commencés ou interrompus à heure fixe. La Commission accepta le nouveau texte qui fut voté sans discussion.

L'article 8 relatif aux pénalités fut l'objet de nombreuses critiques de la part de l'école libérale notamment de M. de Castelnau et Paul Beauregard. Ils proposaient que le patron qui aurait violé la loi, fut puni de la pénalité prévue par l'article 471 du code pénal, c. a. d. d'une amende de 1 à 5 francs. Mais ce même article punit de un à 3 jours de prison le cas

(1) *J. Off. Ch. Débats parl.* 25 juin 1908, p. 1355.

de récidive, aussi, M. de Castelnau et Paul Beauregard proposaient-ils dans ce cas une amende de 15 à 100 fr. Le Ministre du travail n'accepta pas l'amendement. « Voilà disait-il une couturière qui fait travailler trois ou quatre enfants en dehors de l'heure, elle a tort, elle est condamnée. A quoi d'après l'honorable M. Beauregard si elle est en état de récidive? A une pénalité unique et si le juge est rigoureux il ira jusqu'au bout du texte, il appliquera 100 francs d'amende!

« Dans la même audience un grand industriel comparait, il a fait travailler 500 ouvriers, 500 enfants en dehors de l'heure; le juge ne voulant pas faire de distinction sociale et personnelle entre deux prévenus ira également jusqu'au bout de son droit et condamnera le grand industriel à 100 fr. d'amende! » (1)

L'amendement fut repoussé, mais par contre on accepta celui de M. Reinach visant la suppression des mots: « Lorsque le chef d'entreprise aura prouvé que la durée légale du travail n'a pas été dépassée », fut accepté, et l'ensemble du projet de loi voté à une forte majorité.

Le projet ainsi adopté par la Chambre fut déposé sur le bureau du Sénat par M. Cruppi Ministre du commerce dans la séance du 7 juillet 1908, et renvoyé aux bureaux.

(1) *J. Off.* Débats parlementaires, 25 juin 1908. Chambre, p. 1359.

Quelques jours après, le 2 juillet, les dispositions du projet Godart, autres que celles concernant le contrôle de la durée du travail vinrent en discussion devant la Chambre, qui, après avoir déclaré l'urgence et entamé la discussion l'ajourna.

Nous avons examiné les diverses modifications que le projet du Sénat apporterait à la loi de 1900. Elle ferait reculer sensiblement la législation ouvrière. La Haute Assemblée se rendit compte de ce recul, mais la crainte de voir la concurrence étrangère ruiner l'industrie française le lui fit accepter. L'expérience a montré combien cette crainte était vaine. D'ailleurs presque tous les pays sont entrés dans la même voie, et ont limité assez restrictivement la journée de travail. Un de ceux dont nous avons le plus à redouter la concurrence, l'Allemagne, vient de réduire à 10 heures le travail des enfants et des femmes.

Il n'y a donc pas lieu de revenir sur la loi de 1900, si ce n'est pour en demander l'application intégrale. A cet égard une réforme s'impose : le contrôle de la durée du travail. Il serait désirable que le projet du Gouvernement voté par la Chambre en juillet 1908 trouvât bientôt une majorité devant le Sénat.

Mais alors même que ce progrès nouveau serait accompli, nous ne devons pas oublier que, pour l'enfant la journée de 10 heures est encore excessive. Le régime qui conviendrait le mieux à ses forces est le sys-

tème du demi-temps. Il favoriserait son développement intellectuel sans compromettre son état physique.

Cette même journée semble être pour l'ouvrière le maximum d'effort qu'on puisse raisonnablement lui demander. Serait-ce trop exiger que réclamer pour elle le repos de l'après-midi du samedi, afin qu'elle pût réellement jouir de son dimanche?

Quant à la situation faite aux adultes par la loi de 1900 elle est satisfaisante. Dix heures de travail, c'est la possibilité pour le patron de voir prospérer son industrie, et c'est aussi un repos suffisant assuré à l'ouvrier adulte. Mais il faudrait pour cela que la loi de 1900 fut appliquée. Il ne nous resterait plus alors qu'à demander la même réduction pour tous ceux qui sont encore soumis à la loi de 1848 ou qui ne sont soumis à aucun régime.

L'unification à 10 heures, pour tous, de la journée de travail, faisant disparaître les causes de jalousie, déjouant les fraudes, diminuant les chômages en régularisant la production serait un grand bienfait. Espérons que le si intéressant projet Godart sera bientôt le point de départ d'une loi, la réalisant.

ANNEXE N° 1.

Proposition de loi adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 3, 4, 7 et 11 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, dans les établissements industriels, et l'article 1^{er} du décret-loi du 9 septembre 1848, relatif aux heures de travail dans les manufactures et usines.

COMPARAISON DES TEXTES

Textes anciens dont la modification est proposée.

Loi du 30 mars 1900

Art. 3, § 1^{er}. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

§ 2. — Au bout de 2 ans à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à 10 h. et

Texte proposé

Article premier

Art. 3, § 1 et 2. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans, et les hommes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de 10 heures par jour ou de soixante heures par semaine. Dans le cas de l'adoption du régime hebdomadaire, la totalité des soixante heures peut être répartie sur les jours ouvrables de la semaine, dans la limite maximum de onze heures par jour.

demi, et au bout d'une nouvelle période de 2 années, à 10 heures.

Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, et les mines, minières et carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

Si le travail effectif est prolongé pour le personnel au-delà de 10 heures, les enfants âgés de moins de 15 ans jouiront de repos supplémentaires, de manière à ce que leur travail effectif ne soit jamais supérieur à dix heures.

Le régime hebdomadaire devra être notifié à l'inspection huit jours avant son application et ne pourra être mis en vigueur que pour une période d'au moins un mois. La durée prévue du travail journalier devra être la même pour le personnel de l'établissement, femmes et enfants âgés d'au moins quinze ans. La date de la demie-journée sera obligatoirement la veille du jour du repos hebdomadaire.

La journée de travail doit être coupée par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne peut être inférieure à une heure pendant lesquels le travail est interdit. Ces repos devront être fixés de façon que le personnel protégé ne puisse être employé à un travail effectif de plus de 6 heures consécutives, sans une interruption dont la durée sera au moins d'une demi-heure.

§ 6. Additionnel. — En dehors des heures fixées au paragraphe premier pour le travail effectif, il pourra être procédé, après arrêt des moteurs autres que ceux de l'éclairage, au nettoyage des métiers et machines productrices, sans une interruption dont

la durée sera au moins d'une demi-heure.

Art. 4, § 1. — Les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes, ne peuvent être employées à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

§ 2. — Tout travail entre 9 heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit, toutefois le travail sera autorisé de quatre heures du matin à 10 heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun.

§ 3. — Le travail de chaque équipe sera coupé par un repos d'une heure au moins.

§ 4. — Il sera accordé pour les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, et dans les conditions qui seront précisées dans le dit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à onze heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours.

En aucun cas, la journée de travail effectif ne pourra être prolongée au-delà de douze heures.

Art. 4. §. — Conforme.

§ 2. — Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit; toutefois, pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières, le travail sera autorisé de quatre heures du matin à dix heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun.

§ 3. — Conforme.

§ 4. — Il sera accordé pour les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions qui seront précisées dans le dit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à dix heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours.

En aucun cas, la journée de travail effectif ne pourra être prolongée au-delà de douze heures.

§ 5. — Il sera accordé à certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse en aucun cas dépasser sept heures par 24 heures.

§. — Le même règlement pourra autoriser pour certaines industries une dérogation temporaire aux dispositions précitées.

§ 7. — En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle de force majeure, l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé.

§. — A l'expiration du délai de 2 ans, à partir de la présente loi, les dispositions exceptionnelles concernant le travail de nuit, prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article, cesseront d'être en vigueur sauf pour les travaux souterrains des mines minières et carrières

Article 7. — L'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail, peuvent être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire pour les travailleurs visés à l'article 5 pour certaines industries à désigner par le susdit règle-

§ 5. — Conforme.

§ 6. — Conforme.

§ 7. — Conforme.

§ 8. — Abrogé.

Article 7. — Les industries de plein air, et celles qui emploient des matières périssables pourront prolonger la durée du travail journalier effectif dans le courant de l'année, sans que le total annuel de ces prolongations puisse dépasser 90 jours; les industries sou-

ment d'administration publique.

prises à l'influence des saisons, de la mode ou de toute autre cause de marche irrégulière pourront prolonger la durée du travail journalier effectif dans le courant de l'année, sans que le total annuel de ces prolongations puisse dépasser 75 jours.

En aucun cas, la journée de travail effectif ne pourra dépasser douze heures.

Les industries désignées ci-dessus pourront également suspendre le repos hebdomadaire 15 fois par an.

Un règlement d'administration publique établira la nomenclature des industries particulières qui devront être comprises dans les deux catégories générales dont il s'agit.

Dans tout établissement visé à l'article 1^{er} de la présente loi, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou d'une cause de force majeure dûment constatée, les heures perdues pourront être compensées en portant à 12 heures la durée quotidienne du travail effectif des jours ouvrables pendant une période qui ne dépassera pas deux semaines. Au-delà de ce délai, la prolongation quotidienne du travail ne pourra être continuée qu'après autorisation préalable de l'inspection du travail.

Le même règlement d'administration publique désignera les industries visées au paragraphe premier, organisera le

contrôle des dérogations prévues aux deux paragraphes ci-dessus, et déterminera les conditions du préavis qui devra être adressé au service de l'Inspection, tant par les chefs d'industries admises au bénéfice du régime institué au paragraphe 1^{er}, que par les chefs d'établissement qui voudront profiter de la faculté inscrite au paragraphe 5.

Art. 11. § 3. — Dans les établissements visés par la présente loi, autres que les usines à feu continu et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail par relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4 sera interdit pour les personnes protégées par les articles précédents, dans un délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi.

A. 11., § 3. — Dans les établissements visés par la présente loi, autres que les usines à feu continu et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail par relais sera interdite pour les personnes protégées par les articles précédents; la durée du travail journalier sera la même pour tout le personnel.

Décret loi du 9 septembre 1848.

Art. 1, § 2. — Toutefois, dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

§ 3. — Dans le cas du paragraphe précédent, au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la

Article 2

Art. 1^{er}, § 2 et 3. — Toutefois, dans les établissements énumérés à l'art. 1 de la loi du 2 novembre 1892, qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, ces ouvriers ne pourront être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour ou de soixante heures par semaine. Dans le cas de l'adoption du régime hebdomadaire,

journée sera réduite à 10 heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures.

la totalité des 60 heures peut être répartie sur les jours ouvrables de la semaine dans la limite maximum de onze heures par jour.

« Les facultés de prolongation de la durée du travail effectif, accordées pour les enfants, les femmes et les filles mineures en vertu de la loi du 2 novembre 1892, modifiée par la présente loi, s'appliquent de plein droit aux ouvriers adultes employés dans les mêmes locaux ».

ANNEXE N° 2

Projet de loi relatif à la réglementation du travail. Texte adopté par la commission du travail et présenté en son nom par M. Justin Godart, député. J. Offi. Chambre. Doc. parl., n° 876, p. 212. Séance du 21 mars 1907.

Section 1 *Dispositions générales.*

Article 1^{er}. — Dans les établissements industriels la journée de l'enfant, de la femme et de l'homme ne peut excéder dix heures de travail effectif, dans les conditions et sous les réserves formulées par la présente loi.

Article 2. — Dans la présente loi on entend par : enfant, tout employé ou ouvrier de l'un ou l'autre sexe de moins de dix-huit ans ;

Femme, toute personne du sexe féminin âgée de plus de dix-huit ans.

Homme, tout employé âgé de plus de dix-huit ans. Etablissements industriels, les manufactures fabriques usines ateliers et chantiers, les mines minières et carrières pour lesquelles la durée de travail n'est pas réglée par des lois spéciales, les entreprises de chargement et de déchargement ainsi que les dépendances de tous ces établissements de quelque nature qu'ils

soient, publics ou privés, laïques ou religieux même lorsqu'ils ont un caractère d'enseignement ou de bienfaisance.

Etablissements commerciaux, les magasins, boutiques bureaux du commerce et de l'industrie, les entreprises de transport en commun, autres que les chemins de fer et la navigation maritime, pour lesquels le travail n'est pas réglé par des lois et des règlements spéciaux, les laboratoires cuisines caves chais et leurs dépendances de quelque nature, soient publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsqu'ils ont un caractère d'enseignement ou de bienfaisance;

Ateliers de famille, les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Equipe, tout poste d'ouvriers qui, travaillant ensemble cède la place à un autre poste d'ouvriers qui le remplace;

Relai, le mode de travail par ouvriers supplémentaires qui remplacent, pendant un certain temps la série des travailleurs réguliers.

Article 3. — Dans les mines, minières et carrières, la durée du travail est calculée depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendant jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant. Pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, cette durée est calculée depuis l'arrivée au fond de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point.

Article 4. — Les ateliers de famille ne sont pas soumis aux obligations de la présente loi, à moins que le travail y soit fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques, ou si l'industrie exercée est au nombre de celles comprises dans le classement des établissements dangereux, incommodes et insalubres.

Article 5. — La journée de travail doit être coupée par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne peut être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail est interdit.

Ces repos doivent être fixés de façon que le personnel ne puisse être employé à un travail de plus de six heures consécutives sans une interruption dont la durée est au moins d'une demi-heure.

Toutefois lorsque le travail est fait par équipes de huit heures, le paragraphe 1^{er} n'est pas applicable.

Article 6. — Dans chaque établissement sauf les usines à feu continu, les mines minières et carrières, les travaux dont la continuité est techniquement nécessaire, désignés par un règlement d'administration publique, les repos doivent avoir lieu aux mêmes heures.

Article 7. — Les obligations imposées par la présente loi sont prescrites sans préjudice de celles plus strictes sans préjudice de celles plus strictes qui résultent ou pourraient résulter de législations spéciales.

Section II. *Travail des enfants et des femmes.*

Article 8. — Les enfants et les femmes ne peuvent être employés dans les établissements industriels, dans plus de 10 heures par jour.

Article 9. — Ils ne peuvent être employés à aucun travail de nuit, c'est-à-dire entre neuf heures du soir et cinq heures du matin.

Article 10. — Ils ne peuvent être employés dans les établissements industriels et commerciaux les jours de fête reconnus par la loi, même pour simple rangement. Cette interdiction peut être levée par l'inspecteur divisionnaire en cas de nécessité constatée.

Article 11. — Dans les établissements visés par la présente loi, autres que les usines à feu continu, les mines, minières et carrières, et les établissements industriels et commerciaux désignés par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail par relais est interdite pour les enfants et les femmes.

Article 12. — En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe doit être continu, sauf l'interruption pour le repos.

Section III. *Travail des adultes.*

Article 13. — Dans les établissements industriels,

la durée maxima de la journée de travail sera réduite à dix heures de la façon suivante :

1° Dans les établissements qui n'étaient antérieurement soumis à aucune limitation légale de la journée de travail à dater de la mise en vigueur de la présente loi, la durée de travail effectif des ouvriers adultes ne pourra excéder 11 heures. Elle sera réduite à 10 heures dans un délai de deux ans.

Article 14. — Dans les établissements commerciaux le travail journalier de toute personne employée doit être suivi d'un repos ininterrompu dont la durée ne peut être inférieure à onze heures.

Article 15. — Toutefois, dans les entreprises de transports en commun, la durée maxima de la journée effective de travail est fixée d'après les règles édictées à l'article 13.

Les cahiers des charges doivent obligatoirement déterminer dans ces limites la durée moyenne du travail personnel. Ils sont soumis à l'approbation du ministre du travail.

Section IV. *Déroptions.*

Article 16. — Dans tout établissement industriel le travail effectif journalier des enfants de l'un et de l'autre sexe de plus de 16 ans peut être prolongé jusqu'à onze heures par jour pendant 60 jours par an sans dépasser 10 heures du soir. Cette faculté peut être

portée à quatre-vingt-dix jours par an pour les industries de plein air

Article 17. — Dans les établissements industriels le travail effectif des adultes peut être prolongé jusqu'à douze heures par jour pendant 60 jours par an. Cette faculté est portée à quatre-vingt-dix jours par an pour les industries de plein air.

Article 18. — Dans les usines à feu continu et dans les établissements industriels désignés par un règlement d'administration publique, les femmes majeures et les enfants du sexe masculin peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables. Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont déterminés par un règlement d'administration publique.

Article 19. — En cas de travaux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminent, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'exploitation, le travail peut être prolongé pour tout le personnel de l'exploitation et le personnel venu du dehors qui s'y emploient, sous condition d'en aviser, conformément au règlement ci-dessous prévu, l'inspecteur du travail.

Un règlement d'administration publique détermine les conditions et les formes dans lesquelles l'inspection du travail doit être avisée des dérogations utilisées en

application du présent article, ainsi que les moyens de contrôle propres à en assurer strictement l'application.

Article 20. — En cas de chômage résultant d'un accident survenu au matériel de l'établissement ou d'un arrêt de moteur dû à une cause naturelle, le travail du personnel peut être temporairement porté à 12 heures, sans autorisation de l'inspecteur divisionnaire, dans la limite de trente heures par an, sans que le nombre des heures supplémentaires ainsi effectuées, puisse dépasser la moitié des heures perdues par suite de ce chômage.

Section V. *Contrôle.*

Article 21. — Dans les établissements industriels et commerciaux, les chefs d'entreprise, directeurs gérants ou préposés doivent afficher un horaire général fixant, d'une manière uniforme, les heures extrêmes auxquelles commence et finit le travail, ainsi que les heures et la durée du repos.

Article 22. — Pour toutes les personnes dont les travaux ne sont pas soumis à l'horaire général, une ou plusieurs affiches spéciales doivent indiquer pour chacune d'elles avec ses heures, de travail et de repos

(1) Cette section a été reprise et votée par la Chambre. Voir notre annexe, n° 3.

ses noms, âge, sexe, le service auquel elle est employée et le lieu où elle travaille.

Article 23. — Un duplicata de l'horaire général et des horaires spéciaux doit être envoyé à l'inspecteur du travail de la circonscription avant leur mise en service, sauf dans les cas visés par l'article.

Article 24. — Tout travailleur occupé en dehors des heures fixées par l'horaire général ou par l'horaire spécial le concernant nominativement, est considéré comme employé en violation des dispositions de la présente loi, sauf dans les cas visés par l'article.

Il en est de même à défaut d'horaire général pour tout travailleur employé dans l'établissement sans être porté sur une affiche nominative.

Article 25. — Ces prescriptions ne sont pas applicables aux mines minières et carrières. Un règlement d'administration publique détermine les moyens de contrôle qui y sont organisés.

Article 26. — Les chefs d'établissements, directeurs, gérants ou préposés, visés par la présente loi, doivent tenir un registre à jour indiquant les noms et domiciles des ouvriers, ouvrières, sous-entrepreneurs, sous-entrepreneuses travaillant soit en atelier, soit à leur domicile, en-dehors de l'établissement ou de ses dépendances directes.

Ce registre doit être présenté à l'inspecteur du travail à toute réquisition.

Les sous-entrepreneurs et sous-entrepreneuses sont soumis aux obligations déterminées par le présent article.

Article 27. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution des dispositions de la présente loi, dans les conditions prévues par la loi du 2 novembre 1892.

Article 28. — Tout inspecteur du travail saisi d'une plainte régulière, signalant l'emploi entre neuf heures et onze heures du soir d'enfants ou de femmes, a le droit de s'assurer si une infraction est commise.

Section VI. *Pénalités.*

Article 29. — En cas d'infraction à la présente loi et aux règlements relatifs à son exécution, les contrevenants sont poursuivis devant les tribunaux de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

L'amende est appliquée autant de fois qu'il y a de personnes employées dans les conditions contraires à la présente loi ou de contraventions distinctes constatées par le procès-verbal.

En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 fr. Il est en outre déchu pour cinq ans du droit d'éligibilité au conseil des prud'hommes; au tribunal de commerce, à la chambre de commerce et au conseil supérieur du travail. Il ne peut, durant le

même laps de temps, recevoir aucune distinction honorifique.

Article 30. — Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque met obstacle à l'accomplissement du devoir d'un inspecteur, notamment lorsqu'il est présenté un registre ou un horaire faux.

Toute récidive en matière d'infraction aux dispositions des articles 21 et 22 est réputée obstacle à l'accomplissement du devoir de l'inspecteur.

En cas de récidive, l'amende sera portée de 500 à 1000 francs. L'article 463 du code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article.

Section VII. *Abrogations.*

Article 31. — Le décret-loi du 9 septembre 1848 modifié par la loi du 30 mars 1900 est abrogé.

Article 32. — Sont abrogés dans la loi du 29 novembre 1892, modifiée par la loi du 30 mars 1900 :

Le paragraphe 3 de l'article I^{er}.

Les articles 3, 4, 5 et 7.

Les paragraphes 2, 3, 4 de l'article 11.

Section VIII. *Dispositions spéciales.*

Article 33. — La présente loi sera applicable six mois après la date de sa promulgation.

Les règlements d'administration publique néces-

saires à l'application de la présente loi seront rendus dans ce délai après avis de la commission supérieure du travail et du comité consultatif des arts et manufactures.

Article 34. — Les dispositions édictées par la présente loi sont applicables à l'Algérie.

ANNEXE N° 3.

Projet de loi relatif à la réglementation du travail. (Dispositions concernant le contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels adoptées par la Chambre des députés).

Article 1^{er}. — Dans les établissements soumis à la réglementation de la durée du travail, par le décret-loi du 2 novembre 1892, modifiés l'un et l'autre par la loi du 30 mars 1900, les chefs d'entreprise, directeurs, gérants ou préposés doivent afficher un horaire général fixant d'une manière uniforme les heures extrêmes auxquelles commence et finit le travail ainsi que les heures et la durée des repos.

Article 2. — Dans les cas où des ateliers du même établissement sont régis, les uns par le décret-loi du 9 septembre 1848, et les autres par la loi du 30 mars 1900, les chefs d'établissement ont le droit d'afficher deux horaires généraux respectivement applicables aux deux catégories de locaux.

« Dans le cas où les travaux de diverses spécialités

professionnelles se commandent de telle façon qu'ils ne puissent commencer et finir aux mêmes heures, ou lorsque le personnel est réparti par postes ou équipes se succédant au même travail, les chefs d'établissement ont le droit d'afficher un horaire général pour chaque spécialité professionnelle et pour chaque poste ou équipe.

Article 3. — Pour toutes les personnes groupées ou non en vue d'un travail déterminé, dont les travaux ne sont pas soumis à un horaire général, une ou plusieurs affiches spéciales doivent indiquer, avec les noms et prénoms de chacune d'elles ses heures de travail et de repos, le service auquel elle est employée et l'atelier ou le chantier où elle travaille. »

Article 4. — Sur tout horaire le temps compris entre les heures du commencement et de la fin du travail, déduction faite de la durée des repos qui y sont indiqués, ne doit pas dépasser la limite légale du travail du personnel auquel il s'applique.

« Ce temps est augmenté des heures supplémentaires dans les cas et pour les jours où le chef d'établissement, en vertu de dérogations prévues par la loi, est autorisé à prolonger la durée du travail au-delà de la limite légale.

« Les horaires doivent être établis également en conformité des autres dispositions légales relatives à l'organisation du travail. »

Article 5. — Un duplicata des horaires généraux

doit être envoyé à l'inspecteur du travail, dès leur mise en service.

« Les avis de dérogation restent soumis aux lois et décrets les concernant. »

Article 6. — Constitue une contravention l'emploi de tout travailleur en dehors des heures fixées par l'horaire général ou par l'horaire spécial le concernant.

« Constitue également une contravention l'emploi en l'absence d'horaire général, de tout travailleur occupé dans l'établissement sans être porté sur une affiche nominative.

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables en cas d'accident de force majeure. »

Article 7. — Les prescriptions relatives aux horaires ne sont pas obligatoires pour les mines minières et carrières. Un règlement d'administration publique détermine les moyens de contrôle qui y sont organisés.

« Elles ne sont pas applicables non plus aux travaux exécutés par postes ou équipes successives dans les usines à feu continu ou à marche nécessairement continue, ni aux travaux qui ne peuvent être ou commencés ou interrompus à heures fixes. La nomenclature de ces établissements et travaux est donnée par un règlement d'administration publique qui prescrit les moyens de contrôle. »

Article 8. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi.

« Sont applicables aux contraventions visées par la présente loi et par les règlements d'administration publique qu'elle prévoit, les dispositions des articles 20, 21, 26, 27 et 28 de la loi du 2 novembre 1892.

« Toutefois, l'article 463 du code pénal sera applicable même en dehors du cas de récidive.

Article 9. — La présente loi n'entrera en vigueur qu'un mois après la publication au Journal officiel des règlements d'administration publique prévus à l'article 7.

Vu : *Le Doyen,*

J. CAUWÈS.

Vu : *Le Président,*

RAOUL JAY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
BIBLIOGRAPHIE.....	VII
CHAPITRE I. — Travaux préparatoires de la loi	
du 30 mars 1900.	
§ 1. — Difficultés d'application de la loi de 1892	1
§ 2. — Dépôt de la proposition de loi de M. Maxime Lecomte	5
§ 3. — Discussion et amendements divers : vote du Sénat, Modifications de la Chambre, Vote définitif.	9
CHAPITRE II. — Commentaire de la loi du 30 mars	
1900 .	
1. — Portée générale de la loi	24
§ 2. — Comment elle a organisé le travail, Interpréta- tions différentes de la Cour de Cassation	30
§ 3. — interdiction des relais, travail par postes ou équipes successives.....	44

§ 4. — Portée d'application de l'article 2 et variations de la jurisprudence	38
--	----

CHAPITRE III. — **Difficultés d'application, résistances patronales.**

§ 1. — Prévisions pessimistes suscitées par la réduction de la durée du travail et la simultanéité des repos.	70
§ 2. — Réelles difficultés d'application résultant de la technique de la production.	76
§ 3. — Multiplicité des moyens employés par les patrons pour tourner la loi.	85

CHAPITRE IV. — **La loi de 1900 et la production.**

§ 1. — Influence de la journée de 10 heures sur la production, Importation et exportation	99
§ 2. — Etat des principales législations étrangères ; loi allemande du 28 décembre 1908.	118

CHAPITRE V. — **Conséquences de la loi de 1900.**

§ 1. — Avantages moraux et amélioration du machinisme.	132
§ 2. — Renvoi des apprentis et des femmes. Grèves causées par la réduction du salaire.	138

CHAPITRE VI. — **Projets de réforme.**

§ 1. — Projet de loi, voté par le Sénat, modifiant la loi du 2 novembre 1892 et celle du 30 mars 1900.	144
§ 2. — Projet de loi voté par la Chambre relatif au contrôle de la durée de travail dans les établissements industriels. Rapport Chambon.	162

§ 3. — Projet de loi réglementant d'une façon nouvelle la durée du travail, Rapport Godart	178
---	-----

CONCLUSIONS .

ANNEXES.....	193
--------------	-----

